

---

**TABLE DES MATIERES**


---

**A. ACTES DU GOUVERNEMENT**


---

N°	Date	N°	Date
.....Page	.....Page	.....Page	.....Page
<b>1/20</b>	<b>20/6/2022</b>	<b>100/073</b>	<b>27/6/2022</b>
Loi organique portant révision de la loi n°1/35 du 4 décembre 2008 relative aux finances publiques .....	1231	Décret portant nomination de certains membres du conseil national pour l'unité et la réconciliation .....	1274
<b>1/21</b>	<b>27/06/2022</b>	<b>100/074</b>	<b>27/6/2022</b>
Loi organique portant modification de la loi organique n°1/04 du 20 février 2017 portant missions, organisation, composition, instruction, conditions de service et fonctionnement de la force de défense nationale du Burundi .....	1242	Décret portant nomination d'un chargé de missions à la Présidence de la République.....	1275
<b>100/072</b>	<b>16/6/2022</b>	<b>100/075</b>	<b>27/6/2022</b>
Décret portant nomination de certains membres de la commission nationale indépendante des droits de l'homme .....	1274	Décret portant nomination de certains membres du conseil supérieur de la magistrature .....	1275
		<b>100/076</b>	<b>27/6/2022</b>
		Décret portant mise en retraite anticipée d'un officier de la police nationale du Burundi .....	1276
		<b>100/077</b>	<b>27/6/2022</b>
		Décret portant destitution du conseiller du gouverneur en province de Rumonge.....	1276

---

**B. SOCIETES COMMERCIALES**


---

-Ratios de solvabilité et de levier de la CRDB : Période : mars 2022 .....	1277
-Bilan de la CRDB : Période Décembre 2021 .....	1278

---

**C.DIVERS**


---

-Signification de jugement à domicile inconnu de KANA Frédéric.....	1294
-Assignation à domicile inconnu de CITERETSE Valentin .....	1294
-Décision portant autorisation de changement de nom de NTAMAVUKIRO Euphram.....	1294
-Assignation civile à domicile inconnu de HABONIMANA Nadia.....	1295
-Signification à domicile inconnu de Thérèse KAZOYISENGA.....	1295
-Assignation à domicile inconnu de Estella Déborah .....	1296
-Assignation à domicile inconnu de NTUNGANE Chadia.....	1296
-Assignation à domicile inconnu de Jules NTIRURAGUMA .....	1296
-Assignation à domicile inconnu de YAHAYA Jafari.....	1296
-Assignation à domicile inconnu de YUSSUF Jafari.....	1297
-Assignation à domicile inconnu de MOUSSA Jafari .....	1297



---



---

**A. ACTES DU GOUVERNEMENT**


---



---

**LOI ORGANIQUE N°1/20 DU 20 JUIN 2022  
PORTANT REVISION DE LA LOI N°1/35 DU  
4 DECEMBRE 2008 RELATIVE AUX  
FINANCES PUBLIQUES**

Le Président de la République,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;  
Revu la Loi n°1/35 du 4 décembre 2008 relative aux  
Finances Publiques telle que modifiée à ce Jour ;  
Le Conseil des Ministres ayant délibéré ;  
L'Assemblée Nationale et le Sénat ayant adopté ;  
Vu l'Arrêt RCCB 413 rendu par la Cour  
Constitutionnelle;

**Promulgue**

**Chapitre I**

**DE L'OBJET, DU CHAMP D'APPLICATION  
ET DES DEFINITIONS**

**Section 1**

**De l'objet et du champ d'application**

Article 1

La présente loi organique fixe les règles relatives au contenu, à la présentation, à l'élaboration, à l'adoption, à l'exécution, à la modification et au contrôle des lois de finances.

Elle détermine les conditions dans lesquelles est arrêtée la politique budgétaire à moyen terme pour les finances publiques.

Elle énonce les principes relatifs à l'exécution des budgets publics, à la comptabilité publique et aux responsabilités des intervenants dans la gestion des finances publiques.

Elle s'applique aux organismes publics suivants :

- l'Etat;
- les administrations personnalisées de l'Etat ;
- les établissements publics à caractère administratif;
- les sociétés publiques ;
- les services chargés de la gestion des projets sur financement extérieur ;
- les communes.

**Section 2**

**Des définitions**

Article 2

Au sens de la présente loi organique, on entend par :

a) **budget**: une prévision des dépenses et des recettes de l'Etat, votée chaque année par le Parlement dans une loi de finances;

b) **exercice budgétaire**: une période d'une année donnée au Gouvernement pour exécuter le budget général de l'Etat. Elle commence le 1 juillet de

l'année en cours pour se clôturer le 30 juin de l'année suivante ;

c) **budget-programme** : un mode de gestion des finances publiques basé sur la logique de performance et de plus de transparence. Il passe de la logique des moyens à une logique de résultats ;

d) **programme** : une unité de l'autorisation parlementaire. Il constitue une enveloppe globale et limitative de crédits. Il relève d'un seul ministère et regroupe un ensemble cohérent d'actions représentatif d'une politique publique auquel sont associés des objectifs précis et des résultats attendus. Il est confié à un responsable (responsable de programme) désigné par le Ministre concerné ;

e) **dotation** : des crédits des institutions constitutionnelles qui sont directement destinés à l'exercice de leurs missions constitutionnelles qui ne concourent pas à la réalisation d'une politique publique ;

f) **action** : un découpage indicatif du programme qui apporte des précisions sur la destination prévue des crédits ;

g) **missions** : un ensemble de programmes concourant à une même politique publique. Une mission est créée à l'initiative du Gouvernement et peut être ministérielle ou interministérielle. Le Parlement vote le budget par missions. Il peut modifier la répartition des dépenses entre programmes au sein d'une même mission ;

h) **politique publique** : un ensemble d'actions et interventions des autorités ou gouvernementales pour atteindre des objectifs économiques et sociaux

i) **Cadrage des Dépenses à Moyens Termes (CDMT)** : un instrument de programmation triennal glissant permettant de placer la gestion budgétaire dans une perspective pluriannuelle ;

j) **loi de finances** : un acte juridique voté par le Parlement autorisant le Gouvernement à prélever les recettes publiques au moyen de l'impôt et à exécuter des dépenses publiques. Elle détermine la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'Etat ainsi que l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte ;

Cette loi peut être modifiée au cours de l'exercice et porte alors le nom de loi de finances rectificative.

k) **loi de finances rectificative** : un acte juridique voté par le Parlement qui modifie en cours d'année, les dispositions de la loi de finances de l'année;

l) **loi de règlement et compte rendu budgétaire** : un acte juridique qui arrête le montant définitif des recettes et des dépenses de l'exercice concerné, ainsi que le résultat budgétaire (déficit ou excédent) qui en découle ;

m) **ordonnateur**: toute personne ayant juridiquement la qualité d'agir au nom d'un organisme public pour engager, liquider, ou ordonner soit une recette, soit une dépense ;

n) **comptables publics** : des agents ou mandataires des services publics qui ont pour mission de manier les deniers publics et d'en enregistrer les mouvements ;

o) **Contrôleur des Engagements des Dépenses (CED)**: un cadre nommé par le Ministre en charge des finances et placé auprès d'un ordonnateur pour assurer le contrôle a priori des dépenses publiques. Il est chargé de veiller au respect de la réglementation en vigueur, en matière d'exécution des dépenses publiques ;

p) **débet** : une décision de nature juridictionnelle prononcée par la Cour des Comptes pour engager la responsabilité du comptable public en cas de faute de gestion ;

q) **audit de capacité** : un audit effectué par la Cour des Comptes, dans le cadre de la mise en œuvre du budget-programme, en vue d'évaluer dans quelle mesure le mode de gestion budgétaire et le système de contrôle interne adoptés et appliqués dans un ministère ou une institution répondent aux normes d'efficacité, d'efficience et de sécurité.

## CHAPITRE II

### DES RESSOURCES ET DES CHARGES PUBLIQUES

#### Article 3

Les budgets des organismes publics déterminent pour chaque année budgétaire, dans un document unique pour chacun, l'ensemble de leurs ressources et de leurs charges, présentées pour leur montant brut.

Les charges sont détaillées à l'intérieur d'un programme ou d'une dotation en fonction de leur nature économique et en fonction des finalités qu'elles poursuivent. L'ensemble des ressources de chaque organisme public est affecté au financement de l'ensemble de ses charges.

Les budgets et comptes publics doivent être établis de façon transparente et sincère.

Les conditions d'application et, le cas échéant, les dérogations aux principes définis au présent article sont définies par la présente loi organique.

#### Article 4

L'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toute nature ne peuvent être créés, supprimés ou modifiés que par une loi de finances. Ils sont, sauf disposition expresse contraire, valables sans limites de temps et ne peuvent avoir d'effet rétroactif.

#### Article 5

Le produit des impositions de toute nature est attribué à l'Etat. Toutefois, une loi peut, par exception, attribuer directement ce produit, en tout ou partie aux communes suivant les modalités qu'elle détermine.

#### Article 6

La digitalisation des opérations de collecte des recettes et d'exécution des dépenses est obligatoire pour tous les organismes publics.

#### Article 7

Un compte virtuel et un compte unique du Trésor sont ouverts à la Banque de la République du Burundi pour le suivi et la traçabilité des fonds des organismes publics.

Les modalités de fonctionnement de ces comptes sont précisées par décret.

#### Article 8

Les charges publiques ne peuvent être établies ou constatées que par une loi de finances. Lorsqu'une loi, un décret, une ordonnance ou un contrat contient des dispositions pouvant conduire à la création ou à l'augmentation des charges de l'Etat, ces charges ne deviennent certaines et définitives que lorsque les crédits correspondants ont été ouverts dans la loi de finances.

## CHAPITRE III

### DU BUDGET ET DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE

#### Article 9

Le budget de l'Etat détermine dans un document unique l'ensemble des ressources et charges budgétaires et financières incombant à l'Etat. Il est arrêté par la loi de finances dans les conditions définies par la présente loi organique.

Le budget de l'Etat comprend le budget général de l'Etat et, par dérogation aux dispositions de l'article 3 de la présente loi organique, les budgets annexes, les budgets d'affectation spéciale, les budgets de prêts, les comptes de garanties et avals de l'Etat.

#### Section 1

##### Du budget général de l'Etat

#### Article 10

Le budget général de l'Etat arrête l'ensemble des recettes et dépenses des institutions et administrations de l'Etat à l'exception de celles figurant dans des budgets annexes, les budgets d'affectation spéciale, les budgets de prêts, les comptes de garanties et avals de l'Etat.

Les ressources du budget général de l'Etat comprennent:

a) les ressources budgétaires regroupant :

- les ressources fiscales ;
- les ressources non fiscales ;
- les dons ;

b) les ressources de trésorerie regroupant :

- le produit des emprunts ;
- le produit des cessions d'actif de toute nature ;

c) les produits exceptionnels.

Les charges du budget général de l'Etat comprennent :

a) les charges budgétaires regroupant :

- les dépenses courantes ;
- les dépenses d'investissement ;

b) les charges de trésorerie regroupant le remboursement d'emprunts.

### **Section 2**

#### **Des budgets annexes**

##### **Article 11**

Les opérations financières des services de l'Etat sans personnalité morale et dont l'activité tend essentiellement à produire des biens ou à rendre des services donnant lieu au paiement de prix peuvent faire l'objet de budgets annexes.

La création d'un budget annexe et sa suppression ainsi que l'affectation d'une recette à celui-ci sont décidées par une loi de finances.

Un budget annexe constitue un programme au sens de l'article 23 de la présente loi organique.

Chaque budget annexe est rattaché à un ministère.

##### **Article 12**

Les budgets annexes comprennent :

- les recettes et les dépenses d'exploitation ;
- les recettes et les dépenses d'investissement.

Les opérations des budgets annexes s'exécutent comme les opérations du budget général. Les dépenses d'exploitation suivent les mêmes règles que les dépenses courantes tandis que les dépenses d'investissement suivent les mêmes règles que les dépenses en capital.

Les emplois des agents publics rémunérés sur chaque budget annexe sont plafonnés par une loi de finances.

Les budgets annexes peuvent recevoir des subventions du budget général de l'Etat.

### **Section 3**

#### **Des budgets d'affectation spéciale**

##### **Article 13**

Les budgets d'affectation spéciale retracent, dans les conditions fixées par la loi de finances qui les crée, des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature ou par

destination, en relation directe avec les dépenses qu'elles financent.

Ces budgets d'affectation spéciale peuvent recevoir des subventions du budget général de l'Etat.

Aucune dépense de rémunération d'agents de la fonction publique ne peut être financée à partir d'un budget d'affectation spéciale.

Chaque budget d'affectation spéciale constitue un programme au sens de l'article 23 de la présente loi organique.

### **Section 4**

#### **Des budgets de prêts**

##### **Article 14**

Les budgets de prêts retracent les prêts consentis par l'Etat aux organismes publics. Un budget de prêt est ouvert pour chaque bénéficiaire par la loi de finances qui en fixe le montant et la durée qui ne peut excéder sept ans.

Les prêts consentis sont productifs d'intérêts à un taux fixé par ordonnance du Ministre en charge des finances. L'amortissement en capital des prêts de l'Etat est pris en recette au compte du prêt correspondant.

##### **Article 15**

Tout prêt non remboursé à l'échéance doit faire l'objet :

- soit d'une décision de recouvrement immédiat prise par le Ministre en charge des finances ou à défaut, de poursuites judiciaires dans un délai de trois mois. Les montants collectés ultérieurement dans le cadre de poursuites seront pris en compte au titre des ressources de trésorerie dans l'exercice au cours duquel elles ont été encaissées ;
- soit de la constatation d'une perte par un versement immédiat du même montant du budget général au compte spécial.

L'ensemble des comptes de prêts constitue un programme au sens de l'article 23 de la présente loi organique.

### **Section 5**

#### **Des comptes de garanties et d'avaux**

##### **Article 16**

Les comptes de garanties et d'avaux retracent les engagements de l'Etat résultant des garanties financières accordées par lui à une personne physique ou morale.

La dotation portant sur les crédits destinés à couvrir les défauts de remboursement sur les comptes de garanties et d'avaux est provisionnée au minimum à hauteur de 10% des échéances annuelles dues par les bénéficiaires des garanties et avaux de l'Etat.

Les bénéficiaires de ces engagements de l'Etat doivent produire annuellement au Ministre en charge des finances un état complet de leur situation financière.

La variation nette de l'encours des garanties et avals qui peuvent être accordés par l'Etat sur chaque compte de garanties et avals est plafonnée annuellement par une loi de finances.

Les garanties et avals sont donnés par décret.

L'ensemble des comptes de garanties et d'avals constitue un programme au sens de l'article 23 de la présente loi organique.

### Section 6

#### Du solde budgétaire

##### Article 17

Le budget de l'Etat fait apparaître, un solde budgétaire global calculé par addition:

- du solde du budget général résultant de la différence entre ses charges et ses ressources budgétaires ;
- de la variation des soldes des budgets annexes, des soldes des budgets d'affectation spéciale, des soldes des budgets de prêts, des soldes des comptes de garanties et avals.

Le solde des budgets annexes, des budgets d'affectation spéciale, des budgets de prêts et des comptes de garanties et d'avals est reporté à nouveau sur l'exercice suivant.

##### Article 18

Le montant des emprunts nécessaires pour le financement du solde budgétaire global du budget de l'Etat ainsi que le plafond d'endettement de l'Etat sont approuvés par la loi de finances.

L'Etat ne peut recourir aux avances de la Banque de la République du Burundi qu'en dernier ressort.

##### Article 19

Chaque année, deux mois avant la présentation du budget général de l'Etat au Parlement, le Gouvernement transmet à ce dernier un rapport sur la situation des finances publiques et les orientations à moyen terme de la politique budgétaire. Après avoir présenté la situation budgétaire de l'exercice en cours, ce rapport définit, en fonction d'hypothèses économiques, l'évolution à trois ans :

- des charges et ressources publiques, décomposées en grandes catégories ;
- du solde en résultant, des moyens de son financement ainsi que le niveau global d'endettement financier net des administrations publiques.

Le Parlement organise des débats en séances plénières sur ce rapport.

## CHAPITRE IV DES LOIS DE FINANCES

### Section 1

#### Du contenu et de la structure des lois des finances

##### Article 20

A l'exclusion de toute autre disposition, les lois de finances :

- approuvent les recettes et dépenses du budget de l'Etat pour l'exercice concerné;
- définissent les règles relatives à l'assiette, au taux et aux conditions de recouvrement des impositions de toute nature ;
- comprennent les dispositions relatives à l'application de la présente loi organique.

##### Article 21

Les lois de finances comprennent deux parties :

La première partie précise :

- les dispositions fiscales affectant l'exercice ;
- l'estimation des ressources budgétaires attendues ;
- le plafond des grandes catégories de charges budgétaires autorisées ;
- l'évolution du solde des budgets annexes, des budgets d'affectation spéciale, des budgets de prêts, des comptes de garanties et avals ;
- l'équilibre global du budget de l'Etat qui en résulte ;
- le plafond des emprunts qui devront, le cas échéant, être contractés.

La deuxième partie précise :

- le montant global des dépenses par programme ou dotation ;
- par ministère, par institution constitutionnelle et par budget annexe, le plafond des autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat ;
- les prévisions des recettes et de dépenses des budgets annexes, des budgets d'affectation spéciale et des budgets de prêts et de comptes de garanties et d'avals;

et le cas échéant :

- les mesures fiscales n'affectant pas l'exercice;
- la création de toute personne morale de droit public ;
- le montant des garanties d'emprunt nouvelles que l'Etat est autorisé à accorder, détaillé par catégorie des bénéficiaires ;

- les dispositions d'application de la présente loi organique.

La deuxième partie des lois de finances ne peut être débattue par le Parlement avant l'adoption de la première partie.

#### Article 22

La loi de finances initiale doit être modifiée en cours d'exercice par une ou plusieurs lois de finances rectificatives, en cas de bouleversement de l'équilibre budgétaire ou financier défini par la loi de finances de l'année notamment :

- si les recettes constatées augmentent ou diminuent sensiblement par rapport aux prévisions de la loi de finances de l'année;
- s'il y a intervention de mesures législatives ou réglementaires affectant de manière substantielle l'exécution du budget.

### Section 2

#### De la présentation et de la portée des crédits

##### Article 23

Les crédits des ministères sont présentés dans un ou plusieurs programmes regroupant, les moyens de financement d'un ensemble cohérent d'actions concourant à une politique publique poursuivant des objectifs précis.

Les crédits budgétaires alloués aux institutions constitutionnelles sont regroupés en dotation lorsqu'ils sont directement destinés à leur mission constitutionnelle. Toutefois, ils sont répartis en programme lorsqu'ils concourent à la réalisation d'une politique publique.

Les crédits de chaque programme et dotation sont décomposés selon leur nature. Les éléments constitutifs de dotations sont précisés dans la loi de finances de chaque exercice budgétaire.

Les crédits de personnel sont assortis, par ministère et institution constitutionnelle, de plafonds d'autorisation d'emplois rémunérés par l'Etat.

Les crédits sont spécialisés par programme ou dotation.

##### Article 24

Les responsables de programmes sont nommés par ordonnance du Ministre ou décision du responsable de l'institution constitutionnelle dont ils relèvent. L'acte de nomination précise, le cas échéant, les conditions dans lesquelles les compétences d'ordonnateur leur sont déléguées, ainsi que les modalités de gestion du programme.

Sur base des objectifs généraux fixés par le Ministre ou le responsable de l'institution constitutionnelle, le responsable de programme détermine les objectifs spécifiques, affecte les moyens et contrôle les résultats des services chargés de la mise en œuvre du

programme. Il s'assure du respect des dispositifs de contrôle interne et de contrôle de gestion.

##### Article 25

Les crédits budgétaires non répartis en programme sont répartis en dotations.

Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir des dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance.

Les éléments constitutifs de dotations sont précisés dans la loi de finances de chaque exercice budgétaire.

##### Article 26

Les crédits répartis en programme ou en dotation et décomposés par nature conformément aux dispositions des articles 23 et 25 de la présente loi organique constituent des plafonds de dépenses qui s'imposent dans l'exécution de la loi de finances aux ordonnateurs ainsi qu'aux comptables.

Toutefois, à l'intérieur d'un même programme ou dotation, les ordonnateurs peuvent, en cours d'exécution, modifier la nature des crédits pour les utiliser, s'ils sont libres d'emploi dans les cas ci-après:

- des crédits de personnel, pour majorer les crédits de biens et services, subsides et transferts ou d'investissement ;
- des crédits de biens et services, de subsides et transferts pour majorer les crédits d'investissement.

Ces modifications sont décidées par ordonnance du Ministre ou décision du responsable de l'institution constitutionnelle concernée. Il en informe le Ministre en charge de finances.

##### Article 27

Les crédits relatifs aux dépenses d'investissement sont décomposés, d'une part, en crédits d'engagement représentant la limite supérieure des engagements financiers de l'Etat au titre d'une opération donnée et, d'autre part, en crédit de paiement représentant la limite supérieure des paiements autorisés au titre de la même opération.

##### Article 28

A l'exception des charges d'intérêt de la dette et des charges liées à la mise en œuvre de la garantie de l'Etat, aux frais d'acte et de contentieux, les crédits inscrits dans chaque programme ou dotation sont limitatifs.

##### Article 29

Des transferts et des virements de crédits peuvent, en cours d'exercice, modifier la répartition des crédits budgétaires entre programmes.

Les transferts de crédits peuvent modifier la répartition des crédits budgétaires entre programmes des ministères distincts dans la mesure où l'emploi des crédits ainsi transférés, pour un objet déterminé, correspond à des actions du programme d'origine.

Les transferts de crédits sont autorisés par décret, sur rapport conjoint du Ministre en charge de finances et des Ministres ou des responsables des institutions constitutionnelles concernés.

Les virements de crédits modifient la répartition des crédits budgétaires entre programmes d'un même ministère ou d'une même institution constitutionnelle. S'ils ne changent pas la nature de la dépense selon les prescrits de l'article 23 de la présente loi organique, ils sont pris par ordonnance conjointe du Ministre en charge des finances et de l'ordonnateur principal concerné.

Dans le cas contraire, ils sont autorisés par décret sur rapport conjoint du Ministre en charge des finances et de l'ordonnateur principal concerné.

Le montant annuel cumulé des virements et transferts ne peut dépasser 10% des crédits votés d'un programme, sauf nécessité impérieuse.

A l'exception des crédits globaux pour des dépenses accidentelles et imprévisibles, aucun transfert ni virement ne peut être opéré entre une dotation et un programme.

#### Article 30

Dans la limite maximum de 2% du budget général de l'Etat, la loi de finances prévoit un crédit global pour couvrir les dépenses imprévisibles.

La répartition par programme ou dotations des crédits globaux pour des dépenses imprévisibles se fait par ordonnance du Ministre en charge des finances.

Aucune dépense ne peut être directement imputée sur ces crédits globaux.

#### Article 31

En cas d'urgence ou de nécessité impérieuse d'intérêt national, des crédits supplémentaires peuvent être ouverts par décret sous condition de respecter le solde budgétaire global arrêté par la loi de finances.

Le Parlement est immédiatement informé et les crédits ouverts sont ratifiés avant la prochaine loi de finances.

#### Article 32

Des crédits budgétaires peuvent être annulés par ordonnance du Ministre en charge des finances, après information de l'ordonnateur principal concerné, lorsqu'ils sont devenus sans objet.

#### Article 33

Les ordonnances et décrets relatifs aux mouvements

de crédits prévus aux articles 29 à 32 de la présente loi organique sont transmis trimestriellement au Parlement et à la Cour des Comptes.

La ratification de ces mouvements par le Parlement intervient avant la plus prochaine loi de finances.

### Section 3

#### Des documents annexes aux lois de finances

##### Article 34

Doivent être présentés avec les lois de finances initiales, un document annexe contenant:

- un état des effectifs d'agents publics, civils et militaires, rémunérés par l'Etat;
- un document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle couvrant une période minimale de trois ans qui évalue le niveau global des recettes attendues de l'Etat et des dépenses budgétaires décomposées par grandes catégories ;
- un tableau de financement prévisionnel, accompagné d'un plan de trésorerie mensualisé, faisant apparaître notamment la décomposition de l'endettement financier brut de l'Etat ;
- les comptes consolidés des organismes publics à autonomie de gestion pour le dernier exercice clos ainsi que leurs prévisions budgétaires en recettes et en dépenses;
- le Programme d'investissements Public (PIP);
- les dépenses cumulées par programmes et projets du document national de planification du développement ;
- état de mise en œuvre des indicateurs d'un plan national de développement;
- le niveau de réalisation des indicateurs des cadres de résultats des politiques sectorielles;
- les projets de budgets-programmes détaillés des ministères et institutions constitutionnelles. Ces budgets-programmes détaillés peuvent être annexés d'une manière imprimée ou électronique ;
- tout autre document jugé nécessaire par la commission permanente en charge des finances.

##### Article 35

Les projets de loi de finances rectificative doivent être accompagnés des documents suivants :

- un rapport actualisant les perspectives économiques et les prévisions des recettes et des dépenses pour l'exercice en cours ;
- une annexe récapitulant l'ensemble des

mouvements de crédits et mesures de régulation au cours de l'exercice;

- un tableau récapitulatif de l'exécution du budget de l'Etat, par programme, dotation, budget annexe, budget d'affectation spéciale, budget de prêts et comptes de garanties et d'aval, indiquant également les prévisions de dépenses pour la fin de l'exercice.

#### **Section 4**

##### **De la préparation des lois de finances**

###### **Article 36**

Le Ministre en charge des finances, sous l'autorité du Président de la République, est responsable de la préparation des projets de lois de finances.

###### **Article 37**

Le projet de loi de finances de l'année est élaboré par référence au document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle couvrant une période minimale de trois ans.

Sur la base d'hypothèses économiques justifiées, le document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle évalue le niveau global des recettes attendues de l'Etat, décomposées par grande catégorie de recettes fiscales et non fiscales et des dépenses budgétaires décomposées par grande catégorie de dépenses.

Ce document est adopté en Conseil des Ministres cinq mois avant le dépôt du projet de loi de finances. Il arrête les règles et le calendrier de la procédure d'élaboration du projet de loi de finances.

Ces instructions sont notifiées à chacun des Ministres et responsables des institutions constitutionnelles dans une lettre de cadrage.

###### **Article 38**

Le projet de loi de finances est transmis au Parlement après délibération en Conseil des Ministres.

###### **Article 39**

La Cour des Comptes adresse au Parlement son avis sur tout projet de loi de finances dans les 15 jours de leur transmission à l'Assemblée Nationale pour adoption après délibération en Conseil des Ministres.

#### **Section 5**

##### **De la discussion et du vote des lois de finances**

###### **Article 40**

Les lois de finances sont d'initiative gouvernementale. Le projet de loi de finances est déposé par le Gouvernement au Parlement dans les délais prévus à l'article 181 de la Constitution.

L'Assemblée Nationale le fait examiner par sa commission permanente en charge des finances qui propose des amendements le cas échéant avant de le soumettre au vote en séance plénière. La discussion

en séance plénière porte sur le projet du Gouvernement.

Le projet de loi tel qu'amendé est transmis au Sénat qui le fait examiner par sa commission permanente en charge des finances avant son adoption en séance plénière.

###### **Article 41**

Les commissions permanentes en charge des finances du Parlement ont tout pouvoir d'enquêter sur pièce et sur place sur les questions relatives à la gestion budgétaire, financière et comptable des administrations de l'Etat. Elles peuvent, sur ces questions, obtenir communication de tout document détenu par l'administration et entendre toute autorité administrative sur la préparation et la mise en œuvre de son budget.

Pendant la session budgétaire, un membre du Gouvernement peut être appelé à se présenter selon le cas, devant la commission permanente ayant les finances dans ses attributions pour expliquer le budget alloué à son ministère ainsi que son plan de performance.

###### **Article 42**

Les amendements parlementaires aux projets de loi de finances ne peuvent augmenter les charges qu'à condition qu'une charge équivalente soit diminuée. Ils ne peuvent diminuer une recette qu'à condition qu'une recette équivalente soit augmentée ou qu'une dépense équivalente soit diminuée.

###### **Article 43**

Les dépenses du budget général de l'Etat sont votées par programme ou dotation.

Chacun des budgets annexes, des comptes d'affectation spéciale, des comptes de prêts et des comptes de garanties et d'aval fait l'objet d'un vote particulier.

###### **Article 44**

Si la loi de finances n'est pas votée à la date du 30 juin, le budget de l'année précédente est repris par douzièmes provisoires.

A la demande du Président de la République, le Parlement se réunit en congrès dans un délai de 15 jours pour réexaminer le projet de loi de finances.

Si le Parlement n'a pas voté le budget à la fin de cette session, le budget est établi définitivement par décret-loi pris en Conseil des Ministres.

### **CHAPITRE V**

#### **DE LA MISE EN ŒUVRE DU BUDGET**

##### **Section 1**

##### **Des règles fondamentales régissant la mise en œuvre du budget**

###### **Article 45**

Les opérations d'exécution du budget de l'Etat

incombent aux ordonnateurs et aux comptables publics. Les fonctions d'ordonnateur et celles de comptable public sont incompatibles.

Les comptables publics de l'Etat sont nommés par le Ministre en charge des finances et sont placés sous l'autorité d'un comptable principal de l'Etat. Les comptables publics des autres organismes publics doivent être agréés par le Ministre en charge des finances.

Toutes les recettes publiques doivent être encaissées par un comptable public qui est tenu d'effectuer toute diligence nécessaire pour recouvrer les titres de recettes régulièrement établis.

#### Article 46

Les ordonnateurs peuvent déléguer leur pouvoir à des agents publics dans les conditions déterminées par les lois et règlements.

Ils peuvent déléguer à ces agents la gestion de tout ou partie des crédits dont ils ont la charge.

#### Article 47

Le Ministre en charge des finances est ordonnateur principal unique des recettes du budget général, des budgets annexes, des budgets d'affectation spéciale, des budgets de prêts, des comptes de garanties et avals et de l'ensemble des opérations de trésorerie.

Le Ministre en charge des finances est également ordonnateur principal :

- des crédits des programmes, des budgets annexes, des budgets d'affectation spéciale, des budgets de prêts, des comptes de garanties et avals de son ministère ;
- des crédits globaux pour des dépenses accidentelles et imprévisibles ;
- des charges financières de la dette de l'Etat.

Il peut déléguer son pouvoir d'ordonnateur dans les conditions déterminées par les lois et règlements.

#### Article 48

Le Ministre en charge des finances est responsable de l'exécution de la loi de finances et du respect des équilibres budgétaires et financiers définis par celle-ci. A ce titre, il dispose d'un pouvoir de régulation budgétaire qui lui permet, au cours de l'exécution du budget de:

- annuler un crédit devenu sans objet au cours de l'exercice ;
- annuler un crédit pour prévenir une détérioration des équilibres budgétaire et financier de la loi de finances.

En outre, le Ministre en charge des finances peut subordonner l'utilisation des crédits par les ordonnateurs aux disponibilités de trésorerie de l'Etat.

#### Article 49

Les Ministres et les responsables des institutions constitutionnelles sont ordonnateurs principaux des crédits des programmes, des dotations, des budgets annexes, des budgets d'affectation spéciale, de leur ministère ou de leur institution.

Ils peuvent déléguer leur pouvoir d'ordonnateur dans les conditions déterminées par les lois et règlements.

Le Ministre en charge des finances est responsable de la centralisation des opérations budgétaires des ordonnateurs, en vue de la reddition des comptes relatifs à l'exécution des lois de finances.

#### Article 50

Les contrôleurs des engagements des dépenses relèvent du Ministre en charge des finances et sont nommés par celui-ci auprès des ordonnateurs. Ils sont chargés des contrôles a priori des opérations budgétaires. Ils donnent des avis sur la qualité de la gestion des ordonnateurs.

Si les projets d'engagement ne sont pas conformes au budget voté ou à la réglementation budgétaire, financière et comptable, le Ministre chargé des finances peut refuser son accord ou donner une dérogation.

Les contrôleurs des engagements des dépenses rendent compte au Ministre en charge des finances.

#### Article 51

Sont prescrites au profit de l'Etat ou de tout autre organisme public doté d'un comptable public, toutes créances dont le paiement n'a pas été réclamé dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

La prescription peut être interrompue ou suspendue dans les conditions définies par la réglementation en vigueur.

Les règles de prescription des créances de l'Etat ou de tout autre organisme public doté d'un comptable public, sur des particuliers ou personnes morales, doivent être définies dans les lois et règlements en vigueur.

Quelle que soit leur nature, les actifs de l'Etat ou de tout autre organisme public sont insaisissables.

Le patrimoine immobilier de l'Etat ou de tout autre organisme public ne peut être aliéné sans l'aval du Conseil des Ministres.

### Section 2

#### De l'exécution

#### Article 52

Dès la promulgation de la loi de finances ou la signature du décret-loi prévu à l'article 44 de la présente loi organique, le Gouvernement prend les

dispositions réglementaires ou administratives portant répartition des crédits du budget général, des budgets annexes, des budgets d'affectation spéciale, des budgets de prêts et des comptes de garanties et d'avaux.

#### Article 53

La procédure d'exécution des dépenses de tout organisme public doit respecter les étapes suivantes:

- l'engagement qui, sous réserve de la constatation du service fait, crée une obligation financière pour l'organisme public concerné ;
- la liquidation qui constate le service fait, arrête le montant de l'obligation financière effective de l'organisme public et en permet l'ordonnancement qui, en conséquence des étapes précédentes, traduit la décision de l'organisme public de s'acquitter de son obligation financière ;
- le paiement qui libère effectivement l'organisme public de son obligation financière.

#### Article 54

L'engagement et la liquidation des dépenses publiques sont sous la responsabilité d'un ordonnateur.

L'ordonnateur procède à l'engagement des dépenses sur la demande du responsable du programme. Au vu d'une certification du service fait qui lui est adressée par le responsable du programme, il procède à la liquidation de la dépense puis à son ordonnancement.

#### Article 55

Le paiement des dépenses de tous les organismes publics est de la responsabilité exclusive d'un comptable public ou d'un agent nommé désigné par lui, agissant sous son contrôle et sous sa responsabilité.

Préalablement au paiement, le comptable public vérifie que :

- l'ordonnancement reçu se rattache à un dossier d'engagement et de liquidation complet et régulièrement constitué ;
- la créance n'est pas déchuë ;
- aucune opposition n'est constituée ;
- le paiement libère l'organisme public concerné de son obligation financière.

A défaut, il ne peut pas procéder au paiement.

#### Article 56

La procédure d'exécution des recettes de tout organisme public doit respecter les étapes suivantes:

- la constatation de la créance de l'organisme public concerné ;

- la liquidation qui arrête le montant de la créance effective de l'organisme public et conduit à l'émission du titre de recette qui, en conséquence des étapes précédentes, traduit l'obligation faite au débiteur de s'acquitter de sa dette ;
- l'encaissement qui éteint effectivement la créance de l'organisme public.

#### Article 57

En matière de recettes de l'Etat, la constatation et la liquidation de la créance ainsi que l'émission du titre de recette sont sous la responsabilité de l'organisme national ayant la collecte des recettes dans ses attributions.

#### Article 58

Toutes les vérifications et tous les contrôles définis aux articles ci-dessus doivent être impérativement effectués par les agents qui en ont la charge et qui en assument la responsabilité personnelle.

Toute vérification ou tout contrôle non explicitement prévu par la présente loi organique est interdit.

### Section 3

#### De la Comptabilité

#### Article 59

Une comptabilité budgétaire est tenue en partie simple, par l'ordonnateur, sur base de la nomenclature budgétaire par article budgétaire, détaillée par la loi de finances. Pour les dépenses, les enregistrements comptables sont effectués lors de l'engagement ainsi que, pour les crédits de paiement, lorsque l'ordonnateur transmet au comptable la proposition de paiement. Pour les recettes, les enregistrements comptables sont effectués lors de la constatation d'une recette.

#### Article 60

Une comptabilité générale est tenue en partie double par le comptable public sur base du plan comptable général. Les enregistrements comptables sont effectués dès la constatation des droits et obligations financières. Elle doit permettre la production d'un compte de résultat, d'une balance générale des comptes et d'un état récapitulatif des actifs et des passifs financiers de l'Etat.

Le Ministre en charge des finances met trimestriellement à la disposition des Ministres et responsables des institutions constitutionnelles l'ensemble des informations comptables les concernant pour les aider à maîtriser leur budget et à améliorer leur gestion.

### Section 4

#### De la trésorerie

#### Article 61

Les ressources publiques sont toutes, quelles qu'en

soient la nature et l'attributaire, encaissées et gérées par des comptables publics nommés par le Ministre en charge des finances et placés sous son autorité. Elles sont versées et conservées dans un compte unique ouvert au nom de l'Etat à la Banque de la République du Burundi.

Les dépenses publiques sont payées à partir de ce compte sur ordre des comptables publics, la Banque de la République du Burundi étant chargée des décaissements.

Une convention entre la Banque de la République du Burundi et l'Etat, signée par le Ministre en charge des finances, précise les conditions d'application du présent article.

#### Article 62

Un plan annuel de trésorerie est arrêté et régulièrement mis à jour par le Ministre en charge des finances qui publie trimestriellement une situation de la trésorerie et de l'exécution budgétaire.

### Section 5

#### Du contrôle

#### Article 63

Sans préjudice des pouvoirs généraux de contrôle du Parlement, la commission permanente en charge des finances veille au cours de la gestion annuelle, à la bonne exécution des lois de finances. A cette fin, le Gouvernement transmet trimestriellement au Parlement des rapports de performance et d'exécution budgétaire. Ces rapports sont mis à la disposition du public.

Les informations ou les investigations sur place que le Parlement pourrait demander, ne sauraient lui être refusées.

Le Parlement peut procéder à l'audition des Ministres.

#### Article 64

La Cour des Comptes examine, juge et certifie les comptes de tous les services publics selon les missions et la procédure prévues par la loi régissant ladite Cour.

En outre, la Cour des Comptes procède aux enquêtes et analyses que le Parlement peut lui demander sur toute question budgétaire, comptable et financière.

#### Article 65

Les comptes de gestion, déposés en état d'examen à la Cour des Comptes, doivent être jugés dans un délai de deux ans sauf en cas d'enquête en cours dûment motivée.

En l'absence de jugement de la Cour des Comptes dans ce délai, le Comptable public est déchargé d'office.

#### Article 66

La Cour des Comptes reçoit chaque année, la

communication de toute information et document des services chargés de l'exécution des lois de finances, notamment les comptes des comptables publics accompagnés des copies des pièces justificatives. Le Ministre en charge des finances lui adresse, tous les trimestres, un état d'exécution des recettes et dépenses de l'Etat. Elle est informée régulièrement des conditions d'application de l'article 50 de la présente loi organique sur le contrôle de l'engagement des dépenses.

Elle peut demander communication de toute information ou documents aux services chargés de l'exécution des budgets des organismes publics autres que l'Etat. Elle peut procéder à toute enquête sur pièces et sur place auprès de toute personne morale, publique ou privée, bénéficiaire de fonds publics.

Toute personne est tenue de communiquer à la Cour des Comptes tout document et toute information qu'elle demande et de se rendre aux convocations qu'elle adresse en application de la présente loi organique. Toute personne entendue par la Cour des Comptes est déliée du secret professionnel.

#### Article 67

La Cour des Comptes adresse au Parlement les avis, constats et rapports contenant les analyses et recommandations qu'elle fait au titre de ses missions. Elle communique en outre au Gouvernement le résultat des contrôles et audits effectués.

#### Article 68

L'Inspection Générale de l'Etat a tout pouvoir d'enquête et de contrôle sur la gestion des recettes et des dépenses des organismes publics ainsi que sur tous les éléments de leur patrimoine. A cet effet, elle procède aux inspections et enquêtes nécessaires.

Elle s'assure de l'efficacité du contrôle interne des ministères et coordonne l'action des inspections ministérielles.

Elle exerce ses missions de façon indépendante et ne peut recevoir aucune instruction dans la conduite de ses enquêtes et contrôles ni dans la formulation de ses conclusions.

Ses rapports sont transmis au Président de la République avec copie à la Cour des Comptes. Ils peuvent être rendus publics par le Président de la République.

#### Article 69

Le Ministre en charge des finances prépare et soumet au Gouvernement pour adoption le projet de loi de règlement et de compte-rendu budgétaire au plus tard cinq mois après la clôture de l'exercice.

Après son adoption, le projet de loi de règlement et de compte-rendu budgétaire est transmis à la Cour

des Comptes.

#### Article 70

Le projet de loi de règlement et de compte-rendu budgétaire est soumis au Parlement au plus tard dans les six mois de clôture de l'exercice.

#### Article 71

Le projet de loi de règlement et de compte-rendu budgétaire arrête le montant définitif des encaissements de recettes et des décaissements de dépenses ainsi que le résultat budgétaire qui en résulte.

A ce titre, il :

- ratifie, le cas échéant, les ouvertures supplémentaires de crédits décidées par décret d'avances depuis la dernière loi de finances ;
- régularise les dépassements de crédits constatés ;
- procède à l'annulation des crédits non consommés ;
- rend compte de la gestion de la trésorerie de l'Etat et de l'application du tableau de financement de l'Etat ;
- arrête les comptes et les états financiers de l'Etat et affecte les résultats de l'année;
- rend compte de la gestion et des résultats des programmes visés à l'article 23 de la présente loi organique.

#### Article 72

Le projet de loi de règlement et de compte-rendu budgétaire est accompagné :

- des comptes et des Etats financiers de l'Etat issus de la comptabilité budgétaire et de la comptabilité générale de l'Etat ;
- d'annexes explicatives développant, par programme et dotation du budget général, par programme de chaque budget annexe, de chaque budget d'affectation spéciale, de chaque budget de prêts et de chaque compte de garanties et avals, le montant définitif des crédits ouverts, des dépenses et, le cas échéant, des recettes constatées ;
- des rapports annuels de performance par programme rendant compte de leur gestion et de leurs résultats.

#### Article 73

Le projet de loi de règlement et de compte-rendu budgétaire fait l'objet d'un avis de la Cour des Comptes transmis au Parlement.

Cet avis comporte notamment une appréciation de la conformité du budget exécuté au budget voté ainsi qu'une évaluation de la gestion et des résultats budgétaires d'ensemble.

Il se prononce sur la fiabilité des comptabilités budgétaires et générales. Il comporte des avis et recommandations sur la gestion des ministères et institutions constitutionnelles, sur les résultats des programmes et dotations ainsi que sur les rapports annuels de performance.

#### Article 74

Les ministères et institutions constitutionnelles sont tenus de mettre en place des dispositifs de contrôle interne leur permettant de garantir la légalité et la sécurité de l'usage de leurs crédits ainsi que l'efficacité et l'efficience de la gestion de leurs dépenses.

### Section 6

#### Des responsabilités et des sanctions

#### Article 75

Les comptables publics sont responsables du patrimoine, de la gestion des fonds et valeurs dont ils ont la garde.

Dans l'hypothèse où les comptes des comptables publics feraient apparaître des irrégularités ou des insuffisances de fonds, les comptables sont mis en débet en application de l'article 65 de la présente loi organique.

#### Article 76

Les ordonnateurs, les responsables des programmes, les contrôleurs des engagements des dépenses sont responsables des opérations de gestion et de contrôle dont ils ont la charge.

Sous réserve des sanctions pénales pouvant leur être infligées par les juridictions compétentes, ils encourent des sanctions pour faute de gestion dans les conditions définies par la loi régissant la Cour des Comptes.

## CHAPITRE VI

### DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

#### Article 77

Les dispositions de l'article 17 de la loi n°1/35 du 4 décembre 2008 relative aux finances publiques telle que modifiée à ce jour restent d'application jusqu'à la mise en place d'une nouvelle nomenclature adaptée au budget programme.

#### Article 78

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 19 de la loi n°1/35 du 4 décembre 2008 relative aux finances publiques telle que modifiée à ce jour restent d'application jusqu'à la mise en place de tous les textes d'application de la présente loi.

#### Article 79

Les dispositions de nature législative nécessaires à l'application de la présente loi organique sont

définies par les lois de finances.

Article 80

Les dispositions de la présente loi organique s'appliquent à compter de l'exercice budgétaire 2022-2023.

Article 81

Toutes dispositions antérieures législatives ou réglementaires contraires à la présente loi organique sont abrogées.

Article 82

Le Ministre ayant les finances dans ses attributions est chargé de la mise en exécution de la présente loi organique qui entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Fait à Gitega, le 20 juin 2022

Evariste NDAYISHIMIYE (sé)

Par le Président de la République

Vu et Scelle du Sceau de la République

Le Ministre de la Justice

Domine BANYANKIMBONA (sé)

**LOI ORGANIQUE N°1/21 DU 27 JUIN 2022  
PORTANT MODIFICATION DE LA LOI  
ORGANIQUE N°1/04 DU 20 FEVRIER 2017  
PORTANT MISSIONS, ORGANISATION,  
COMPOSITION, INSTRUCTION,  
CONDITIONS DE SERVICE ET  
FONCTIONNEMENT DE LA FORCE DE  
DEFENSE NATIONALE DU BURUNDI**

Le Président de la République,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Revu la Loi Organique n°1/04 du 20 février 2017 portant Missions, Organisation, Composition, Instruction, Conditions de service et Fonctionnement de la Force de Défense Nationale du Burundi ;

Le Conseil des Ministres ayant délibéré ;

L'Assemblée Nationale et le Sénat ayant adopté ;

Vu l'Arrêt RCCB 412 du 14 juin 2022 rendu par la Cour Constitutionnelle ;

**Promulgue:**

**Chapitre 1**

**Des Dispositions Générales**

Article 1

La présente loi organique fixe les missions, l'organisation, la composition, l'instruction, les conditions de service et le fonctionnement de la Force de Défense Nationale du Burundi « FDNB » en sigle.

Article 2

La présente loi organique est rédigée en langue française et en Kirundi.

En cas de discordance, les dispositions écrites en

**IBWIRIZWA RYUNGANIRA IBWIRIZWA  
SHINGIRO INOMERO 1/21 RYO KU WA 27  
RUHESHI 2022 RIHINDURA IBWIRIZWA  
RYUNGANIRA IBWIRIZWA SHINGIRO  
INOMERO 1/04 RYO KU WA 20 RUHUMA  
2017 RISHINGA IMIRIMO Y'URWEGO  
RW'UKWIVUNA ABANSI RW'UBURUNDI,  
INGENE RUTUNGANIJWE, ABARUGIZE,  
INYIGISHO, INGENE ABARI MURI URWO  
RWEGO BAFATWA N'INGENE RUKORA**

Umukuru w'Igihugu,

Yihweje Ibwirizwa Shingiro rya Repuburika y'Uburundi ;

Asubiye kwihweza Ibwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro inomero 1/04 ryo ku wa 20 Ruhuma 2017 rishinga imirimo y'Urwego rw'ukwivuna abansi rw'Uburundi, ingene rutunganijwe, abarugize, inyigisho, ingene abari muri urwo Rwego bafatwa n'ingene rukora ;

Inama Nshikiranangaji imaze kubica irya n'ino ;

Inama Nshingamateka n'Inama Nkenguzamateka zimaze kuvyemeza ;

Yihweje ingingo ya Sentare yubahiriza Ibwirizwa Shingiro RCCB 412 yo ku wa 14 Ruheshi 2022 ;

**Atangaje:**

**Igice ca 1**

**Ingingo ngenderwako**

Ingingo ya 1

Iri bwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro rishinga imirimo y'Urwego rw'ukwivuna abansi rw'Uburundi, «FDNB», mu mpfunyapfunyo y'igifaransa, ingene rutunganijwe, abarugize, inyigisho, ingene abari muri urwo Rwego bafatwa n'ingene rukora

Ingingo ya 2

Iri bwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro ryanditswe mu rurimi rw'igifaransa n'urw'ikirundi.

Mu gihe ibiri mu gifaransa bidahuye n'ibiri mu

français font foi.

## Section 1

### Des définitions des concepts

#### Article 3

Au sens de la présente loi organique, les concepts suivants signifient :

**1° composante :** ensemble des moyens humains, matériels et logistiques destinés à la mise en condition opérationnelle d'une partie spécifique de la Force notamment les capacités terrestres, maritimes, aériennes, de réserve et d'appui au développement du pays;

**2° doctrine :** ensemble de concepts et d'orientations adoptés selon la conjoncture stratégique à travers lesquels la FDNB ou certaines de ses composantes accomplissent leurs missions en vue d'atteindre les objectifs nationaux. Elle définit les modalités de mise en œuvre des moyens militaires suivant une stratégie et une organisation donnée ;

**3° encadrement patriotique :** fait d'inculquer aux jeunes et développer en eux l'amour de la patrie, le sens de responsabilité et d'abnégation devant les intérêts supérieurs de la nation jusqu'au sacrifice suprême, à travers une formation paramilitaire ;

**4° éthique militaire:** ensemble des valeurs morales et comportementales ainsi que des normes liées à l'exercice du métier des armes, en temps de paix, de troubles comme en temps de guerre, et soumis au code de conduite militaire ;

**5° genre :** ensemble des principes socioculturels qui guident la cohabitation des hommes et des femmes dans une organisation tout en respectant leur différence basée sur leur sexe ;

**6° militaire de rang :** soldat de la FDNB portant le grade de deuxième classe à caporal-chef ;

**7° politique nationale de défense :** système de défense nationale adopté par l'Etat répondant le mieux aux besoins de la sécurisation du territoire national, du peuple et des institutions ;

**8° posture :** ensemble des dispositions permanentes prises pour mettre le pays, en toutes circonstances, à l'abri d'une agression, même limitée, contre son intégrité territoriale et ses intérêts vitaux ;

kirundi, ivyanditswe mu gifaransa ni vyo vyisungwa.

## Agace ka 1

### Insiguro y'amajambo

#### Ingingo ya 3

Muri iri bwirizwa ryunganira lbwirizwa Shingiro, amajambo akurikira asiguwe uku :

- **ibigize Urwego FDNB** ni abantu base, ibikoresho vyose n'ibindi vyose vya nkenerwa bituma umuce w'Urwego FDNB ufise umurimo wisangije ushobora gukora nk'ugushobora kurwanira hasi, mu mazi, mu kirere n'umuce w'abashobora gutumwako gufasha igihe bikenewe n'uguterera mw'iterambere ry'igihugu ;
- **inyigisho z'ubuhinga bw'igisirikare** ni ivyiyumviro ngenderwako vyose n'intumbero vyemejwe hafatiwe ku kugene Urwego FDNB canke imice imwe imwe irugize irangura imirimo ijejwe, mu ntumbero y'ugushika ku mahangiro igihugu cyemeje. Izo nyigisho zitomora uburyo hashirwa mu ngoro ibikorwa vya gisirikare hisunzwe uburyo burashe n'itunganyabikorwa ritomoye;
- **ugutanga inyigisho z'ugukundisha igihugu** ni uburyo bwo gushira mu rwaruka inyigisho zijanywe n'ugukunda igihugu cabibarutse, ukwitwararika n'ukwitanga batiziganya mu kurwanira inyungu z'igihugu gushika n'aho bacigura no gutuma babigendera, biciye mu nyigisho nk'iza gisirikare ;
- **akarangamutima k'igisirikare** ni imigenzo yose myiza n'inyifato yose ibereye hamwe n'ibikurikizwa mu mwuga w'igisirikare mu gukoresha ibirwanisho, mu gihe c'amahoro, c'imidurumbanyo nko mu gihe c'intambara, kandi bikisunga amategeko agenga inyifato mu gisirikare;
- **ukudakumira hafatiwe ku gitsina** ni ingingo zose ngenderwako zerekeye imibano n'imico ziranga ukubana hagati y'abantu b'igitsina gabo n'ab'igitsina gore mw'ishirahamwe kandi hubahirijwe ubudasa bufatiye ku gitsina ;
- **umusirikare mutoyi** ni umusirikare w'Urwego rw'ukwivuna abansi rw'Uburundi (FDNB) afise ipete riva ku rugero rw'intango rugira kabiri kugeza kw'ipete rya kaporare shefu ;
- **poritike y'igihugu yerekeye ukwivuna abansi** ni uburyo bw'igihugu bwo kwivuna abansi bwemejwe na Reta, bukwije neza ibikenewe mu gukingira umutekano w'igihugu, abanyagihugu n'inzego z'igihugu ;
- **ubushobozi bw'ukwivuna abansi** ni ingingo zose zamaho zifatwa kugira igihugu came gikingiwe igihe ico ari co cose, kidashobora kubangamirwa n'icogitera cose, n'aho coba

**9° professionnalisme** : réside dans la maîtrise et le bon accomplissement de ses fonctions et tâches par le militaire ;

**10° réquisition** : acte écrit conférant à l'autorité civile le droit de demander l'intervention de la FDNB pour maintenir l'ordre ou rétablir le fonctionnement des services publics ;

**11° réserve** : ensemble du personnel ayant subi un encadrement patriotique ou étant retraité de la FDNB qui, sans être maintenu sous le drapeau, est susceptible d'être rappelé ou appelé pour effectuer des activités militaires ou d'appui au développement du pays limitées dans le temps;

**12° réserviste**: tout homme ou toute femme ayant subi un encadrement patriotique ou étant retraité de la FDNB n'appartenant pas à l'armée d'active, susceptible d'être rappelé ou appelé pour effectuer des activités militaires ou d'appui au développement du pays limitées dans le temps.

## Section 2

### Des principes de base

#### Article 4

La Force de Défense Nationale du Burundi est un corps armé, conçu, organisé et formé pour la défense de l'intégrité du territoire, de l'indépendance et de la souveraineté nationale.

#### Article 5

La FDNB est établie conformément à la Constitution. En dehors des Corps de Défense et de Sécurité, il ne peut être créé ou levé aucune autre organisation armée.

#### Article 6

La taille, la posture et la structure de la FDNB sont déterminées par un décret sur proposition du Ministre ayant la défense nationale dans ses attributions suivant les critères ci-après :

- les menaces potentielles intérieures et extérieures du pays ;
- la politique nationale de défense et la doctrine militaire du pays ;

gitoyi, ku mbibe zaco no ku nyungu zaco kigenderako ;

- **ugukora umwuga neza**, bivugwa mu gihe umusirikare akora ivyo azi neza kandi akarangura uko bitegerejwe amabanga n'imirimo ajejwe ;
- **ukwikora ku gisirikare** ni ingingo yanditse iha umutegetsu wo mu ntwaro uburenganzira bw'ugusaba ko Urwego rw'ukwivuna abansi rutabara kugira habungabungwe umutekano canke kugira ibisata vya Reta bisubire gukora ;
- **umugwi w'abashobora gutumwako gufasha** ni abantu bose baronse inyigisho z'ugukunda igihugu canke abakukuritse mu Rwego FDNB, n'aho bataguma batonda ku kazi ka gisirikare, bashobora kugarukanwa canke gutumwako iyo bikenewe kugira barangure ibikorwa vya gisirikare canke baterere mw'iterambere ry'igihugu mu kiringo gitomorwa ;
- **Uwushobora gutumwako gufasha** ni umugabo canke **umugore** adaharurwa mu basirikare yaronse inyigisho z'ugukunda igihugu canke yakukuritse mu Rwego FDNB, ashobora kugarukanwa canke gutumwako iyo bikenewe kugira arangure ibikorwa vya gisirikare canke aterere mw'iterambere ry'igihugu mu kiringo gitomorwa.

## Agace ka 2

### Ingingo ngenderwako

#### Ingingo ya 4

Urwego rw'abajejwe kwivuna abansi rw'Uburundi ni Urwego rw'intwaramiheto rutegekanijwe, rukaringanizwa, kandi rukaronka n'inyigisho kugira ngo rukingire imbibe z'igihugu, ukwikukira kw'igihugu n'ubwigenge bw'igihugu.

#### Ingingo ya 5

Urwego FDNB rushingwa hisunzwe lbwirizwa Shingiro. Uretse Inzego z'ukwivuna abansi n'iz'ijejwe umutekano, nta yindi mihari yitwaje ibirwanisho irekuriwe gushingwa canke gukoreshwa mu gihugu.

#### Ingingo ya 6

Uko abagize Urwego FDNB bangana, ubushobozi bw'urwo Rwego mu kwivuna abansi n'uko ruringanijwe bitomorwa biciye mw'itegeko ry'Umukuru w'igihugu bishikirijwe n'Umushikirananyi ajejwe ukwivuna abansi afatiye kuri ibi bikurikira :

- ibishobora kubangamira igihugu umwanya uwo ari wo wose bivuye mu gihugu no hanze y'igihugu;
- poritike y'igihugu yerekeye ukwivuna abansi n'inyigisho z'ubuhinga bw'igisirikare c'Uburundi ;

- les moyens économiques et financiers du pays;
- le budget alloué à la FDNB.

#### Article 7

La FDNB est au service du peuple burundais. Elle doit être un instrument de protection rassurant tout le peuple burundais.

#### Article 8

La FDNB est organisée de manière à garantir l'unité en son sein, la loyauté, la discipline, la neutralité politique de ses membres ainsi que l'impartialité dans l'accomplissement de ses missions.

#### Article 9

La FDNB est dotée d'un patrimoine et jouit d'une autonomie de gestion sous contrôle hiérarchique du Ministre ayant la défense nationale dans ses attributions.

Un décret précise l'étendue et le contenu du patrimoine de la FDNB

#### Article 10

Le patrimoine de la FDNB est insaisissable. L'Etat est garant de plein droit des obligations contractuelles ou délictuelles souscrites ou encourues par la FDNB.

Lors des importations, la FDNB bénéficie des exonérations à l'occasion des différentes déclarations douanières et des facilités d'enlèvement.

#### Article 11

Le Gouvernement du Burundi met à la disposition de la FDNB, par l'intermédiaire du ministre ayant la défense nationale dans ses attributions, les moyens financiers nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

#### Article 12

La FDNB rend compte de ses actions et travaille en toute transparence.

Elle est soumise à l'autorité du Gouvernement et au contrôle du Parlement.

#### Article 13

Le Commandant en Chef de la FDNB est le Président de la République. Il nomme aux hautes fonctions de ce Corps.

Il confère les ordres nationaux et les décorations de la République aux militaires.

- ubutunzi igihugu gifise ;
- amafaranga Reta itegekaniriza ku mwaka Urwego rw'ukwivuna abansi.

#### Ingingo ya 7

Urwego FDNB rukorera abarundi. Rutegerezwa gukingira abarundi ku buryo bose barwizera.

#### Ingingo ya 8

Urwego FDNB rutunganijwe ku buryo abarugize bagumana ubumwe, ukuyoboka inzego, inyifato ibereye, ukutatagira aho bahengamira mu vya poritike hamwe no kutagira aho bahengamiye mu kurangura imirimo bajewe.

#### Ingingo ya 9

Urwego FDNB rufise amatungo yarwo bwite, rwitunganiriza ivyerekeye ikigege rukongera rukagenzurwa n'Umushikiranangaji ajejwe ukwivuna abansi.

Itegeko ry'Umukuru w'Igihugu riratomora uko amatungo y'Urwego FDNB angana n'ibiyagize.

#### Ingingo ya 10

Amatungo y'Urwego FDNB ntashobora gufatwa n'ubutungane. Reta ni yo ibazwa ivyo Urwego FDNB rutegerejwe biri mu masezerano urwo Rwego rwagiraniye n'abandi canke ibijanye n'amakosa rwakoze.

Mu gihe hari ivyo Urwego FDNB rwinjije mu gihugu, rurakurwako amakori n'amatagisi mu gihe c'ukumenyesha muri duwane ivyo rwinjije rukongera rukworoherezwa mu kubikura muri duwane.

#### Ingingoya 11

Reta y'Uburundi, ibicishije mu Bushikiranangaji bujewe ukwivuna abansi iraha urwego FDNB uburyo bukenewe kugira rurangure imirimo rujewe.

#### Ingingoya 12

Urwego FDNB rutegerezwa kumenyesha ibikorwa rurangura no gukorera ku mugaragaro.

Rutegekwa na Reta kandi rugacungerwa n'Inama Nshingamateka n'Inama Nkenguzamateka.

#### Ingingo ya 13

Kizigenza w'Urwego rw'ukwivuna abansi ni Umukuru w'Igihugu. Ni we agena abajewe amabanga ahambaye muri urwo Rwego.

Umukuru w'Igihugu ni we yambika abasirikare ibidari vy'iteka n'ibindi bimenyetso biranga abatewe iteka n'igihugu.

## Chapitre II Des missions

### Article 14

Les missions de la FDNB s'exercent dans le cadre de la défense de l'intégrité du territoire, de l'indépendance et de la souveraineté nationale, de la protection de la population et du patrimoine national, de la participation à l'encadrement patriotique de la jeunesse burundaise ainsi qu'au développement du pays.

Elle intervient exceptionnellement dans le contexte régional et international, dans le respect des engagements auxquels le Burundi a souscrit.

### Article 15

La FDNB assure la défense de l'intégrité du territoire national, de l'indépendance et de la souveraineté du pays.

Elle combat toute agression armée contre les institutions de la République, assure la défense et la protection des intérêts stratégiques et vitaux du pays.

### Article 16

La FDNB intervient exceptionnellement, en appui à la Police Nationale du Burundi, dans le maintien et le rétablissement de l'ordre public sur réquisition formelle de l'autorité habilitée.

Elle participe aussi aux missions de secours et d'assistance en cas de désastres et de catastrophes.

### Article 17

La FDNB contribue au développement du pays dans le cadre de grands travaux d'intérêt public, de production, de formation et d'encadrement patriotique.

### Article 18

La FDNB participe, en appui aux autres partenaires en matière de sécurité, dans la lutte contre le terrorisme, les trafics illicites et la prolifération des armes.

### Article 19

La FDNB participe à des opérations de maintien de la paix, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union Africaine, des Organisations Régionales et Sous-Régionales.

### Article 20

La FDNB peut intervenir dans le cadre de la coopération bilatérale et multilatérale.

## Igice ca II Imirimo

### Ingingo ya 14

Imirimo y'Urwego FDNB irangurwa mu ntumbero y'ukurwanira imbibe z'igihugu, ukwikukira n'ubwigenge bwaco, ugukingira abanyagihugu n'amatungo y'igihugu, ukugira uruhara mu guha urwaruka inyigisho z'ugukunda igihugu hamwe no mw'iterambere ry'igihugu.

Urwo rwego rurafasha rimwe na rimwe ku rwego rw'akarere na mpuzamakungu, hubahirijwe ivy'Uburundi bwiyejeje bukabishirako umukono.

### Ingingo ya 15

Urwego FDNB rujejeje kurwanira imbibe z'igihugu, ukwikukira n'ubwigenge bwaco.

Urwo Rwego rurwanya abo bose babangamira inzego z'igihugu bakoresheje ibirwanisho rukongera rukarwanira kandi rugakingira inyungu zihambaye na nkoramutima z'igihugu.

### Ingingo ya 16

Urwego FDNB rurafasha rimwe na rimwe rufadikanije n'Urwego rw'lgiporisi c'igihugu mu kubungabunga no mu kugarukana umutekano mu gihugu bisabwe n'umutegetsi abifitiye ububasha kandi yisunze amategeko.

Urwo rwego rurafasha kandi mu bikorwa vyo gutabara mu gihe habaye ivyaduka n'impanuka.

### Ingingo ya 17

Urwego FDNB rurunganira mw'iterambere ry'igihugu mu bikorwa binini binini vyerekeye ineza ya bose, ivy'ukugwiza umwimbu, ivy'ugutanga inyigisho n'ivy'ugutanga inyigisho z'ugukunda igihugu.

### Ingingo ya 18

Urwego FDNB, rufadikanije n'abandi bafashanya n'igihugu mu vyerekeye umutekano, ruragira uruhara mu bikorwa vy'ukurwanya iterabwoba, urudandazwa rutemewe n'amategeko rw'ibirwanisho n'irwirirana ry'ibirwanisho.

### Ingingo ya 19

Urwo rwego rurafasha kandi mu bikorwa vy'ukugarukana amahoro, bihagarikiwe n'ishirahamwe mpuzamakungu «ONU», Ishirahamwe ry'Ubumwe bwa Afirika, Amashirahamwe y'ibihugu vyo mu karere Uburundi burimwo n'Amashirahamwe y'ibihugu vyo mu gace k'akarere Uburundi buherereyemwo.

### Ingingo ya 20

Urwego FDNB rurashobora kugira uruhara mu vyerekeye ugufashanya kw'Uburundi n'ikindi gihugu hamwe n'Amashirahamwe mpuzamakungu.

### Chapitre III De l'organisation

#### Article 21

La FDNB est placée sous le commandement direct d'une haute autorité militaire ci-après dénommée Chef de la Force de Défense Nationale du Burundi « C/FDNB » en sigle.

#### Article 22

Le C/FDNB est assisté, dans l'exercice de ses fonctions par un Chef Adjoint de la Force de Défense Nationale du Burundi « CA/FDNB » en sigle.

#### Article 23

La FDNB est structurée en une organisation comprenant les services centraux de l'Etat Major Général et les composantes à savoir la Force Terrestre « FT » en sigle, la Force de la Marine « FM » en sigle, la Force Aérienne « FA » en sigle et la Force de Réserve et d'Appui au Développement du pays « FRAD » en sigle.

Elle comprend également des Unités Spécialisées et une Unité des Opérations Spéciales, « UOS » en sigle.

#### Section 1

##### De l'organisation des services centraux de l'Etat-Major Général

#### Article 24

Pour accomplir ses missions, la FDNB dispose d'un Etat-Major Général, « EMG/FDNB » en sigle.

#### Article 25

Les bureaux du C/FDNB et du CA/FDNB comprennent :

- un aide de Camp ;
- une cellule des conseillers ;
- une cellule d'appui technique ;
- un secrétariat.

#### Article 26

L'Etat-Major Général de la FDNB comprend notamment :

- le service chargé de l'administration et la gestion du personnel « G1 » en sigle ;
- le service chargé du renseignement militaire « G2 » en sigle ;
- le service chargé de l'instruction, de

### Igice ca III

#### Ingene Urwego rw'ukwivuna Abansi rw'Uburundi rutunganijwe

#### Ingingo ya 21

Urwego FDNB rurongorwa n'umutegetsu mukuru mu gisirikare muri iri bwirizwa yiswe Umukuru w'Urwego rw'Ukwivuna Abansi rw'Uburundi, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « C/FDNB ».

#### Ingingo ya 22

Umukuru w'Urwego FDNB, mu kurangura amabanga ajejwe afashwa n'icegera c'Umukuru w'Urwego rw'Ukwivuna abansi rw'Uburundi, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « CA/FDNB ».

#### Ingingo ya 23

Urwego FDNB ruringanijwe ku buryo rubamwo ibisata vyo mu Biro bikuru vy'Urwego hamwe n'imice igize urwo Rwego ni ukuvuga abasirikare barwanira hasi « FT », abasirikare barwanira mu mazi « FM », abasirikare barwanira mu kirere « FA » n'abandi basirikare batari mu kazi bashobora gutumwako gufasha n'uguterera mw'iterambere ry'igihugu « FRAD ».

Urwo Rwego rugizwe kandi n'iyindi mice y'abasirikare ifise imirimo yisangije hamwe n'Umuce w'abasirikare bakora ibikorwa bidasanze « UOS » mu mpfunyapfunyo y'igifaransa.

#### Agace ka 1

##### Itunganywa ry'ibisata vy'ibiro bikuru vy'Urwego FDNB hamwe n'imice y'abasirikare bagize urwo Rwego

#### Ingingo ya 24

Kugira ngo rurangure imirimo rujejwe, Urwego FDNB rurafise ibiro bikuru vy'Urwego rw'ukwivuna abansi rw'Uburundi, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « EMG/FDNB ».

#### Ingingo ya 25

Ibiro vy'Umukuru w'Urwego FDNB n'ivy'icegera c'Umukuru w'Urwego FDNB birimwo :

- umwishikira w'Umukuru w'Urwego FDNB canke uw'icegera c'Umukuru w'Urwego FDNB ;
- ibiro vy'abahanuzi ;
- ibiro vy'abafasha mu vyerekeye ubuhinga ;
- ibiro vy'umunyamabanga.

#### Ingingo ya 26

Ibiro bikuru vy'Urwego FDNB birimwo :

- igisata kijejwe intwari n'ugutunganya ivyerekeye abakozi, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « G1 » ;
- igisata kijejwe igendereza ry'igisirikare, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « G2 » ;
- igisata kijejwe ivyerekeye inyigisho z'igisirikare, imyimenyerezo n'ibikorwa vya gisirikare, mu

- l'entraînement et des opérations « G3» en sigle;
- le service chargé de la logistique « G4» en sigle;
- le service chargé de la planification « G5» en sigle ;
- le service chargé des systèmes d'information et des communications « G6» en sigle ;
- le service chargé de la formation « G7» en sigle;
- le service chargé du budget et des finances « G8» en sigle ;
- le service chargé du moral des militaires et des relations publiques « G9 » en sigle;
- le service de santé « SS» en sigle ;
- les juridictions militaires ;
- le Ministère Public près les juridictions militaires;
- le service de l'aumônerie militaire.

#### Article 27

Le service chargé de l'administration et gestion du personnel comprend notamment :

- le bureau de l'administration et la gestion du personnel ;
- le bureau des traitements ;
- le bureau de la protection sociale ;
- le bureau du genre ;
- le bureau d'archivage.

#### Article 28

Le service chargé du renseignement militaire : comprend notamment :

- le bureau de recherche et collecte ;
- le bureau de lutte contre le terrorisme et la cybercriminalité ;
- le bureau de contre-renseignement ;
- le bureau de sûreté militaire;
- le bureau de la coopération de défense ;
- le bureau d'analyse et production ;
- un centre de lutte contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la cybercriminalité.

- mpfunyapfunyo y'igifaransa « G3»;
- igisata kijejwe ibikoresho, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « G4»;
- igisata kijejwe ugutegura imigambi, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « G5 »;
- igisata kijejwe uburyo bw'ukumenyesha n'uguhanahana amakuru, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « G6»;
- Igisata kijejwe inyigisho mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « G7»;
- igisata kijejwe ivyerekeye amafaranga ategakanijwe gukoresha hamwe n'ikigega, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « G8 »;
- igisata kijejwe ukuremesha abasirikare n'imigenderanire mu mpfunyapfunyo, y'igifaransa « G9»;
- igisata kijejwe amagara y'abantu mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « SS»,
- sentare za gisirikare ;
- ubushikirizamanza bukukira sentare za gisirikare;
- igisata kijejwe ivyerekeye iyibutsamana mu gisirikare

#### Ingingo ya 27

Igisata kijejwe intwaro n'ugutunganya ivyerekeye abakozi kirimwo :

- ibiro bijejwe intwaro n'ugutunganya ivyerekeye abakozi;
- ibiro bijejwe ivyerekeye imishahara ;
- ibiro bijejwe uguteganziriza kazoza abakozi ;
- ibiro bijejwe ukudakumira hafatiwe ku gitsina ;
- ibiro bijejwe ugushingura inzandiko.

#### Ingingo ya 28

Igisata kijejwe igendereza ry'igisirikare kirimwo :

- ibiro bijejwe ukurondera n'ugutororokanya inkuru ;
- ibiro bijejwe ukurwanya iterabwoba n'ivyaha bikorwa biciye mu buhinga ngurukanabumenyi;
- ibiro bijejwe guhangana n'ibishobora gushika vyagenderejwe ;
- ibiro bijejwe igendereza mu gisirikare ;
- ibiro bijejwe ugufashanya mu bijanye n'ukwivuna abansi;
- ibiro bijejwe kwihweza inkuru zavuye mu kugendereza no gushikiriza ababijejwe ivyavuyemwo ;
- ikigo kijejwe kurwanya iterabwoba, ubukozi bw'ikibi bukorerwa ku mbibe z'igihugu n'ivyaha bica mu buhinga ngurukanabumenyi.

## Article 29

Le service de l'instruction, de l'entraînement et des opérations comprend notamment :

- le bureau des plans et opérations ;
- le bureau de l'entraînement physique et sport;
- le bureau de l'instruction, de l'entraînement des militaires et de l'emploi des réservistes sous le drapeau ;
- le bureau des missions de maintien de la paix.

## Article 30

Le service logistique comprend notamment les bureaux et les unités d'appui logistique :

**a) les bureaux**

- le bureau du génie ;
- le bureau du matériel de bureau ;
- le bureau des vivres ;
- le bureau d'habillement et équipements ;
- le bureau d'armement, munitions et matériels optiques ;
- le bureau du transport.

**b) les unités d'appui logistique**

- la brigade logistique ;
- la brigade de maintenance automobile et des équipements militaires.

## Article 31

Le service de la planification comprend notamment:

- le bureau d'études et de la planification ;
- le bureau des statistiques et du suivi- évaluation;
- le bureau de la production et de la documentation.

## Article 32

Le service des systèmes d'information et des communications comprend notamment:

- le bureau des technologies de l'information et des communications ;
- le bureau des transmissions.

## Article 33

Le service de la formation comprend notamment les bureaux et les unités de formation:

**a) les bureaux**

- le bureau de la formation de base ;
- le bureau de la formation supérieure et spécialisée ;

## Ingingo ya 29

Igisata kijejwe ivyerekeye inyigisho z'igisirikare, imyimenyerezo n'ibikorwa vya gisirikare kirimwo :

- ibiro bijejwe indinganizo y'ibikorwa bijanye n'ukurwana hamwe n'ishirwa mu ngiro yavyo ;
- ibiro bijejwe ukwinonora imitsi n'inkino ;
- ibiro bijejwe inyigisho z'igisirikare, imyimenyerezo y'abasirikare hamwe n'ugukoresha abasirikare batari mu kazi batumweko gufasha igihe bikenewe ;
- ibiro bijejwe ivyerekeye abarungikwa kugarukana amahoro.

## Ingingo ya 30

Igisata kijejwe ibikoresho kirimwo ibiro bitandukanye n'imigwi ijejwe ivyerekeye ibikoresho

**a) ibiro**

- ibiro bijejwe ivyerekeye ukwubaka ;
- ibiro bijejwe ukurondera ibikoresho vyo mu biro;
- ibiro bijejwe ibifungurwa ;
- ibiro bijejwe ivyerekeye imyambaro n'ibikoresho
- ibiro bijejwe ibirwanisho, amasasu n'ibindi birasishwa hamwe n'ibikoresho bifasha mu kubona kure no mu gukingira amaso ;
- ibiro bijejwe ivyerekeye ukwunguruza abasirikare n'ibintu.

**b) Imigwi ijejwe ivyerekeye ibikoresho**

- Umugwi ujejwe ibikoresho vya FDNB ;
- Umugwi ujejwe ukubungabunga imiduga n'ibikoresho vy'igisirikare.

## Ingingo ya 31

Igisata kijejwe ugutegura imigambi kirimwo :

- ibiro bijejwe ivyigwa n'ugutegura imigambi ;
- ibiro bijejwe gutororokanya ibiharuro hamwe n'ugukurikirana n'ugusuzuma ibirangurwa ;
- ibiro bijejwe gusohora n'ugushingura ivyanditswe.

## Ingingo ya 32

Igisata kijejwe uburyo bw'ukumenyesha n'uguhanahana amakuru kirimwo:

- ibiro bijejwe ubuhinga bw'ukumenyesha n'uguhanahana amakuru ;
- ibiro bijejwe ugutumatumana.

## Ingingo ya 33

Igisata kijejwe inyigisho kirimwo ibiro hamwe n'amashure n'ibigo bitangirwamwo inyigisho :

**a) ibiro**

- ibiro bijejwe inyigisho shimikiro ;
- ibiro bijejwe inyigisho za kaminuza n'izerekeye ukunonosora ubuhinga kanaka ;

-le bureau de formation et stages à l'étranger.

**b) les unités de formation**

- Ecole Supérieure de Commandement et d'Etat-Major; « ESCEM » en sigle ;
- Institut Supérieur des Cadres Militaires « ISCAM » en sigle;
- Ecole de Commandement Bataillon et d'Etat-Major « ECBEM » en sigle ;
- Ecole de Commandement Compagnie « ECC » en sigle ;
- Ecole des Sous-Officiers « ESO » en sigle;
- Centre d'instruction « CI » en sigle.

**Article 34**

La FDNB dispose des écoles et sessions de formation spécialisées rattachées aux services notamment:

- Ecole Militaire des Métiers « EMM » en sigle, rattachée au G4;
- Ecole Paramédicale Militaire « EPMM » en sigle, rattachée au SS;
- Ecole Militaire de Renseignement « EMR » en sigle, rattachée au G2 ;
- session des Sous-Officiers d'Administration et Logistique « SOAL » en sigle, rattachée au G1;
- session de formation des moniteurs d'Education Physique et Sportive « EPS » en sigle, rattachée au G3 ;
- session de formation des opérateurs radio, rattachée au G6 ;
- session de formation des sous-officiers d'ordonnance, rattachée au G4 ;
- session de formation des magistrats, greffiers et Officiers de Police Judiciaire Militaires organisées par les juridictions militaires.

D'autres écoles et sessions peuvent être créées par un texte réglementaire.

**Article 35**

Le service budget et finances comprend notamment:

- le bureau chargé du budget ;

-ibiro bijejwe inyigisho n'ugukarisha ubwenge bibera mu mahanga.

**b) amashure n'ibigo bitangirwamwo inyigisho**

- Ishure kaminuza ry'ugutwara n'ugutunganya ivyerekeye ingabo mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « ESCEM »;
- Ishure kaminuza ry'intwanzangabo mu ntwaremiheto mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « ISCAM »;
- Ishure ryigisha gutwara ibatayo n'ugutunganya ivyerekeye ingabo, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « ECBEM »;
- Ishure ryigisha gutwara ikompanyi, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « ECC » ;
- Ishure ry'ibisongerezi vy'intwanzangabo, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « ESO »;
- Ikigo c'inyigisho z'igisirikare, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « CI ».

**Ingingo ya 34**

Urwego FDNB rurafise amashure n'ibigo bitanga inyigisho zitandukanye vyegukira ibisata :

- Ishure ry'imyuga ry'igisirikare, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « EMM » ryegukira igisata G4;
- Ishure ry'ubuvuzi ry'igisirikare, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « EPMM » ryegukira igisata SS;
- Ishure ry'igisirikare ryigisha ibijanye n'lgendereza, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « EMR », ryegukira igisata G2;
- Ikigo c'ibisongerezi vy'intwanzangabo cigisha ibijanye n'intwano n'ugutunganya ivyerekeye abakozi, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « SOAL » cegukira igisata G1 ;
- Ikigo kijejwe inyigisho z'abagirisha imyimenyerezo y'ukwinonora imitsi « EPS » cegukira igisata G3 ;
- Ikigo kijejwe inyigisho z'abakoresha amaradiyo y'igisirikare, cegukira igisata G6 ;
- Ikigo kijejwe inyigisho z'ibisongerezi vy'intwanzangabo bagendanira abategets, cegukira igisata G4 ;
- Ibigi bijejwe inyigisho z'abacamanza, abanditsi b'ianza n'inyamiramabi zo mu Gisirikare bitunganywa na sentare z'igisirikare.

Ayandi mashure n'ibigo birashobora gushingwa biciye mw'itegeko.

**Ingingo ya 35**

Igisata kijejwe ivyerekeye amafaranga ategakanijwe gukoreshwa hamwe n'ikigega kirimwo :

- ibiro bijejwe ivyerekeye amafaranga

- le bureau chargé des finances ;
- le bureau chargé de l'audit interne

#### Article 36

Le service du moral des militaires et des relations publiques comprend notamment :

- le bureau chargé de la communication ;
- le bureau chargé du moral des militaires ;
- le bureau chargé des relations publiques ;
- le bureau chargé de la reconversion socioprofessionnelle.

#### Article 37

Le service de santé comprend notamment :

- le bureau des soins médicaux, de l'information médicale et des relations publiques;
- le bureau de prise en charge psychosociale ;
- le bureau de suivi et de la gestion des produits pharmaceutiques ;
- le bureau chargé de la prévention et de gestion des épidémies et pandémies à la FDNB.

#### Article 38

Les juridictions militaires comprennent hiérarchiquement :

- la Cour Militaire ;
- les Tribunaux Militaires.

#### Article 39

Le Ministère Public près les juridictions militaires comprend hiérarchiquement :

- l'Auditorat Général ;
- les Auditorats Militaires.

### Section 2

#### De l'organisation des Composantes

#### Article 40

La Force Terrestre comprend notamment:

- un état-major ;
- des divisions ;
- des brigades d'armes d'appui ;
- un bataillon génie de combat ;
- un centre de formation aux Opérations de Maintien de la Paix, « OMP» en sigle ;
- unité des opérations spéciales.

#### Article 41

Un décret fixe l'organisation ainsi que la

ategekanywa gukoreshwa ;

- ibiro bijejwe ikigega ;
- ibiro vy'Urwego FDNB bijejwe kugira isuzuma ry'ikigega.

#### Ingingo ya 36

Igisata kijejwe ukuremesha abasirikare n'imigenderanire kirimwo :

- ibiro bijejwe uguhanahana amakuru ;
- ibiro bijejwe ukuremesha abasirikare ;
- ibiro bijejwe imigenderanire ;
- ibiro bijejwe ugutegura abasirikare mu myuga izobafasha mu buzima busanzwe.

#### Ingingo ya 37

Igisata kijejwe amagara y'abantu kirimwo :

- ibiro bijejwe ukuvura, ukumenyesha ivyerekeye ubuvuzi hamwe n'imigenderanire ;
- ibiro bijejwe kwitaho abafise ingorane zijanye n'inyifato mu kibano ;
- ibiro bijejwe ugukurikirana n'ugutunganya ivyerekeye imiti ;
- ibiro bijejwe ugukinga n'uguhangana n'indwara z'ibiza zishobora gushikira abo mu Rwego FDNB

#### Ingingo ya 38

Sentare z'igisirikare zikurikirana uko zisumbasumbana zikaba zigizwe na :

- Sentare nkuru ya Gisirikare
- Sentare za Gisirikare.

#### Ingingo ya 39

Ubushikirizamanza bukukira sentare z'igisirikare bugizwe na :

- Paraki nkuru ya Gisirikare ;
- Paraki za Gisirikare.

### Agaceka 2

#### Ingene imice ya FDNB itunganijwe

#### Ingingo ya 40

Umuce w'Urwego FDNB w'Abasirikare barwanira hasi ugizwe na :

- ibiro bikuru vy'abasirikare barwanira hasi ;
- amadiviziyo ;
- amabirigade akoresha ibirwanisho ruremeshangabo ;
- ibatayo karuhariwe mu kurwanira hasi ;
- ikigo c'ukwigisha abasirikare baja mu bikorwa vy'ukugarukana amahoro, « OMP» mu mpfunyapfunyo y'igifaransa ;
- umuce w'abasirikare bakora ibikorwa bidasanzwe.

#### Ingingo ya 41

Itegeko ry'Umukuru w'Igihugu ni ryo ritunganya

circonscription territoriale des divisions.

Article 42

La Force de la Marine comprend notamment:

- un état-major ;
- une flotte lacustre ;
- un bataillon d'infanterie lacustre.

Article 43

La Force Aérienne comprend notamment :

- un état-major;
- des escadrilles ;
- une unité d'infanterie.

Article 44

La Force de Réserve et d'Appui au Développement du pays comprend notamment:

- un état-major;
- des unités de production ;
- des centres de formation, d'encadrement patriotique et de recyclage des réservistes.

Article 45

Un décret précise les missions, l'organisation et le fonctionnement de la Force de Réserve et d'Appui au Développement du pays.

Article 46

La FDNB dispose des écoles et sessions de formation spécialisées rattachées aux composantes et à leurs unités subordonnées.

Il s'agit notamment de :

- une Ecole de Spécialisation de la Marine « ESM » en sigle ;
- une Ecole de Spécialisation de l'Aviation « ESA » en sigle ;
- une Ecole de Spécialisation d'Artillerie de Campagne « ESAC » en sigle, de la Brigade d'Artillerie.

D'autres écoles et sessions peuvent être créées par un texte réglementaire.

Article 47

Les unités spécialisées sont notamment :

- la Brigade Spéciale de Protection des Institutions « BSPI » en sigle ;
- la Police Militaire « PM » en sigle ;

rikongera rikerekana uturere amadiviziyo ajejwe.

Ingingo ya 42

Umuce w'Urwego FDNB w'abasirikare barwanira mu mazi ugizwe na:

- ibiro bikuru vy'abasirikare barwanira mu mazi ;
- umugwi w'abasirikare bakoresha ubwato ;
- ibatayo y'abasirikare barwanira hasi no mu mazi.

Ingingo ya 43

Umuce w'Urwego FDNB w'abasirikare barwanira mu kirere ugizwe na :

- ibiro bikuru vy'abasirikare barwanira mu kirere ;
- imigwi y'abasirikare barwanira mu kirere ;
- umugwi w'abasirikare barwanira hasi.

Ingingo ya 44

Umuce w'abasirikare batari mu kazi bashobora gutumwako gufasha mu bikorwa vya gisirikare n'uguterera mw'iterambere ry'igihugu ugizwe na :

- ibiro bikuru ;
- imigwi y'ukurwiza umwimbu ;
- ibigo bitanga inyigisho, ugukundisha igihugu n'ugukarihiriza ubwenge abasirikare batari mu kazi bashobora gutumwako gufasha.

Ingingo ya 45

Itegeko ry'Umukuru w'Igihugu riratomora imirimo y'Umuce w'abasirikare batari mu kazi bashobora gutumwako gufasha mu bikorwa vya gisirikare n'uguterera mw'iterambere ry'igihugu, ingene utunganyijwe n'ingene ukora.

Ingingo ya 46

Urwego FDNB rurafise amashure n'ibigo bitanga inyigisho zitandukanye vyegukira imice n'imigwi ikukira iyo mice.

Na vyo ni nk'ibi:

- Ishure ryigisha ivyerekeye kurwanira mu mazi mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « ESM » ;
- Ishure ryigisha ivyerekeye kurwanira mu kirere hakoreshejwe indege mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « ESA »;
- Ishure ryigisha ivyerekeye gukoresha ibirwanisho birasa kure mu kuremesha abari ku rugamba, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa «ESAC », rya Birigade Ruremeshangabo.

Ayandi mashure n'ibigo birashobora gushingwa n'itegeko.

Ingingo ya 47

Imice y'urwego FDNB ifise imirimo yisangije ni nk'iyi:

- Ibirigade ijewe gukingira inzego, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « BSPI »;
- Igiporisi c'igisirikare, mu mpfunyapfunyo

- le Quartier Général «QG» en sigle.

A côté des unités spécialisées, la FDNB dispose d'une unité des opérations spéciales régie par une ordonnance du Ministre ayant la Défense Nationale et des Anciens Combattants dans ses attributions.

### Section 3

#### Des attributions des services l'EMG/FDNB

##### Article 48

Le service chargé de l'administration et de la gestion du personnel a notamment pour missions de :

- exécuter les orientations du C/FDNB en matière du personnel ;
- élaborer les directives de l'EMG/FDNB en matière du personnel ;
- fournir du personnel apte à l'ensemble des unités et services de la FDNB ;
- tenir la situation journalière des effectifs ;
- planifier et suivre le mouvement du personnel ;
- tenir en collaboration avec les responsables des opérations, l'Ordre de Bataille de chaque unité ;
- proposer l'avancement au grade supérieur et l'octroi des distinctions honorifiques ;
- gérer le contentieux lié aux membres de la FDNB;
- gérer la carrière des membres de la FDNB;
- garantir la discipline au sein des membres de la FDNB;
- veiller au respect et à l'exécution des lois et règlements en vigueur;
- planifier les recrutements ;
- assurer le protocole à la FDNB ;
- gérer les espaces de l'EMG/FDNB ;
- suivre le processus d'indemnisation des militaires décédés ou blessés dans les opérations de maintien de la paix ;
- proposer la révision du cadre légal de la FDNB;
- administrer les soldes et rémunérations du personnel de la FDNB;
- établir les besoins en formation ;

y'igifaransa « PM»;

- Icaro gikuru, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « QG».

Uretse imice y'urwego FDNB ifise imirimo yisangije, Urwego FDNB rurafise kandi umuce urangura ibikorwa bidasanze vya gisirikare ugengwa n'itegeko ry'Umushikiranganji ajejwe ivyo kwivuna umwansi n'ugukurikirana abahoze k'urugamba.

### Agace ka 3

#### Imirimo y'ibisata vya EMG/FDNB

##### Ingingo ya 48

Igisata kijejwe intwari n'ugutunganya ivyerekeye abakozi kijejwe imirimo nk'iyi ikurikira :

- gushira mu ngiro intumbero zitangwa na C/FDNB mu vyerekeye abakozi ;
- gutegura ingingo za EMG/FDNB zisungwa mu vyerekeye abakozi ;
- gushira abakozi babishoboye mu migwi no mu bisata vyose vya FDNB ;
- kwerekana ku muni ku muni igitigiri c'abasirikare;
- gutegekanya no gukurikirana ingene abasirikare bahindurirwa aho bakorera ;
- kugira urutonde rw'abasirikare b'umugwi umwe umwe wose gifadikaniye n'abajwe ibikorwa bijanye n'ukurwana ;
- gushikiriza amazina y'aboduzwa amapete n'abohabwa ibidari ;
- gutorera inyishu amatati yadutse hagati y'abagize Urwego FDNB;
- gutunganya ibijanye n'ingene abagize Urwego FDNB batera imbere mu mwuga wabo;
- gutuma haba inyifato ibereye y'abagize Urwego FDNB;
- kwitwararika ko amabwirizwa n'amategeko asanzwe akurikizwa yubahirizwa kandi akurikizwa;
- gutegura no gushira mu ngiro ivyerekeye kwinjiza abavyipfuzwa mu gisirikare ;
- kwakira abashitsi no gutunganya ingendo mu rwego FDNB;
- gutunganya ibibanza vya EMG/FDNB ;
- gukurikirana ivyerekeye ugutanga inshumbusho ku basirikare bapfiriye canke bakomerekeye mu bikorwa vy'ukugarukana amahoro ;
- gushikiriza ivyohindurwa mu mategeko agenga Urwego FDNB;
- gutanga imishahara n'impembo y'abasirikare n'abandi bakozi b'Urwego FDNB;
- gutegura ibikenewe bijanye n'inyigisho;

- faire le suivi des boursiers et stagiaires en formation à l'étranger;
- proposer des mesures pour promouvoir le bien-être du personnel de la FDNB ;
- veiller à la sauvegarde des intérêts du personnel de la FDNB auprès des institutions de la sécurité sociale ;
- exécuter le plan sectoriel genre à la FDNB;
- prévenir et combattre les violences basées sur le genre au sein de la FDNB ;
- élaborer des projets de promotion du genre sur aval du commandement ;
- conserver et maintenir l'intégrité des documents administratifs pour garantir les meilleures conditions de préservation des données archivistiques.

## Article 49

Le service chargé du renseignement militaire a notamment pour missions de :

- exécuter les orientations du C/FDNB en matière de renseignement militaire et de coopération de défense ;
- élaborer les directives de l'EMG en matière de renseignement militaire et de coopération de défense ;
- élaborer le plan d'acquisition du renseignement militaire ;
- tenir à jour le dossier de renseignement indispensable à la préparation et à l'exécution des opérations militaires ;
- fournir le renseignement utile pour la prise des décisions opérationnelles ;
- Se renseigner sur toute activité pouvant mettre en cause la sécurité nationale ;
- Suivre l'évolution de la situation géostratégique du pays et globale dans le monde;
- participer dans la lutte contre le terrorisme ;
- analyser les informations diffusées par les officiers de liaison attachés aux mécanismes de lutte contre le terrorisme ;
- protéger le patrimoine et les informations militaires ;
- organiser le renforcement des capacités du personnel de renseignement militaire;
- élaborer les mesures de sécurité du personnel, des infrastructures et des documents militaires ;
- participer à l'élaboration du plan de défense

- gukurikirana abaja kwiga n'abakarahirizwa ubwenge mu mahanga;
- gushikiriza ingingo zotuma abasirikare n'abandi bakozi b'Urwego FDNB babaho neza gusumba ;
- kwitwararika ko inyungu z'abasirikare n'abandi bakozi b'Urwego FDNB bafise mu mashirahamwe ategekaniriza kazoza zubahirizwa;
- gushira mu ngiro umugambi w'iterambere ridakumira hafatiwe ku gitsina mu Rwego FDNB;
- gukinga no kurwanya amabi afatiye ku gitsina mu Rwego FDNB ;
- gutegura imigambi ishira imbere iterambere ridakumira hafatiwe ku gitsina vyemejwe n'abatwara Urwego FDNB;
- kubika no gutuma inzandiko zerekeye akazi mu Rwego FDNB ziguma uko ziri mu ntumbero y'ugutuma ivyatorokanirijwe biguma bishinguwe neza.

## Ingingo ya 49

Igisata kijejwe igendereza mu Gisirikare gishinzwe imirimo nk'iyi ikurikira :

- gushira mu ngiro intumbero zitangwa na C/FDNB mu vyerekeye igendereza mu Gisirikare no mu gufashanya mu vyerekeye ukwivuna abansi ;
- gutegura ingingo za EMG zisungwa mu vyerekeye igendereza mu Gisirikare no mu gufashanya mu vyerekeye ukwivuna abansi ;
- gutegura indinganizo y'ingene igisirikare gitorokanya inkuru zijanye n'igendereza ;
- kuja kirashira ku gihe idosiye yerekeye inkuru zikenewe mu gutegura no mu gushira mu ngiro ibikorwa vy'igisirikare ;
- gutanga inkuru ngirakamaro kugira hafatwe ingingo zerekeye ibikorwa vy'igisirikare ;
- kurondera inkuru ku gikorwa cose gishobora kubangamira umutekano w'igihugu ;
- gukurikirana uko igihugu gifatwa kw'isi yose hafatiwe ku ho gihereye n'uko ibintu vyifashe kw'isi yose muri rusangi ;
- gufasha kurwanya ibikorwa vy'iterabwoba ;
- kwihweza inkuru zitangwa n'intwazangabo zikurikiranira hafi ibijanye n'ukurwanya iterabwoba ;
- gukingira amatungo n'inkuru zerekeye igisirikare;
- gutunganya ibijanye n'ukwungura ubumenyi n'ubushobozi bw'abakozi b'igendereza mu gisirikare ;
- gutegura ingingo zerekeye umutekano w'abakozi, inyubakwa n'inzandiko vya gisirikare ;
- kugira uruhara mu gutegura indinganizo

- nationale et des points vitaux ;
- élaborer et gérer le budget de renseignement militaire ;
- participer dans la lutte contre la fabrication des armes, les trafics illicites et la prolifération des armes légères et de petit calibre;
- promouvoir et animer les relations militaires entre la FDNB et les autres forces de défense étrangères ;
- coordonner les activités des officiers de liaison et des attachés de défense déployés à l'étranger pour explorer et exploiter les potentialités de coopération en matière de défense ;
- servir de point focal de la FDNB auprès des attachés de défense accrédités au Burundi;
- élaborer et exécuter un plan de contre renseignement.

#### Article 50

Le service chargé de l'instruction, de l'entraînement et des opérations a notamment pour missions de :

- exécuter les orientations du C/FDNB en matière de l'instruction, de l'entraînement et des opérations ;
- élaborer les directives de l'EMG en matière de l'instruction, de l'entraînement et des opérations;
- élaborer les directives de l'EMG en matière d'emploi des réservistes appelés /rappelés sous le drapeau ;
- établir, faire établir les dossiers de défense du pays et en assurer leur mise à jour ;
- faire une étude permanente de l'organisation, de l'implantation des unités et proposer les modifications éventuelles ;
- proposer au C/FDNB les directives opérationnelles ;
- préparer les projets de plan pour les opérations futures ;
- préparer les orientations d'instruction, les exercices en campagne et manœuvres ;
- proposer les terrains d'exercice ;
- organiser et contrôler l'instruction et l'entraînement des unités spécialisées ;

- y'ugukingira igihugu n'ibibanza nkoramutima ;
- kugira integuro y'amafaranga ategukanywa gukoreshwa ku mwaka n'iperereza ry'igisirikare hamwe no gutunganya ikoreshwa ryayo ;
- kugira uruhara mw'irwanywa ry'urudandazwa rutemewe n'amategeko hamwe n'iry'igwirirana ry'ibirwanisho bihwahutswe na bito bito ;
- guteza imbere no gukomeza imigenderanire y'igisirikare hagati y'Urwego FDNB n'izindi nzego z'ukwivuna abansi ;
- gukurikiranira hafi ibikorwa vy'intwazangabo zarungitswe mu bindi bihugu zishinzwe ivyo guhanahana inkuru n'ivy'abasirikare bakorera mu buserukizi bw'igihugu kugira ngo barabe ibishoboka bijanye n'ugufashanya mu vyerekeye ukwivuna abansi n'ukubikorerako ;
- kwakira kw'izina ry'Urwego FDNB ibibazo vy'abasirikare bo mu bindi bihugu bakorera mu buserukizi bw'ibihugu vyabo mu Burundi ;
- gutegura no gushira mu ngiro indinganizo y'ibikorwa vyerekeye uguhangana n'ibishobora gushika vyapererejwe.

#### Ingingo ya 50

Igisata kijejwe ivyerekeye inyigisho z'igisirikare, imyimenyerezo n'ibikorwa bijanye n'ukurwana kijejwe imirimo nk'iyi ikurikira :

- gushira mu ngiro intumbero zitangwa na C/FDNB mu vyerekeye inyigisho z'igisirikare, imyimenyerezo n'ibikorwa bijanye n'ukurwana ;
- gutegura ingingo za EMG zisungwa mu vyerekeye inyigisho z'igisirikare, imyimenyerezo n'ibikorwa bijanye n'ukurwana ;
- gutegura ingingo za EMG zisungwa mu vyerekeye akazi k'abasirikare bashobora kugarukanwa canke gutumwako iyo bikenewe kugira barangure ibikorwa vya gisirikare ;
- gutegura, gutuma hategurwa amadosiye y'ugukingira igihugu no kuja kirayashira ku gihe;
- kwama kigira ivyigwa vyamahoro vyerekeye iringanizwa ry'imigwi y'abasirikare bajejwe imirimo kanaka, aho ishira n'ugushikiriza ivyoshobora guhindurwa ;
- gushikiriza C/FDNB ingingo zisungwa mu kurangura ibikorwa ;
- kugira integuro y'indinganizo y'ibikorwa bizokurikira ;
- gutegura intumbero z'inyigisho z'igisirikare, imyimenyerezo mu mitumba n'imyimenyerezo yo kurwana;
- gushikiriza mu rwandiko ibibuga vyogirirwako imyimenyerezo ;
- gutunganya no gusuzuma inyigisho z'igisirikare hamwe n'imyimenyerezo y'imigwi y'abasirikare

- préparer la FDNB aux exercices d'entraînement militaire, aux activités sportives et culturelles internationaux ;
  - élaborer la doctrine d'entraînement physique militaire ;
  - participer aux activités sportives organisées par les fédérations nationales et internationales ;
  - proposer un plan d'acquisition des infrastructures sportives militaires ;
  - gérer le matériel et les infrastructures sportifs militaires ;
  - élaborer le plan d'approvisionnement de l'équipement d'entraînement physique et sportif ;
  - participer à la coordination de la formation et l'entraînement de pré-déploiement en OMP ;
  - planifier et exécuter les déploiements et redéploiements ;
  - proposer un plan d'acquisition des équipements et pièces de rechange pour les contingents à déployer et en missions ;
  - faire un suivi des mouvements du personnel en OMP ;
  - participer à la promotion d'un partenariat solide dans le domaine des OMP ;
  - proposer les projets et révisions éventuelles des mémorandums d'entente(MOU) et en assurer le suivi ;
  - faire un suivi permanent du remboursement des équipements des contingents burundais en OMP ;
  - faire un suivi du contentieux lié aux militaires en OMP ;
  - faire un suivi permanent du remboursement des indemnités des militaires en OMP et indemnisation au profit des bénéficiaires et des ayants droit ;
  - veiller à la vulgarisation et au respect du code de conduite du personnel en OMP par les contingents de la FDNB.
- ifise imirimo yisangije ;
  - gutegura Urwego FDNB ku myimenyerezo ya gisirikare, ibikorwa vyerekeye inkino n'ivyerekeye imico ndangakaranga ku rwego mpuzamakungu ;
  - gutegura inyigisho z'abahanga zerekeye imyimenyerezo ya gisirikare y'ukwinonora imitsi;
  - kugira uruhara mu bikorwa vyerekeye inkino bitunganywa n'Amashirahamwe y'inkino ku rwego rw'Igihugu na mpuzamakungu ;
  - gushikiriza indinganizo y'ingene hoboneka ivyubakwa bijanye n'inkino z'igisirikare ;
  - gutunganya ikoresha ry'ibikoresha n'ivyubakwa bijanye n'inkino z'igisirikare ;
  - kugira indinganizo y'ingene hoboneka ibikoresha bijanye n'ukwimenyereza mu kwinonora imitsi hamwe n'inkino ;
  - kugira uruhara mu gukurikiranira hafi ibijanye n'inyigisho n'ukumenyereza abitegurira kuja mu bikorwa vy'ukugarukana amahoro ;
  - kugira indinganizo y'abasirikare baja mu bikorwa vy'ukugarukana amahoro n'iy'abasubirira abavuyeyo n'ukuzishira mu ngiro ;
  - gushikiriza integuro y'ingene hoboneka ibikoresha n'ivyuma bisubirira ivyashaje bihabwa inteko zirungikwa hanze hamwe n'izisanzweyo ;
  - gukurikirana ingene abasirikare n'abandi bakozi baja bararungikwa mu bikorwa vy'ukugarukana amahoro;
  - kugira uruhara mu guteza imbere ugufashanya mu bijanye n'ibikorwa vy'ukugarukana amahoro;
  - gushikiriza integuro y'amasezerano y'umwumvikano n'iy'ukuyasubiramwo bikenewe (MOU) hamwe n'ukuyakurikiranira ;
  - kwama gukurikiranira ivyerekeye isubizwa ry'amafaranga yaguzwe ibikoresha vy'inteko z'abarundi ziri mu bikorwa vyo kugarukana amahoro;
  - gukurikirana ivyerekeye amatati ajanye n'abasirikare bari mu bikorwa vyo kugarukana amahoro;
  - kwama gukurikiranira ivyerekeye itangwa ry'udushirikabute tw'abasirikare bari mu bikorwa vy'ukugarukana amahoro hamwe n'iry'inshumbusho zihabwa abazigenewe n'abazifiseko uburenganzira ;
  - kwitararika ko amategeko yerekeye inyifato y'abasirikare n'abandi bakozi bari mu bikorwa vy'ukugarukana amahoro amenyekana n'uko inteko z'urwego FDNB ziyubahiriza.

## Article 51

Le service chargé de la logistique a notamment pour missions de :

- exécuter les orientations du C/FDNB en matière de la logistique ;
- élaborer les directives de l'EMG/FDNB en matière de la logistique ;
- élaborer les plans d'approvisionnement logistique ;
- participer à l'élaboration du budget de la FDNB;
- assurer la maintenance du matériel et équipements militaires ;
- assurer le soutien logistique des unités et services;
- gérer le matériel et les équipements militaires;
- commander et administrer les unités sous sa responsabilité ;
- participer aux activités de passation des marchés publics et en assurer le suivi quant au respect des normes légales et réglementaires ;
- veiller à l'entretien et à la protection des infrastructures militaires ;
- Suivre la consommation de l'eau et de l'électricité ;
- suivre la conservation et l'utilisation des explosifs à usage civil.

## Article 52

Le service chargé de la planification a notamment pour missions de :

- exécuter les orientations du C/FDNB en matière de la planification et des statistiques ;
- élaborer les directives de l'EMG en matière de la planification et des statistiques ;
- mener des réflexions sur des sujets intéressant la FDNB;
- élaborer les projets de révision du cadre légal et du plan d'actions de la FDNB;
- planifier et organiser le renforcement des capacités en planification ;
- faire le suivi de l'exécution des activités de la FDNB et en évaluer le résultat;
- analyser et interpréter les écarts entre les prévisions et les réalisations et proposer des actions à mener pour atteindre les objectifs fixés ;

## Ingingo ya 51

Igisata kijejwe ibikoresho gishinzwe imirimo nk'iyi :

- gushira mu ngiro intumbero zitangwa na C/FDNB mu vyerekeye ibikoresho ;
- gutegura ingingo za EMG/FDNB zisungwa mu vyerekeye ibikoresho ;
- kugira indinganizo y'ingene hoboneka ibikoresho;
- kugira uruhara mw'itegurwa ry'amafaranga ateganywa gukoreshwa ku mwaka n'Urwego FDNB;
- kubungabunga ibikoresho vyose vy'igisirikare ;
- kuronsa imigwi n'lbisata vy'Urwego FDNB ibikoresho bikenewe n'ukubikirirana ;
- gutunganya ivyerekeye ibikoresho vy'igisirikare ;
- gutegeka no gutwara imigwi kijejwe ;
- kugira uruhara mu bikorwa vy'ugutanga amasoko ya Reta no gukurikirana ivyo bikorwa mu vyerekeye iyubahirizwa ry'amabwirizwa n'amategeko;
- kwitwararika ko ivyubatswe vy'igisirikare bibungabungwa kandi bigakingirwa ;
- gukurikirana ikoreshwa ry'amazi n'umuyagankuba;
- gukurikirana ishingurwa n'ikoreshwa ry'ibiturika bikoreshwa n'umugwi ujejwe ibikorwa vy'ukwubaka.

## Ingingo ya 52

Igisata kijejwe ugutegura imigambi kijejwe imirimo nk'iyi:

- gushira mu ngiro intumbero zitangwa na C/FDNB mu vyerekeye ugutegura imigambi n'ugutororokanya ibiharuro ;
- gutegura ingingo za EMG zisungwa mu vyerekeye ugutegura imigambi n'ugutororokanya ibiharuro;
- kugira ivyigwa ku bibazo vyerekeye Urwego FDNB;
- kugira integuro y'ugusubiramwo amategeko n'iy'indinganizo y'ibikorwa vy'Urwego FDNB ;
- gutegura no gutunganya ivyerekeye ukungura ubumenyi n'ubushobozi mu vyerekeye ugutegura imigambi;
- gukurikirana irangurwa ry'ibikorwa vy'Urwego FDNB no gusuzuma ivyashitsweko ;
- kwihweza n'ugusigura ubudasa buri hagati y'ivyategekanyijwe kurangurwa n'ivyaranguwe hamwe no gushikiriza ibikorwa vyorangurwa kugira hashikwe ku mahangiro yashinzwe ;

- |   |   |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- capitaliser les expériences acquises en matière de planification ;</li> <li>- rendre disponibles les règlements militaires, les manuels de procédure ainsi que d'autres textes de lois utiles à la FDNB;</li> <li>- organiser la conservation et l'archivage des documents militaires et des données statistiques de la FDNB ;</li> <li>- organiser le renforcement des capacités du personnel de gestion des archives ;</li> <li>- collecter, traiter, analyser et diffuser les données statistiques nécessaires à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des stratégies de développement dans tous les domaines de la FDNB;</li> <li>- mettre en application des méthodes, concepts, définitions, normes, classifications et nomenclatures approuvés par le Conseil National de l'Information Statistique ;</li> <li>- collaborer avec l'Autorité Statistique Nationale en matière de production des données statistiques et de leur conservation.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- gukoresha ubumenyi n'ubushobozi bagiye bararonka mu vyerekeye ugutegekanya imigambi;</li> <li>- gutuma hashobora kuboneka amategeko y'igisirikare, ibitabu birimwo ibikurikizwa mu gisirikare n'ayandi mategeko ngirakamaro mu Rwego FDNB;</li> <li>- gutunganya ibungabungwa n'ishingurwa ry'inzandiko z'igisirikare hamwe n'ibiharuro vy'ibitorokanywa vyerekeye Urwego FDNB ;</li> <li>- gutunganya ibijanye n'ukwungura ubumenyi n'ubushobozi bw'abakozi bajajwe ivyerekeye ugushingura inzandiko ;</li> <li>- gutorokanywa, gutondeka neza, kwihweza no kumenyesha ibiharuro vy'ivyatorokanijwe bikenewe mu vyerekeye ugutegura, ugukurikirana n'ugusuzuma imigambi irashe y'iterambere muri ivyo vyose vyerekeye Urwego FDNB;</li> <li>- gukoresha ubuhinga, iviyumviro ngenderwako, insiguro z'amajambo, ibitegerezwa kwisungwa, ishirwa ry'ibintu mu migwi hamwe n'uko ibintu vyitwa vyemejwe n'lnama y'lgihugu ijejwe kumenyesha ibiharuro vy'ibitorokanywa ;</li> <li>- gukorana n'lgisata c'lgihugu kijejwe itorokanywa ry'ibiharuro n'ivyigwa vyerekeye ubutunzi (ISTEEBU) mu bijanye n'ugusohora ibiharuro vy'ivyatorokanijwe hamwe n'ukubishingura.</li> </ul> |
|---|---|

## Article 53

Le service des systèmes d'information et des communications a notamment pour missions de:

- exécuter les orientations du C/FDNB en matière des systèmes d'information et des communications ;
- élaborer les directives de l'EMG en matière des systèmes d'information et des communications ;
- concevoir un plan directeur d'informatisation et des transmissions de la FDNB ;
- concevoir des systèmes informatiques associant la grande fiabilité, les distances considérables et la haute performance ;
- coordonner les activités des systèmes des technologies d'information et de communication « TIC » en sigle au sein de la FDNB;
- fournir les spécifications techniques et logiques des matières et applications à acquérir;

## Ingingo ya 53

Igisata kijejwe uburyo bw'ukumenyesha n'uguhanahana amakuru kijejwe imirimo nk'iyi:

- gushira mu ngiro intumbero zitangwa na C/FDNB mu vyerekeye uburyo bw'ukumenyesha n'uguhanahana amakuru ;
- gutegura ingingo za EMG zisungwa mu vyerekeye uburyo bw'ukumenyesha n'uguhanahana amakuru ;
- gutegura umugambi ntunganyabikorwa ngenderwako werekeye ugukoresha ubuhinga bw'imashini nyabwonko n'ivy'ugutumatumanako mu Rwego FDNB;
- kugira integuro y'ugukoresha ubuhinga bw'imashini nyabwonko bushobora kwizigirwa, gutuma ibirungikwa bishobora gushika kure cane kandi bugakora neza cane ;
- gukurikiranira hafi ibikorwa bijanye n'Ubuhinga bwa none bw'ukumenyesha n'uguhanahana amakuru, « TIC » mu mpfunyapfuyo y'igifaransa mu rwego FDNB;
- gushikiriza ibiranga ubuhinga bw'ibikoresho n'ibindi bituma imashini nyabwonko zikora hamwe n'amaporogarama y'imashini nyabwonko vyo kuronderwa ;

- |  |  |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- planifier la formation des utilisateurs des matériels et applications à acquérir ;</li> <li>- gérer le matériel et équipement des transmissions et TIC ;</li> <li>- assurer la liaison permanente par moyens HF (High frequency : Grande fréquence), VHF (Very high frequency: Très Grande fréquence) et la liaison téléphonique;</li> <li>- assurer la maintenance des équipements des transmissions et TIC ;</li> <li>- mettre à jour le dictionnaire codique.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- gutegekanya inyigisho z'abakoresha ibikoresho n'amaporogarama bikenewe kuronderwa ;</li> <li>- gutunganya neza ikoresha ry'ibikoresho vy'ugutumatumana n'ivyerekeye ubuhinga bwa none bw'ukumenyeshya n'uguhanahana amakuru ;</li> <li>- gutuma hama haboneka imihora y'ugutumatumana hakoreshajwe imirongo yo hejuru (HF), iyo hejuru cane (VHF) hamwe n'imirongo ya terefone ;</li> <li>- kubungabunga ibikoresho vy'ugutumatumana mu buhinga bwa none bw'ukumenyeshya n'uguhanahana amakuru ;</li> <li>- gushira ku gihe kazinduzi y'amajambo canke imvugo bipfinditse bikoresha.</li> </ul> |
|--|--|

## Article 54

Le service de la formation a notamment pour missions de :

- exécuter les orientations du C/FDNC en matière de la formation ;
- élaborer les directives de l'EMG en matière de la formation ;
- élaborer un plan d'actions de formation ;
- mener une étude sur l'état des besoins en formation pour la FDNC;
- administrer et commander les unités de la formation ;
- exécuter les plans de recrutement ;
- définir les niveaux de formation au recrutement pour élaborer les programmes de formation ;
- définir les critères de recrutement et établir les besoins en personnel instructeur;
- faire un suivi-évaluation de la formation ;
- harmoniser les programmes de formation avec ceux de la Communauté Est- Africaine ;
- organiser la sélection des candidats pour la formation à l'étranger ;
- élaborer le règlement des militaires en formation à l'étranger ;
- assurer le suivi des militaires en formation et stage à l'étranger et proposer les orientations y relatives ;
- établir un plan de suivi et d'évaluation ;
- mettre en œuvre une formation supérieure

## Ingingo ya 54

Igisata kijejwe inyigisho kijejwe imirimo nk'iyi :

- |   |   |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- exécuter les orientations du C/FDNC en matière de la formation ;</li> <li>- élaborer les directives de l'EMG en matière de la formation ;</li> <li>- élaborer un plan d'actions de formation ;</li> <li>- mener une étude sur l'état des besoins en formation pour la FDNC;</li> <li>- administrer et commander les unités de la formation ;</li> <li>- exécuter les plans de recrutement ;</li> <li>- définir les niveaux de formation au recrutement pour élaborer les programmes de formation ;</li> <li>- définir les critères de recrutement et établir les besoins en personnel instructeur;</li> <li>- faire un suivi-évaluation de la formation ;</li> <li>- harmoniser les programmes de formation avec ceux de la Communauté Est- Africaine ;</li> <li>- organiser la sélection des candidats pour la formation à l'étranger ;</li> <li>- élaborer le règlement des militaires en formation à l'étranger ;</li> <li>- assurer le suivi des militaires en formation et stage à l'étranger et proposer les orientations y relatives ;</li> <li>- établir un plan de suivi et d'évaluation ;</li> <li>- mettre en œuvre une formation supérieure</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- gushira mu ngiro intumbero zitangwa na C/FDNC mu vyerekeye inyigisho ;</li> <li>- gutegura ingingo za EMG zisungwa mu vyerekeye inyigisho ;</li> <li>- gutegura indinganizo y'ivyerekeye inyigisho ;</li> <li>- kugira icigwa ku bikenewe mu vyerekeye inyigisho zotangwa mu Rwego FDNC;</li> <li>- gutwara no gutegeka imigwi ijejwe inyigisho ;</li> <li>- gushira mu ngiro indinganizo z'ukwinjiza abashasha mu gisirikare ;</li> <li>- gutomora neza urugero rw'amashure abipfuzwa kwinjira mu gisirikare bategerezwa kuba bafise kugira hategurwe inyigisho zitegekanywa gutangwa;</li> <li>- gutomora ivyisungwa mu kwinjiza abasirikare bashasha no kugira integuro y'ibikenewe mu bijanye n'abatanga inyigisho ;</li> <li>- gukurikirana no gusuzuma ingene inyigisho zitangwa;</li> <li>- kuroranisha indinganizo z'inyigisho zitangwa mu Burundi n'izo mw'ishirahamwe ry'ibihugu vya Afrika yo mu Buseruko ;</li> <li>- gutunganya ingene hatorwa abaja gukurikiranira inyigisho mu mahanga ;</li> <li>- gutegura amategeko agenga abasirikare bakurikiranira inyigisho mu mahanga ;</li> <li>- gukurikiranira hafi abasirikare bakurikiranira inyigisho mu mahanga n'abakarihirizayo ubwenge hamwe no gushikiriza intumbero zokurikizwa mu kubikora ;</li> <li>- gutegura indinganizo y'ingene bikurikiranwa n'ingene bisuzumwa ;</li> <li>- gushiraho inyigisho za kaminuza mu gisirikare</li> </ul> |
|---|---|

militaire aux standards de l'EAC;

- établir le partenariat avec les institutions de formation nationales et internationales.

#### Article 55

- Le service du budget et des finances a notamment pour missions de :
- exécuter les orientations du C/FDNC en matière de budget et finances ;
- élaborer les directives de l'EMG/FDNC en matière de budget et finances ;
- élaborer le projet de budget de la FDNC ;
- exécuter le budget alloué à la FDNC ;
- planifier et gérer la passation des marchés publics et suivre leur exécution;
- contrôler les procédures des dépenses budgétaires et de passation des marchés publics.

#### Article 56

Le service du moral des militaires et des relations publiques a notamment pour missions de :

- exécuter les orientations du C/FDNC en matière du moral des militaires et des relations publiques ;
- élaborer les directives de l'EMG en matière du moral des militaires et des relations publiques ;
- établir un plan de communication et d'information au sein de la FDNC;
- promouvoir la communication interne et externe;
- participer à la promotion de l'image de marque de la FDNC ;
- renforcer la cohésion au sein de la FDNC ;
- participer à la gestion du contentieux civilo-militaire ;
- assurer la liaison et la coopération avec les autres partenaires en matière de relations publiques ;
- renforcer la participation de la FDNC aux activités de développement communautaire et la protection de l'environnement;
- concevoir des projets modèles de reconversion professionnelle ;

zisungwa ibikurikizwa mw'ishirahamwe ry'ibihugu vya Afirika yo mu Buseruko ;

- gutegura umugambi w'ugufashanya hagati y'amashure yo mu gihugu n'ayo mu makungu.

#### Ingingo ya 55

- Igisata kijejwe ivyerekeye amafaranga ategakanijwe gukoreshwa hamwe n'ikigega kijejwe imirimo nk'iyi :
- gushira mu ngiro intumbero zitangwa na C/FDNC mu vyerekeye amafaranga ategakanijwe gukoreshwa hamwe n'ikigega ;
- gutegura ingingo za EMG/FDNC zisungwa mu vyerekeye amafaranga ategakanijwe gukoreshwa hamwe n'ikigega ;
- kugira integuro y'amafaranga ategakanijwe gukoreshwa ku mwaka n'Urwego FDNC;
- gutunganya ikorehwa ry'amafaranga ategakanijwe gukoreshwa ku mwaka agenewe Urwego FDNC ;
- gutegura no gutunganya ivyerekeye itangwa ry'amasoko y'Urwego FDNC n'ukubikurikirana ;
- gusuzuma ingene amafaranga ategakanijwe Urwego FDNC akorehwa n'ingene amasoko y'urwo Rwego atangwa.

#### Ingingo ya 56

Igisata kijejwe ukuremesha abasirikare n'imigenderanire kijejwe imirimo nk'iyi :

- gushira mu ngiro intumbero zitangwa na C/FDNC mu vyerekeye ukuremesha abasirikare n'imigenderanire ;
- gutegura ingingo za EMG zisungwa mu vyerekeye ukuremesha abasirikare n'imigenderanire ;
- kugira indinganizo y'ingene amakuru ahanahanwa n'ingene amenyeshwa mu Rwego FDNC;
- guteza imbere ibijanye n'uguhanahana amakuru mu Rwego FDNC no hagati y'urwo Rwego n'abandi;
- kugira uruhara mu gutuma Urwego FDNC rugira ishusho nziza;
- gutsimbataza ingendo yo gusenyerera ku mugozi umwe mu rwego FDNC ;
- kugira uruhara mu gutorera inyishu amatati yadutse hagati y'abatari abasirikare n'abasirikare;
- guhuza Urwego FDNC n'abandi bafasha mu vyerekeye imigenderanire n'ugufashanya na bo ;
- gutuma Urwego FDNC rugira uruhara ruboneka mu bikorwa vyerekeye iterambere rusangi no mu gukingira ibidukikije ;
- gutegura imigambi yisungwa yerekeye ukuja mu buzima busanzwe ;

- élaborer le plan de formation sur les activités génératrices de revenus au sein des unités de la FDNB.

## Article 57

Le service de santé a notamment pour missions de :

- exécuter les orientations du C/FDNB en matière sanitaire ;
- élaborer les directives de l'EMG/FDNB en matière sanitaire ;
- assurer le soutien médical à la FDNB ;
- coordonner les formations sanitaires militaires ;
- participer au maintien de la santé publique ;
- fournir l'expertise médicale du personnel de la FDNB ;
- collaborer avec les autres partenaires de santé tant nationaux qu'internationaux ;
- participer à la formation du personnel médical ;
- prévenir les maladies mentales au sein de la FDNB ;
- assurer la prise en charge psychosociale des militaires et de leurs familles ;
- établir les besoins en médicaments et en matériels médico-chirurgicaux ;
- assurer la gestion des produits pharmaceutiques et des matériels médico-chirurgicaux ;
- assurer la valorisation des soins médicaux, des produits pharmaceutiques et des matériels médico-chirurgicaux ;
- prévenir et gérer les épidémies et les pandémies à la FDNB.

## Article 58

Les juridictions militaires ainsi que le Ministère Public près les mêmes juridictions sont placées sous l'autorité administrative directe du C/FDNB.

## Article 59

L'organisation, la compétence et le fonctionnement des juridictions militaires ainsi que le Ministère Public près ces juridictions sont régies par le Code de l'Organisation et de la Compétence des Juridictions Militaires.

## Article 60

Les Officiers de Police Judiciaire Militaire « OPJM » en sigle sont chargés de mener les enquêtes judiciaires conformément au code de procédure pénale.

- gutegura indinganizo y'inyigisho zerekeye ibikorwa vyinjiza amafaranga mu rwigwi y'Urwego FDNB.

## Ingingo ya 57

Igisata kijejwe ivy'amagara y'abantu kijejwe imirimo nk'iyi :

- gushira mu ngiro intumbero zitangwa na C/FDNB mu vyerekeye amagara y'abantu
- gutegura ingingo za EMG/FDNB zisungwa mu vyerekeye amagara y'abantu ;
- gukurikirana ibijanye n'ukuvura mu Rwego FDNB ;
- gukurikiranira hafi inyigisho zerekeye ubuvuzi mu gisirikare ;
- kugira uruhara mw'ibungabungwa ry'amagara y'abantu ;
- kugira isuzuma ry'abahinga mu vy'ubuganga ku basirikare n'abandi bakozi b'Urwego FDNB ;
- gukorana n'abandi bafasha mu vyerekeye amagara y'abantu baba abo mu gihugu canke abo mu bindi bihugu ;
- kugira uruhara mu nyigisho zihabwa abakozi bo mu gisata c'ubuvuzi ;
- gukinga indwara zo mu mutwe mu Rwego FDNB ;
- kwitaho abafise ingorane zijanye n'inyifato mu kibano hamwe n'imiryango yabo ;
- kugira integuro y'ibikenewe mu bijanye n'imiti n'ibikoreshwa kwa muganga mu kubaga ;
- gutunganya ikoreshwa ry'imiti n'ibikoresho bikoreshwa kwa muganga mu kubaga ;
- kwerekana igiciro c'ibikorwa vy'ukuvura, imiti n'ibikoresho bikoreshwa kwa muganga mu kubaga ;
- gukinga no guhangana n'indwara z'ibiza zishobora gushikira abo mu Rwego FDNB.

## Ingingo ya 58

Sentare z'igisirikare n'ubushikirizamanza bukukira izo sentare bitwarwa na C/FDNB.

## Ingingo ya 59

Ingene sentare za gisirikare n'Ubushikirizamanza buzukira bitunganijwe, ububasha bwavyo n'ingene bikora bigengwa n'lgitabu c'amategeko aringaniza inzego za gisirikare z'ubutungane n'ububasha bwazo.

## Ingingo ya 60

Inyamiramabi zo mu Giporisi c'igisirikare, mu mpfunyapfunyo y'igifaransa « OPJM », zijejwe kugira amatohoza y'ivyaha hisunzwe lgitabu c'amategeko yerekeye ingene imanza z'ivyaha

## Article 61

Le service aumônerie militaire a notamment pour missions de :

- assurer l'encadrement spirituel et moral des membres de la FDNB;
- assister l'autorité militaire dans sa mission de maintenir le moral et la discipline des troupes ;
- coordonner les activités religieuses et assurer le service du culte.

## Section 4

## Des attributions des Composantes

## Article 62

La Force Terrestre a notamment pour missions de :

- exécuter les orientations du C/FDNB ;
- exécuter les directives de l'EMG/FDNB;
- participer à la sauvegarde de l'intégrité du territoire national ;
- commander et administrer les unités de la Force Terrestre ;
- coordonner les activités de l'Etat-Major de la Force Terrestre ;
- planifier et coordonner la formation aux OMP;
- participer dans les opérations humanitaires ;
- participer à la lutte contre le terrorisme, les trafics illicites et la prolifération des armes légères et de petit calibre ;
- participer à la protection de l'environnement.

## Article 63

La Force de la Marine a notamment pour missions de :

- exécuter les orientations du C/FDNB en matière de la marine ;
- exécuter les directives de l'EMG en matière de la marine ;
- défendre les eaux territoriales du Burundi;
- protéger les usagers des lacs ainsi que leurs moyens navigants;
- planifier et mener les opérations de contre-piraterie ;

zitohozwa, ziburamishwa, zicibwa n'ingene zikurikizwa.

## Ingingo ya 61

Igisata kijejwe ivyerekeye iyibutsamana mu gisirikare kijejwe imirimo nk'iyi :

- gukurikirana abagize Urwego FDNB mu bijanye n'ukwemera n'imico myiza;
- gufasha ubuyobozi bw'igisirikare mu gikorwa cabwo co gukomeza ukuremesha n'inyifato ibereye y'abasirikare ;
- gukurikiranira hafi ibikorwa bijanye n'amadini no gufasha mu bikorwa vyerekeye uguhimbaza Imana.

## Agace ka 4

## Imirimo y'imice y'abasirikare igize urwego FDNB

## Ingingo ya 62

Umuce w'Abasirikare barwanira hasi ujejwe imirimo nk'iyi:

- gushira mu ngiro intumbero zitangwa na C/FDNB;
- gushira mu ngiro ingingo za EMG/FDNB;
- kugira uruhara mu gukingira imbibe z'igihugu zo hasi;
- gutegeka no gutwara imigwi y'abasirikare barwanira hasi ;
- gukurikiranira hafi ibikorwa vy'ibiro birongoye umuce w'abasirikare barwanira hasi ;
- kugira indinganizo y'inyigisho zerekeye ibikorwa vy'ukugarukana amahoro no kuzikurikiranira hafi
- kugira uruhara mu bikorwa vy'ugufasha abanyagihugu mu bihe vy'intambara canke habaye impanuka ;
- kugira uruhara mu bikorwa vy'ukurwanya iterabwoba, urudandaza rutemewe n'amategeko hamwe n'irwirirana ry'ibirwanisho bihwahutse na bito bito ;
- kugira uruhara mu gukingira ibidukikije.

## Ingingo ya 63

Umuce w'Abasirikare barwanira mu mazi ujejwe imirimo nk'iyi :

- gushira mu ngiro intumbero zitangwa na C/FDNB mu vyerekeye ukurwanira mu mazi;
- gushira mu ngiro ingingo za EMG zisungwa mu vyerekeye ukurwanira mu mazi ;
- kurwanira amazi y'Uburundi ;
- gukingira abakorera mu biyaga n'ibikoresho vyabo;
- kugira indinganizo y'ibikorwa vy'ukurwanya abanyuruza abantu n'ibintu bica mu mazi no kubirangura ;

- appuyer la Force Terrestre de la FDNB et /ou participer dans le transport des troupes et des équipements ;
- participer dans les opérations de recherche et de sauvetage et autres opérations humanitaires ;
- former le personnel de la Marine ;
- participer à la protection de l'environnement lacustre ;
- participer à la lutte contre le trafic illégal ;
- participer dans la sûreté et la sécurité portuaires ;
- assurer les missions de transport lacustre.

## Article 64

La Force Aérienne a notamment pour missions de :

- exécuter les orientations du C/FDNB en matière de l'aviation ;
- exécuter les directives de l'EMG en matière de l'aviation ;
- participer à la sauvegarde de l'intégrité du territoire national ;
- assurer la suprématie aérienne sur tout le territoire national, c'est-à-dire :
  - \* interdire à tout ennemi l'infiltration sur le territoire national ;
  - \* rechercher le renseignement par des reconnaissances aériennes sur tout le territoire national ;
  - \* assurer le contrôle et la surveillance de l'espace aérien national ;
  - \* appuyer les troupes au sol et à la mer ;
- \* participer dans les opérations de recherche et de sauvetage et dans d'autres opérations humanitaires ;
- \* participer à la protection de l'environnement ;
- \* assurer les missions de transport aérien.

## Article 65

La Force de Réserve et d'Appui au Développement du pays a pour missions notamment de :

- exécuter les orientations du C/FDNB en matière d'encadrement patriotique, de recyclage et de la gestion des réservistes, de production et d'appui au développement du pays ;
- élaborer les directives de l'EMG/FDNB en

- gushigikira umuce w'abasirikare barwanira hasi w'Urwego FDNB canke kugira uruhara mu kwunguruza abasirikare n'ibikoresho ;
- kugira uruhara mu bikorwa vy'ukurondera n'ugutabara hamwe no mu bindi bikorwa vyo gufasha abantu bahuye n'ingorane ;
- kwigisha abasirikare barwanira mu mazi ;
- kugira uruhara mu gukingira ibidukikije vyo mu kiyaga ;
- kugira uruhara mu kurwanya urudandazwa rutemewe n'amategeko ;
- kugira uruhara mw'iperereza no mu kubungabunga umutekano ku bivuko ;
- kwunguruza abantu n'ibintu mu biyaga.

## Ingingo ya 64

Umuce w'abasirikare barwanira mu kirere ujejwe imirimo nk'iyi :

- gushira mu ngiro intumbero zitangwa na C/FDNB mu vyerekeye indege z'igisirikare ;
- gushira mu ngiro ingingo za EMG zisungwa mu vyerekeye indege z'igisirikare ;
- kugira uruhara mu gukingira imbibe z'Uburundi ;
- gucungera ikirere cose c'igihugu ni ukuvuga :
  - \* kubuza umwansi wese kwinjira ku gataka k'Uburundi ;
  - \* kugira iperereza biciye mu gucungera mu kirere agataka kose k'Uburundi ;
  - \* gusuzuma no gucungera ikirere c'Uburundi ;
- \* gushigikira abasirikare barwanira hasi n'abarwanira mu mazi ;
- \* kugira uruhara mu bikorwa vy'ukurondera n'ugutabara hamwe no mu bindi bikorwa vyo gufasha abantu bahuye n'ingorane kugira uruhara mu gukingira ibidukikije ;
- \* kurangura ibikorwa vy'ukwunguruza abantu n'ibintu mu kirere.

## Ingingo ya 65

Umuce w'abasirikare batari mu kazi bashobora gutumwako gufasha mu bikorwa vya gisirikare n'uguterera mw'iterambere ry'igihugu ujejwe imirimo nk'iyi:

- gushira mu ngiro intumbero zitangwa na C/FDNB mu vyerekeye inyigisho z'ugukunda igihugu, ugukarihiriza ubwenge abasirikare batari mu kazi bashobora gutumwako gufasha, ukubakurikirana, ukugwiza umwimbu n'ugufasha mu vy'iterambere ry'igihugu ;
- gutegura ingingo za EMG/FDNB zisungwa mu

matière d'encadrement patriotique, de gestion de la Réserve, de production et d'appui au développement du pays;

- exécuter les directives de l'EMG/FDNB en matière d'encadrement patriotique, de recyclage et de la gestion des réservistes, de production et d'appui au développement du pays ;
- organiser des formations paramilitaires dans le cadre de l'encadrement patriotique ;
- organiser des recyclages au profit des réservistes;
- appuyer les autres composantes dans la sauvegarde de l'intégrité du territoire national et dans la participation aux missions de secours et d'assistance en cas de désastres et catastrophes ;
- concevoir et exécuter des projets de développement dans divers domaines ;
- proposer et opérationnaliser le cadre de partenariats avec des acteurs de production tant nationaux qu'étrangers.

#### Article 66

Un décret précise les missions, l'organisation et le fonctionnement de l'EMG/FDNB et des composantes.

### Chapitre IV

#### De la composition

##### Article 67

La FDNB est un corps non partisan, ouvert à tous les citoyens burundais sans discrimination, quelle que soient leur appartenance ethnique, régionale, leur sexe et leur religion.

##### Article 68

La FDNB doit refléter, dans sa composition, la volonté résolue des burundais en tant qu'individus et en tant que nation, de vivre égaux dans la paix et l'harmonie.

##### Article 69

La FDNB est composée de trois catégories de militaires : les Officiers, les Sous-officiers et les Militaires de rang.

Chaque catégorie est régie par un statut spécifique fixé par la loi.

##### Article 70

Pendant une période à déterminer par le Sénat, la FDNB ne compte pas plus de 50% des membres appartenant à un groupe ethnique particulier compte tenu de la nécessité d'assurer l'équilibre ethnique et

vyerekeye inyigisho z'ugukunda igihugu, ugukurikirana umuce w'abasirikare batari ku kazi bashobora gutumwako gufasha, ukugwiza umwimbu n'ugufasha mu vy'iterambere ry'igihugu ;

- gushira mu ngiro ingingo za EMG/FDNB zisungwa mu vyerekeye inyigisho z'ugukunda igihugu, ugukurihiriza ubwenge abasirikare batari mu kazi bashobora gutumwako gufasha, ukubakurikirana, ukugwiza umwimbu n'ugufasha mu vy'iterambere ry'igihugu ;
- gutunganya inyigisho nk'iz'igisirikare mu gutanga inyigisho z'ugukunda igihugu ;
- gutunganya inyigisho z'ugukurihiriza ubwenge abasirikare batari mu kazi bashobora gutumwako gufasha;
- gufasha iyindi migwi mu gukingira imbibe z'igihugu no mu kugira uruhara mu bikorwa vy'ugutabara n'ugufasha mu gihe c'ibiza ;
- gutegura no gushira mu ngiro imigambi y'iterambere mu bisata bitandukanye ;
- kugira integuro z'amasezerano umuce ugiranira n'abagwiza umwimbu bo mu gihugu canke b'abanyamahanga no kuyashira mu ngiro.

#### Ingingo ya 66

Itegeko ry'Umukuru w'Igihugu riratomora imirimo y'Iburo EMG/FDNB, ingene bitunganijwe n'ingene bikora hamwe n'imice ibigize.

### Igice ca IV

#### Ivyerekeye abagize urwego FDNB

##### Ingingo ya 67

Urwego FDNB ni urwego rutagira aho rwegamiye mu vya poritike, rwugururiwe abarundi bose, atawurukumirwamwo kubera ubwoko bwawe, intara avamwo, igitsina ciwe canke idini arimwo.

##### Ingingo ya 68

Urwego FDNB rutegerezwa gutunganywa ku buryo bigaragara ko abarundi bose n'igihugu cose bafise ishaka ryo kubana mu mahoro no mu mwumvikano.

##### Ingingo 69

Urwego FDNB rugizwe n'imigwi itatu y'abasirikare : umugwi w'Intwanzangabo, umugwi w'Ibisongerezi vy'Intwazangabo n'umugwi w'abasirikare batoyi.

Umugwi umwe umwe wose ugengwa n'amategeko wisangije atomorwa n'ibwirizwa.

##### Ingingo 70

Mu kiringo gishingwa n'Inama Nkenguzamateka, Urwego FDNB ntirushora kubamwo abarenga ibice 50% b'ubwoko bumwe kugira amoko yose aserukirwe, hongere hakingwe ibikorwa bigayitse

de prévenir les actes de génocide et les coups d'Etat. Le Ministre ayant la défense nationale dans ses attributions s'assure du maintien de l'équilibre constitutionnel au sein de la FDNB.

### **Chapitre V**

#### **Du recrutement de l'instruction et des conditions de service**

##### **Section 1**

##### **Du recrutement**

###### **Article 71**

La FDNB est ouverte sans discrimination à tous les citoyens burundais désireux d'en faire partie.

###### **Article 72**

Le processus de recrutement se fait de manière transparente, à titre individuel, sur base du volontariat, de l'aptitude physique, des qualités morales et intellectuelles tout en respectant les équilibres constitutionnels.

###### **Article 73**

Les critères de recrutement spécifiques à chaque catégorie des membres de la FDNB sont déterminés par le Ministre ayant la défense nationale dans ses attributions.

##### **Section 2**

##### **De l'instruction**

###### **Article 74**

Les membres de la FDNB reçoivent une formation professionnelle et technique appropriée à leurs missions.

Ils reçoivent également une formation portant notamment sur la morale, l'éducation patriotique, l'éthique militaire, la culture de la paix, le respect des droits de la personne humaine, du droit international humanitaire et du genre et les OMP.

###### **Article 75**

Les candidats Officiers sont formés à l'ISCAM, dans un institut, université, académie militaire ou dans tout autre établissement jugé approprié par le C/FDNB.

###### **Article 76**

L'ISCAM, institution militaire de formation académique et militaire, est régi par un décret.

Il doit se conformer aux textes en vigueur régissant l'enseignement supérieur public au Burundi en ce

vy'ihonyabwoko n'ugufata ubutegetsu ku nguvu.

Umushikiranjanji ajejwe ukwivuna abansi aritararika ko ubwoko bwose n'intara zose biguma biserukiwe ku rugero rungana

### **Igice ca V**

#### **Ivyerekeye ukwinjiza mu gisirikare, inyigisho z'igisirikare n'ingene abari mu rwego FDNB bafatwa**

##### **Agace ka 1**

##### **Ukwinjiza mu gisirikare**

###### **Ingingo 71**

Urwego FDNB rwugururiwe abarundi bose bipfuzwa kurwinjiramwo ata n'umwe akumiriwe.

###### **Ingingo ya 72**

Ukwinjiza mu Rwego FDNB bikorwa ku mugaragaro, umuntu akinjira kw'izina ryiwe, avyishakiye, afise amagara atuma ashobora ibikorwa vy'igisirikare, yigenza runtu kandi aciye ubwenge, ariko hubahirijwe yuko ubwoko bwose n'intara zose biserukirwa.

###### **Ingingo ya 73**

Ibifatirwako mu kwinjiza mu mugwi umwe umwe w'Urwego FDNB bitomorwa n'Umushikiranjanji ajejwe ukwivuna abansi.

##### **Agace ka 2**

##### **Ivyerekeye inyigisho z'igisirikare**

###### **Ingingo ya 74**

Abagize Urwego FDNB bararonswa inyigisho zerekeye umwuga n'ubuhinga zijanye n'imirimo bajejwe.

Bararonswa kandi inyigisho nk'izerekeye inyafato ibereye mu gisirikare, ugukunda igihugu, akarangamutima k'igisirikare, ingendo y'amahoro, ukwubahiriza amategeko yubahiriza kiremwa muntu, Uburengazira mpuzamakungu bwa kiremwa muntu mu bihe vy'intambara, ukudakumira hafatiwe ku gitsina hamwe n'ivyerekeye ibikorwa vy'ukugarukana amahoro.

###### **Ingingo ya 75**

Abitegurira kuba intwazangabo bigishirizwa mw'ishure kaminuza ry'intwazangabo ISCAM, ikigo gitanga inyigisho za kaminuza, ishure kaminuza, ishure kaminuza ry'igisirikare canke mu kigo cose Umukuru rw'Urwego FDNB abona ko gikwiye.

###### **Ingingo ya 76**

Ishure ISCAM ni ishure ry'igisirikare ritanga inyigisho za kaminuza n'iz'igisirikare, rigengwa n'itegeko ry'Umukuru w'Igihugu.

Iryo shure ritegerezwa kwisunga amategeko agenga amashure kaminuza ya Reta, mu bijanye n'inyigisho

qui est de la formation académique.

Article 77

L'Ecole Supérieure de Commandement et d'Etat-major forme les Officiers supérieurs burundais et éventuellement étrangers qui remplissent les conditions exigées.

Elle est régie par un décret.

Article 78

L'ECBEM forme les Officiers en vue de les préparer à exercer, au niveau national et dans un contexte multinational, des fonctions de Commandement bataillon et d'Etat Major Brigade.

Article 79

L'ECC forme les Officiers en vue de les préparer à exercer les fonctions de Commandement Compagnie et d'Etat-Major Bataillon.

Article 80

Les candidats Sous-Officiers sont formés à l'ESO ou dans tout autre établissement jugé approprié par le C/FDNB.

Article 81

Les militaires de rang sont formés dans des CI jugés appropriés par le C/FDNB.

**Section 3**

**Des conditions de service**

Article 82

Tout candidat Officier, candidat Sous-officier et candidat Militaire de rang est, pendant toute la durée de sa formation, lié à la FDNB par un contrat d'engagement.

Le candidat Officier devient membre actif après prestation de serment.

Les candidats Sous-officiers et Militaires de rang deviennent membres actifs après incorporation définitive.

Article 83

Tout membre de la FDNB a droit à la poursuite de sa carrière ou de son contrat au service de la FDNB.

Article 84

Tout membre de la FDNB a droit d'être promu dans sa carrière.

Article 85

Tout membre de la FDNB a droit à une rémunération.

Article 86

Tout membre de la FDNB est libre de ses opinions

za kaminuza.

Ingingo ya 77

Ishure Kaminuza ry'Ugutwara n'Ugutunganya ivyerekeye ingabo ryigisha Intwazangabo nkuru z'abarundi n'iz'abanyamahanga bakwije ibisabwa, iyo bikenewe.

Iryo shure rigengwa n'itegeko ry'Umukuru w'Igihugu.

Ingingo ya 78

Ishure ECBEM ryigisha Intwazangabo mu ntumbero yo kubategurira amabanga yo kurongora amabatayo n'Iburo bikuru vya Birigade ku rwego rw'igihugu no ku rwego mpuzamakungu.

Ingingo ya 79

Ishure ECC ryigisha Intwazangabo mu ntumbero yo kubategura mu mabanga y'ukurongora Ikompanyi n'Iburo bikuru vy'Ibatayo.

Ingingo ya 80

Abitegurira kuba Ibisongerezi vy'Intwanzagabo bigishirizwa mw'Ishure ry'Ibisongerezi vy'Intwazangabo canke mu rindi shure Umukuru w'Urwego FDNB abona ko rikwiye.

Ingingo ya 81

Abasirikare batoyi bigishirizwa mu bigo vy'inyigisho z'igisirikare Umukuru w'Urwego FDNB abona ko bikwiye.

**Igice ca 3**

**Ingene abari mu Rwego FDNB bafatwa**

Ingingo ya 82

Uwitegurira wese kuba Intwazangabo, Igisongerezi c'Intwazangabo n'umusirikare mutoyi, mu kiringo cose aba ariko arakurikirana inyigisho, agengwa n'amasezerano y'ukwinjira mu Rwego FDNB yagiraniye n'urwo Rwego.

Uwitegurira kuba Intwazangabo aba Intwazangabo amaze kubirahirira.

Abitegurira kuba Ibisongerezi vy'intwazangabo n'abasirikare batoyi baba ibisongerezi n'abasirikare batoyi bamaze kwatirwa mu Rwego FDNB.

Ingingo ya 83

Uwuri mu Rwego FDNB wese arafise uburenganzira bwo kubandanya umwuga wiwe muri urwo rwego canke amasezerano y'akazi yagiranye na rwo.

Ingingo ya 84

Uwuri mu Rwego FDNB wese arafise uburenganzira bwo kuduzwa ipete.

Ingingo ya 85

Uwuri mu Rwego FDNB wese arafise uburenganzira bw'ukuronswa umushahara.

Ingingo ya 86

Uwuri mu Rwego FDNB wese arafise

religieuses sans préjudice de la réserve due à son métier et au respect de la loi

#### Article 87

Tout membre de la FDNB a droit à une protection effective contre les menaces, attaques, outrages, injures ou diffamation dont il peut faire l'objet dans ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. Le coupable est tenu de réparer le préjudice qui en est résulté.

#### Article 88

Tout membre de la FDNB a droit aux prestations des régimes de sécurité sociale prévues par le Code de la protection sociale.

#### Article 89

Tout membre de la FDNB a droit au perfectionnement professionnel lui permettant une amélioration et une adaptation permanentes aux besoins nouveaux de la FDNB.

#### Article 90

La carrière des militaires est organisée en trois catégories comprenant chacune des grades répartis par ordre croissant comme suit :

##### a. Catégorie des Officiers :

- Sous-lieutenant ;
- Lieutenant ;
- Capitaine ;
- Major ;
- Lieutenant-Colonel ;
- Colonel ;
- Général de Brigade ;
- Général-Major ;
- Lieutenant Général ;
- Général.

##### b. Catégorie des Sous-officiers :

- Sergent;
- Premier Sergent ;
- Premier Sergent Major;
- Adjudant ;
- Adjudant-Chef ;
- Adjudant-Major.

##### c. Catégorie des Militaires de Rang :

- Soldat de 2<sup>ème</sup> Classe
- Soldat de 1<sup>ère</sup> Classe;
- Caporal ;
- Caporal-Chef.

umwidegemvyo wo kuja mw'idini ashatse hatirenganjwe ko hari ivyo ategerezwa kwiyubara kubera umwuga wiwe w'igisirikare n'ukwubaha amategeko.

#### Ingingo ya 87

Uwuri mu Rwego FDNB wese arafise uburenganzira bwo gukingirwa bikwiye iterabwoba, ibitero, gutyozwa, ibitutsi canke kwambikwa ibara ashobora kugirirwa mu kazi canke ariko arangura imirimo ajejwe. Uwagiriwe n'ico caha ategerezwa gutanga indishi ihuye n'inabi umusirikare yakorewe.

#### Ingingo ya 88

Uwuri mu Rwego FDNB wese arafise uburenganzira bw'ugukorerwa ivyo amashirahamwe ategekaniriza kazoza ategekaniriza abanywanyi bayo nk'uko bitegekanijwe n'lgitabu c'amategeko yerekeye ugutegekaniriza kazoza abakozi.

#### Ingingo ya 89

Uwuri mu Rwego FDNB wese arafise uburenganzira bw'ugukaririzwa ubwenge mu kazi, bimumuma arangura neza gusumba imirimo ajejwe n'ukwama ashobora kurangura ibikorwa bishasha mu Rwego FDNB.

#### Ingingo ya 90

Umwuga w'abasirikare utunganijwe mu migwi itatu, umugwi umwe umwe wose ukabamwo amapete akurikirana uku :

##### a. Umugwi w'Intwazangabo

- Suriyetenana ;
- Riyetenana ;
- Kapitene ;
- Majoro ;
- Riyetenana Koroneri ;
- Koroneri;
- Jenerari wa Birigade ;
- Jenerari Majora ;
- Riyetenana Jenerari ;
- Jenerari.

##### b. Umugwi w'Ibisongerezi vy'Intwazangabo

- Sereja;
- Sereja mu mugwi wa mbere ;
- Sereja Majora mu mugwi wa mbere ;
- Ajida ;
- Ajida Shefu ;
- Ajida Majoro.

##### c. Umugwi w'Abasirikare batoyi

- Umusoda wo mu mugwi wa kabiri;
- Umusoda wo mu mugwi wa mbere ;
- Kaporari;
- Kaporari Shefu.

## Article 91

L'avancement de grade de tout militaire s'effectue selon les critères fixés par la loi régissant sa catégorie. Il en va de même de sa dégradation et perte de grade.

## Article 92

Tout membre de la FDNB peut servir jusqu'à la retraite. Sa carrière commence le jour du recrutement.

## Article 93

L'âge limite de retraite de l'Officier en service actif est fixé à :

- 60 ans révolus pour l'Officier Général ;
- 55 ans révolus pour l'Officier Supérieur ;
- 50 ans révolus pour l'Officier Subalterne.

## Article 94

L'âge limite de retraite du Sous-officier en service actif est fixé à 50 ans révolus.

## Article 95

L'âge limite de retraite du Militaire de Rang est fixé à 45 ans révolus.

## Article 96

Sur demande de l'intéressé et acceptée par le C/FDNB pour la catégorie des militaires de rang et par le Ministre ayant la défense nationale dans ses attributions pour les autres catégories, l'âge limite d'un membre de la FDNB en service actif peut être reporté d'une année au maximum compte tenu des conditions dures et pénibles dans lesquelles il travaille.

## Article 97

Sur demande de l'intéressé et acceptée par le C/FDNB, le militaire qui termine sa prolongation de carrière visée à l'article précédent, peut servir à la FRAD pour une période ne dépassant pas deux ans. Il sert sous le statut de réserviste et bénéficie d'un traitement mensuel équivalent à son dernier salaire brut.

**Chapitre VI****Du fonctionnement**

## Article 98

La FDNB est placée sous la plus haute autorité du Président de la République qui en est le Commandant en Chef. Il déclare la guerre et signe l'armistice après consultation du Gouvernement, des Bureaux de l'Assemblée Nationale et du Sénat et du Conseil National de Sécurité.

## Ingingo ya 91

Ukuduzwa ipete kw'umusirikare wese bigirwa hisunzwe ibifatirwako bishingwa n'ibwirizwa rigenga umugwi arimwo. Ni ko kw'uko nyene no mu gihe ari ukumumanura ipete n'ugutakaza ipete.

## Ingingo ya 92

Uwuri mu Rwego FDNB wese arashobora gukora akazi gushika akukuruke. Umwuga wiwe utangura umunsi yinjiriye mu gisirikare.

## Ingingo ya 93

Imyaka Intwanzagabo itarenza mu kazi ishinzwe uku gukurikira :

- Imyaka 60 ikwiye ku Ntwanzagabo yo mu mugwi w'Abajenerari ;
- Imyaka 55 ikwiye ku Ntwanzagabo nkuru ;
- Imyaka 50 ikwiye ku Ntwanzagabo isanzwe.

## Ingingo ya 94

Imyaka y'ugukukuruka ku gisongerezi c'Intwanzagabo ni imyaka 50 ikwiye.

## Ingingo ya 95

Imyaka y'ugukukuruka ku musirikare mutoyi ni imyaka 45 ikwiye.

## Ingingo ya 96

Bisabwe n'uwo wese abikeneye kandi bikemerwa na C/FDNB ku mugwi w'abasirikare batoyi, ku yindi migwi naho bikemerwa n'Umushikiranjanji ajejwe ukwivuna abansi, imyaka y'ugukukuruka kumusirikare w'Urwego FDNB ishobora kwongerwako umwaka utarenga umwe hafatiwe ku kugene ibikorwa akora bigoye kandi biruhisha.

## Ingingo ya 97

Bisabwe n'uwo wese abikeneye kandi bikemerwa na C/FDNB, umusirikare arangije ikiringo yari yongewe mu kazi kivugwa mu ingingo ya 96, arashobora gukora mu mugwi w'abasirikare batari mu kazi bashobora gutumwako gufasha n'uguterera mw'iterambere ry'igihugu FRAD mu kiringo kitarenza imyaka ibiri. Akora hisunzwe amategeko agenga abashobora gutumwako gufasha, akaronka umushahara wo ku kwezi ungana n'uwo yaherukiyeko guhembwa atakivuyemwo.

**Igice ca VI****Ingene urwego FDNB rukora**

## Ingingo ya 98

Umukuru w'Igihugu ni we mutegetsu mukuru w'Urwego FDNB ari na we Kizigenza mu ntwaremuheto. Ni we afata ingingo yo kugomora ingabo akongera agashira igikumu ku masezerano yo guhagarika ingwano, abanje kubigisha inama Urwego Nshikiranjanji, Ibiro vy'Inama

## Article 99

Dans les limites déterminées par la Constitution et les lois, seul le Président de la République peut autoriser l'usage de la Force armée:

- dans la défense de l'Etat ;
- dans le rétablissement de l'ordre et de la sécurité publique ;
- dans l'accomplissement des obligations et engagements internationaux.

## Article 100

Lorsque la FDNB est utilisée dans l'un des cas cités au paragraphe ci-dessus, le Président de la République consulte officiellement les instances compétentes habilitées et informe le Parlement promptement et de façon détaillée sur :

- la ou les raison(s) de l'emploi de la FDNB ;
- tout endroit où cette force est déployée ;
- la période pour laquelle cette force est déployée.

## Article 101

Toute intervention étrangère en dehors des conventions internationales est interdite. Tout recours aux forces étrangères est interdit sauf en cas d'autorisation par le Président de la République.

## Article 102

Le Président de la République nomme aux fonctions supérieures militaires les autorités ci- après:

- le C/FDNB;
- le CA/FDNB ;
- les Chefs des Services à l'EMG/FDNB ;
- les Commandants des Composantes de la FDNB ainsi que leurs Adjoints;
- les Commandants des Divisions ;
- le Commandant de la BSPI ;
- le Commandant de l'Ecole Supérieure de Commandement et d'Etat-major;
- le Commandant de l'ISCAM;
- les Attachés de défense ;
- les Magistrats des Juridictions Militaires et du Ministère Public près les Juridictions Militaires.

Les nominations aux fonctions de C/FDNB et de CA/FDNB ne deviennent effectives que si elles sont approuvées par le Sénat.

Nshingamateka n'Ibiro vy'Inama Nkenguzamateka hamwe n'Inama Nkuru y'Igihugu ijejwe Umutekano.

## Ingingo ya 99

Hubahirijwe ibitegekanijwe mw'Ibwirizwa Shingiro no mu yandi mabwirizwa, Umukuru w'Igihugu ni we wenyene afise ububasha bwo kurekura ko hakoreshwa ibirwanisho :

- mu kurwanira igihugu ;
- mu kugarukana umutekano mu gihugu ;
- mu gukurikiza ivyo Uburundi butegerejwe n'ivyo bwiyejeje ku rwego mpuzamakungu.

## Ingingo ya 100

Mu gihe Urwego FDNB rukoreshejwe muri kimwe mu bitegekanijwe mu karongo kamwe ko mu ngingo ya 99, Umukuru w'Igihugu arahanuza icese inzego zibifitiye ububasha kandi agaca buno nyene amenyesha mu buryo butomoye Inama Nshingamateka n'Inama Nkenguzamateka ibi bukurikira:

- icatumye canke ivyatumye hakoreshwa Urwego FDNB;
- aho hose urwo Rwego ruriko rurakorera ;
- umwanya urwo Rwego ruzomara ruhakorera.

## Article 101

Igikorwa cose c'ukuja kurwana mu kindi gihugu kirabujijwe bitarekuwe n'amasezerano mpuzamakungu. Kirazira kwikora ku nteko mvamahanga kiretse birekuwe n'Umukuru w'Igihugu.

## Ingingo ya 102

Umukuru w'Igihugu ni we agena mu mabanga makuru makuru mu gisirikare abategetsu bakurikira :

- Umukuru w'Urwego FDNB;
- Icegera c'Umukuru w'Urwego FDNB ;
- Abakuru b'ibisata vya EMG/FDNB;
- Abakomanda b'imice y'Urwego FDNB hamwe n'ivyegera vyabo ;
- Abakomanda b'amadiviziyo ;
- Komanda wa BSPI ;
- Komanda w'Ishure kaminuza ry'ugutwara n'ugutunganya ivyerekeye ingabo ;
- Komanda wa ISCAM ;
- Abaserukira Igihugu mu bindi bihugu mu vyerekeye igisirikare ;
- Abacamanza ba Sentare za gisirikare n'Abashikirizamanza bakukira Sentare za gisirikare.

Igenwa mu mabanga y'Umukuru w'Urwego FDNB n'ay'icegera c'Umukuru w'Urwego FDNB rikurikizwa ari uko vyemejwe n'Inama

## Article 103

Les fonctions de commandement sont attribuées sur base de compétence et de mérite tout en veillant à assurer les équilibres constitutionnels.

## Article 104

Les membres de la FDNB sont placés sous l'autorité exclusive de leurs supérieurs hiérarchiques.

## Article 105

Les attributions du C/FDNB consistent à :

- exécuter la politique du Gouvernement en matière de la défense ;
- commander, contrôler et administrer la FDNB ;
- coordonner les activités de l'EMG/FDNB ;
- préparer, à l'intention du Ministre ayant la défense nationale dans ses attributions, un budget de fonctionnement et d'investissement nécessaire au développement, à la préparation opérationnelle, à l'emploi et au soutien de la FDNB ;
- doter la FDNB des capacités nécessaires lui permettant de faire face aux menaces tant internes qu'externes et de participer dans les OMP ;
- préparer les forces pour des missions spécifiques ;
- tenir à jour le plan de défense nationale ;
- veiller au bien-être des membres de la FDNB ;
- promouvoir la coopération militaire avec les autres armées
- planifier les recrutements.

## Article 106

Le C/FDNB s'assure de la neutralité politique des membres de la FDNB, de leurs hautes qualités patriotiques et morales, de leur professionnalisme ainsi que de leur caractère inclusif.

## Article 107

Le CA/FDNB assiste le C/FDNB dans l'accomplissement de ses missions. Il assure le commandement de la FDNB en cas d'absence ou d'empêchement temporaire du FDNB.

Nkenguzamateka.

## Ingingo ya 103

Amabanga y'ugutwara abandi mu gisirikare ashingwa umusirikare hafatiwe ku bumenyi n'ubushobozi n'amanota afise mu kazi hitwararitswe ko ubwoko bwose n'intara zose biserukirwa uko bikenewe.

## Ingingo ya 104

Abari mu Rwego FDNB bahabwa amategeko gusa n'ababakurira mu kazi.

## Ingingo ya 105

Umukuru w'Urwego FDNB ashinzwe imirimo ikurikira:

- gushira mu ngiro Poritike ya Reta mu vyerekeye ukwivuna abansi ;
- gutegeka, kugenzura no gutwara Urwego FDNB ;
- gukurikiranira hafi ibikorwa vya EMG/FDNB ;
- kugira integuro ishikirizwa Umushikirananganji ajejwe ukwivuna abansi, y'amafaranga ateganywa gukoreshwa mu bikorwa vya minsi yose n'ayo gukoresha mu migambi ikenewe mu guteza imbere Urwego FDNB, mw'itegurwa ry'ibikorwa vyerekeye ukurwana, ugukoresha urwo Rwego no mu kurushigikira ;
- kuronsa Urwego FDNB ubumenyi n'ubushobozi bukenewe kugira rushobore guhangana n'ibishobora kubangamira igihugu bivuye mu gihugu canke inyuma yaco no kugira uruhara mu bikorwa vy'ukugarukana amahoro ;
- gutegura ingabo kugira zishobore kurangura imirimo kanaka ;
- gushira ku gihe indinganizo yerekeye ukurwanira igihugu ;
- kwitwararika ko abari mu Rwego FDNB babaho neza ;
- guteza imbere ibijanye n'ugufashanya kw'igisirikare c'Uburundi n'ibisirikare vy'ibindi bihugu ;
- gutegura ivyerekeye kwinjiza mu Rwego FDNB abavyipfuzwa.

## Ingingo ya 106

Umukuru w'Urwego FDNB aritwararika ko abagize Urwego FDNB ataho begamira mu vya poritike, ko barangwa bimwe biboneka n'ugukunda igihugu n'imigenzo myiza, ko bamenya umwuga wabo hamwe n'uko urwo Rwego ruba rurimwo bose.

## Ingingo ya 107

Icegera c'Umukuru w'Urwego FDNB afasha Umukuru w'Urwego FDNB mw'irangurwa ry'imirimo ajejwe. Ni we atwara Urwego FDNB mu gihe Umukuru w'Urwego FDNB ataba ahari canke yafatiriwe.

## Article 108

La réquisition d'une unité de la FDNB par l'autorité administrative légalement responsable du maintien de l'ordre et de la sécurité s'exerce conformément au prescrit des articles 109, 110 et 111 de la présente loi.

## Article 109

Toute réquisition doit être écrite. Elle doit mentionner la disposition légale en vertu de laquelle elle est faite tout en indiquant l'objet, la date, les noms, la qualité ainsi que la signature de l'autorité requérante.

## Article 110

Les opérations nécessaires à l'exécution de la réquisition sont menées sous la responsabilité du Commandant de l'Unité.

Au cours de l'exécution, il se maintient en liaison avec l'autorité administrative requérante et l'informe, sauf en cas de force majeure, des moyens d'actions qu'il se propose de mettre en oeuvre.

De son côté, l'autorité administrative doit transmettre au Commandant de l'Unité toutes les informations utiles à l'accomplissement de sa mission.

## Article 111

Les effets de la réquisition cessent lorsque l'autorité requérante signifie par écrit la levée de la réquisition à l'autorité qui était chargée de son exécution.

**Chapitre VII****De l'éthique, de la déontologie professionnelle et des règles de conduite**

## Article 112

Les membres de la FDNB sont en toutes circonstances sous l'autorité effective des pouvoirs politiques constitutionnellement établis.

## Article 113

Les membres de la FDNB exercent leurs droits civiques dans les limites des restrictions légales et dans la mesure du rigoureux devoir de réserve auquel ils sont assujettis.

## Article 114

Les valeurs fondamentales d'un militaire reposent sur le don de soi et s'articulent autour de l'éthique militaire et du professionnalisme.

## Ingingo ya 108

Ukwikora ku mugwi w'Urwego FDNB bigirwa n'umutegetsi wo mu ntwaro yemewe imbere y'amategeko ko ari we abazwa ibijanye n'ukubungabunga umutekano bigirwa hisunzwe ibitegekanijwe mu ingingo ya 109, iya 110 n'iya 111 y'iri bwirizwa.

## Ingingo ya 109

Ukwikora ku bari mu Rwego FDNB mu buryo ubwo ari bwo bwose bitegerezwa gucishwa mu rwandiko. Urwo rwandiko rutegerezwa kwerekana ingingo y'amategeko vyisunze mu kwerekana imvo, igenekerezo, amazina y'umutegetsi abisaba, ico ajejwe hamwe n'umukono wiwe.

## Ingingo ya 110

Ibikorwa bikenewe mu gushira mu ngiro ivyasabwe mu kwikora ku mugwi w'abari mu Rwego FDNB bikorwa bicungerewe n'Uwutwara uwo Mugwi.

Mu kurangura imirimo yasabwe, uwutwara umugwi wikoze aguma avugana n'umutegetsi wo mu ntwaro yabisavye kandi akamumenyesha uburyo abona ko yokoresha, kiretse mu gihe atakundi vyogenda.

Umutegetsi wo mu ntwaro na we, ategerezwa gushikiriza Uwutwara umugwi wikoze inkuru zose zikenewe kugira barangure neza umurimo basabwe.

## Ingingo ya 111

Ibikorwa bijanye n'ukwikora ku basirikare birahagarikwa mu gihe umutegetsi wo mu ntwaro yari yabisavye amenyesheje biciye mu rwandiko umutegetsi yari ajejwe ishira mu ngiro ryavyo ko abihagaritse.

**Igice ca VII****Ivyerekeye akarangamutima, amategeko agenga akarangamutima k'umwuga n'amategeko yerekeye inyifato**

## Ingingo ya 112

Abari mu Rwego FDNB, bategerezwa, mu bihe vyose, kwama bagamburukira inzego zihari zisunzwe lbwirizwa Shingiro.

## Ingingo ya 113

Abari mu Rwego FDNB bakoresha uburenganzira bwabo bujanye n'ubwenegihugu kiretse ku vyo batemererwa n'amategeko kandi hatirengangijwe ko hari ivyo bategerezwa kwiyubara kubera umwuga wabo.

## Ingingo ya 114

Imico myiza ngenderwako y'umusirikare ishingiyeye ku kwitanga kandi ikaba yisunga akarangamutima k'igisirikare n'ukumenya neza umwuga w'igisirikare.

## Article 115

Tout membre de la FDNB doit, dans l'exercice de ses fonctions, observer les valeurs de discipline, d'intégrité, d'équité, d'impartialité, de responsabilité, de loyauté, de patriotisme, de fidélité, de courage, de dévouement et de respect des droits humains.

## Article 116

Dans l'exercice de ses fonctions en général, et dans l'utilisation de la Force en particulier, tout militaire doit:

- servir le pays avec patriotisme jusqu'au sacrifice suprême ;
- reconnaître et obéir l'autorité légale dans le strict respect de la loi ;
- respecter les coutumes et les mœurs burundaises ;
- respecter la dignité de la personne humaine en application des lois, traités et conventions internationaux auxquels le Burundi a souscrit et ratifiés.

## Article 117

Tout militaire doit se comporter de manière régulière et digne en vue de garder la confiance de la population et sauvegarder la bonne image de la FDNB.

## Article 118

Tout membre de la FDNB doit, en plus des obligations statutaires, s'abstenir de toute tentation ou acte de corruption, de toute activité contraire à l'éthique et à la morale, tels que le détournement des deniers publics, le favoritisme, le népotisme, la discrimination, le trafic d'influence et l'indiscrétion professionnelle.

## Article 119

Il est interdit à tout militaire de :

- adhérer à un parti politique ou à une association à caractère politique ;
- participer aux activités politiques et à toutes formes de manifestations ;
- porter préjudice aux intérêts d'un parti politique légalement constitué ;
- manifester sa préférence politique ;
- avantager de manière partisane les intérêts d'un parti politique ;
- fonder et s'affilier à un syndicat.

## Ingingo ya 115

Uwuri mu Rwego FDNB wese, mu kurangura imirimo ajejwe, ategerezwa kurangwa n'inyifato nziza, ukuba intungane, ukutagira nkunzi, ukutagira aho ahengamira, ukwitwararika, ukuyoboka inzego, ugukunda igihugu, ukudatirigana kw'ibanga, ubutwari, ukwihebera igihugu, n'ukwubahiriza agateka ka zina muntu.

## Ingingo ya 116

Mu kurangura amabanga ajejwe muri rusangi, na cane cane mu gihe akoresha inguvu, umusirikare ategerezwa:

- gukorera igihugu n'umutima wiwe wose kugeza aho acigura ;
- kwemera ubutegetsi bwemewe n'amategeko no kubugamburukira hubahirijwe amategeko ata gucisha impande;
- Kugendera imigenzo n'imico y'abarundi ;
- kwubahiriza agateka ka kiremwa muntu mu gushira mu ngiro amategeko, amasezerano mpuzamakungu Uburundi bwashizeko umukono n'ayo bwemeje.

## Ingingo ya 117

Umusirikare wese ategerezwa kugira inyifato ihuye n'amategeko kandi runtu kugira abanyagihugu bagume bamwizigiye no kugira Urwego FDNB rugumane ishusho nziza.

## Ingingo ya 118

Uwuri mu Rwego FDNB wese ategerezwa, uretse ivyo ategerejwe n'amategeko ngenderwako amugenga, kwirinda kugerageza canke kurya igiturire, igikorwa cose giteye kubiri n'akarangamutima n'imico myiza; nk'ukunyuruza amafaranga ya Reta, ukugira nkunzi, aka mwana wa marna, ugukumira, ukwitwaza ububasha afise n'ukutagumya amabanga y'akazi.

## Ingingo ya 119

Birabujijwe ku musirikare wese :

- kwinjira mu mugambwe canke mw'ishirahamwe rifise intumbero ya poritike ;
- kuja mu bikorwa vya poritike no mu myiyerekano iyo ari yo yose ;
- kubangamira inyungu z'umugambwe washinzwe hubahirijwe amategeko ;
- kwerekana ko hari iviyumviro vya poritike ashigikiye;
- kworohereza inyungu z'umugambwe kubera awushigikiye ;
- gushinga no kuja mw'ishirahamwe riharanira inyungu z'abakozi.

## Article 120

Tout manquement d'un militaire à ses obligations légales et réglementaires dans l'exercice ou en dehors de l'exercice de ses fonctions constitue une faute passible de sanction disciplinaire et/ou pénale.

## Article 121

La sanction disciplinaire varie suivant la gravité du manquement. Elle va de l'avertissement au renvoi ou à la révocation.

Les sanctions pénales sont prévues par le code pénal ainsi que d'autres dispositions pénales pertinentes.

## Article 122

Afin de promouvoir et harmoniser des relations saines entre les membres de la FDNB et les populations civiles, des programmes nationaux d'information et de communication, des travaux d'intérêt public et des activités sportives et culturelles sont conçus et mis-en œuvre de façon permanente par le Commandement.

**Chapitre VIII****Des dispositions particulières et finales**

## Article 123

Le service et le personnel de l'Aumonerie Militaire sont régis par un statut spécifique.

## Article 124

La FDNB peut employer des cadres et agents civils détachés ou recrutés en fonction de leurs qualifications et du besoin. Ils sont régis par des statuts spécifiques ou des contrats.

## Article 125

Le personnel de réserve est constitué de citoyens ayant bénéficié d'un encadrement patriotique à cet effet par la FDNB et d'anciens militaires de carrière pour une durée maximum de deux ans après l'âge limite de retraite.

Il est régi par un décret.

## Article 126

Le Commandant en Chef peut mobiliser les réservistes en temps de guerre pour renforcer la FDNB sur le territoire national.

## Article 127

Les réservistes ont un statut militaire au moment où ils sont mobilisés en vertu de l'article précédent. Ils servent au titre de leur contrat d'engagement.

## Ingingo ya 120

Umusirikare arenze mu buryo ubwo ari bwo bwose ku vyo ategerejwe bitegekanijwe n'amabwirizwa n'amategeko mu gihe ariko arangura imirimo ajejwe canke mu bindi bihe, aba akoze ikosa rihanishwa ibihano bijanye n'inyifato mu kazi hamwe canke n'ibihano mpanavyaha.

## Ingingo 121

Igihano kijanye n'inyifato mu kazi kivana n'uburemere bw'ikosa ryakozwe. Ica gihano kikava ku kugabishwa gushika kwirukanwa canke kwirukanwa burundu mu gisirikare.

Ibihano mpanavyaha bitegekanijwe n'igitabu c'amategeko mpanavyaha hamwe n'izindi ingingo mpanavyaha zivyerekeye.

## Ingingo ya 122

Mu ntumbero yo gutuma haba imigenderanire myiza hagati y'abari mu Rwego FDNB n'abandi banyagihugu, ubutegetsi bw'urwo Rwego bwama butunganya kandi bugashira mu ngiro imigambi y'igihugu y'ukumenyeshya n'uguhanahana amakuru, iyijanye n'ibikorwa vy'ineza ya base n'ibikorwa vyerekeye inkino n'imico kama.

**Igice ca VIII****Ingingo zidasanzwe, iz'imfatakibanza n'izisozera**

## Ingingo ya 123

Igisata n'abakozi vy'abibutsamana mu gisirikare bigengwa n'amategeko vyisangije.

## Ingingo ya 124

Urwego FDNB rurashobora gukoresha abakozi bakurubakuru n'abakozi batoyi atari abasirikare baba barahagaritse akandi kazi ka Reta baba barimwo canke bakinjizwa muri ako kazi hafatiwe ku vyo bigiye no ku bikenewe. Bagengwa n'amategeko bisangije canke amasezerano y'akazi.

## Ingingo ya 125

Umugwi w'abashobora gutumwako gufasha ugizwe n'abenegihugu bigishijwe n'Urwego FDNB ivy'igisirikare kugira bashobore kurangura ico gikorwa hamwe n'abahoze ari abasirikare mu kiringo kitarenza imyaka ibiri umuntu amaze gukukuruka.

Uwo mugwi ugengwa n'itegeko ry'Umukuru w'Igihugu.

## Ingingo ya 126

Kizigenza mu ntwaremiheto arashobora gutumako abashobora gutumwako gufasha mu gisirikare mu gihe c'intambara kugira bunganire Urwego FDNB ku gataka k'Uburundi.

## Ingingo ya 127

Abashobora gutumwako gufasha mu gisirikare bafatwa nk'abasirikare mu gihe baba batumweko hisunzwe ingingo ihejeje kuvugwa. Barangura umurimo batumiweko hisunzwe amasezerano

## Article 128

Toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi organique sont abrogées.

## Article 129

La présente loi organique entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Fait à Gitega, le 27 juin 2022

Evariste NDAYISHIMIYE (sé)

Par le Président de la République

Vu et Scellé du Sceau de la République,

Le Ministre de la Justice

Domine BANYANKIMBONA (sé)

bagiraniye n'Urwego FDNB.

## Ingingo ya 128

Ingingo zose zahahora ziteye kubiri n'iri bwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro zirafuswe.

## Ingingo ya 129

Iri bwirizwa ryunganira Ibwirizwa Shingiro ritangura gushirwa mu ngiro umunsi ritangarijweko.

Bigiriwe i Gitega, ku wa 27 Ruheshi 2022

NDAYISHIMIYE Evariste (sé)

Ku bw'Umukuru w'Igihugu,

Bibonywe kandi Bishizweko Ikimangu ca Repuburika

Umushikiranjanji w'Ubutungane

Banyankimbona Domine (sé)

**DECRET N°100/072 DU 16/6/2022 PORTANT  
NOMINATION DE CERTAINS MEMBRES  
DE LA COMMISSION NATIONALE  
INDEPENDANTE DES DROITS DE  
L'HOMME**

Le Président de la République,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la Loi n°1/04 du 05 janvier 2011 portant Création de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme;

Vu le Décret n°100/007 du 28 juin 2020 portant Révision du Décret n°100/037 du 19 avril 2018 portant Structure, Fonctionnement et Missions du Gouvernement de la République du Burundi;

Après élection des Membres de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme par l'Assemblée Nationale dans sa séance plénière du 10

juin 2022 ;

Décète

## Article 1

Sont nommés Membres de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme:

- Monsieur Gilbert Bécaud NJANGWA ;
- Madame Chantal NIYONKURU.

## Article 2

Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

## Article 3

Le présent décret entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Gitega, le 16/6/2022

Evariste NDAYISHIMIYE (sé)

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

**DECRET N°100/073 DU 27/6/2022 PORTANT  
NOMINATION DE CERTAINS MEMBRES  
DU CONSEIL NATIONAL POUR L'UNITE  
ET LA RECONCILIATION**

Le Président de la République,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la Charte de l'Unité Nationale au Burundi adoptée par Référendum le 5 février 1991 ;

Vu la Loi Organique n°1/21 du 16 octobre 2017 portant Missions, Mandat, Organisation et Fonctionnement du Conseil National pour l'Unité Nationale et la Réconciliation;

Vu la Loi n°1/017 du 01 décembre 2000 portant Adoption de l'Accord d' Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi;

Vu les Accords de Cessez-le-feu ;

Décète:

## Article 1

Sont nommés Membres du Conseil National pour l'Unité et la Réconciliation pour un mandat de 4ans:

- Monsieur Anicet NIYONKURU, en remplacement de Monsieur Alphonse BAZONYICA;
- Ambassadeur Rose NTAWÉ, en remplacement de Monsieur Zénon BIGIRIMANA.

## Article 2

Sont nommés Membres du Conseil National pour l'Unité et la Réconciliation pour un mandat de 3ans :

- Madame Médiatrice BIZABISHAKA ;
- Monsieur Jean Marie NDAYIHEREJE, en remplacement de Monsieur Adolphe RUKENKANYA.

Article 3

Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Article 4

Le présent décret entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Gitega, le 27/6/2022

Evariste NDAYISHIMIYE (sé)

Par le Président de la République,

Le Premier Ministre,

Alain-Guillaume BUNYONI (sé)

Général de Police.

**DECRET N°100/074 DU 27/6/2022 PORTANT  
NOMINATION D'UN CHARGE DE  
MISSIONS A LA PRESIDENCE DE LA  
REPUBLIQUE**

Le Président de la République,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la Loi n°1/09 du 17 mars 2005 portant Distinction des Fonctions Politiques des Fonctions Techniques ;

Vu la Loi n°1/09 du 13 novembre 2020 portant Modification de la Loi n°1/08 du 28 avril 2011 portant Organisation Générale de l'Administration Publique ;

Vu le Décret n°100/007 du 28 juin 2020 portant Révision du Décret n°100/037 du 19 avril 2018 portant Structure, Fonctionnement et Missions du Gouvernement de la République du Burundi;

Vu le Décret n°100/236 du 12 octobre 2021 portant

Révision du Décret n°100/063 du 22 septembre 2020 portant Réorganisation des Services de la Présidence de la République du Burundi ;

Décrète

Article 1

Est nommé Chargé de Missions :

- Ambassadeur Libérat MFUMUKEKO.

Article 2

Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Article 3

Le présent décret entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Gitega, le 27/6/2022,

Evariste NDAYISHIMIYE (sé)

Par le Président de la République,

**DECRET N°100/075 DU 27/6/2022 PORTANT  
NOMINATION DE CERTAINS MEMBRES  
DU CONSEIL SUPERIEUR DE LA  
MAGISTRATURE**

Le Président de la République,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la Loi Organique n°1/02 du 23 janvier 2021 portant Modification de la Loi Organique n°1/13 du 12 juin 2019 portant Organisation et Fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature ;

Vu la Loi n°1/001 du 29 février 2000 portant Réforme du Statut des Magistrats ;

Vu la Loi n°1/08 du 17 mars 2005 portant Code de l'Organisation et de la Compétence Judiciaires ;

Vu le Décret n°100/007 du 28 juin 2020 portant Révision du Décret n°100/037 du 19 avril 2018 portant Structure, Fonctionnement et Missions du Gouvernement de la République du Burundi ;

Vu le Décret n°100/119 du 18 décembre 2020 portant Missions et Organisation du Ministère de la Justice ;

Sur proposition du Ministre de la Justice;

Après approbation du Sénat ;

Décète

Article 1

Sont nommés Membres du Conseil Supérieur de la Magistrature :

- Madame Consolatie NDAYIKENGURUKIYE ;
- Madame Elisabeth KABURA;
- Maitre Fabien SEGATWA.

Article 2

Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Article 3

Le Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Gitega, le 27/6/2022

Evariste NDAYISHIMIYE (sé)

Par le Président de la République,

Le Premier Ministre,

Alain-Guillaume BUNYONI (sé)

Général de Police.

Le Ministre de la Justice

Domine BANYANKIMBONA (sé)

**DECRET N°100/076 DU 27/6/2022 PORTANT  
MISE EN RETRAITE ANTICIPEE D'UN  
OFFICIER DE LA POLICE NATIONALE DU  
BURUNDI**

Le Président de la République,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;  
Vu la Loi Organique n°1/27 du 09 décembre 2021 portant Modification de la Loi Organique n°1/03 du 20 février 2017 portant Missions, Organisation, Composition et Fonctionnement de la Police Nationale du Burundi ;  
Vu la Loi n°1/02 du 17 janvier 2022 portant Modification de la Loi n°1/18 du 31 décembre 2010 portant Statut des Officiers de la Police Nationale du Burundi ;  
Vu le Décret n°100/007 du 28 juin 2020 portant Révision du Décret n°100/03 7 du 19 avril 2018 portant Structure, Fonctionnement et Missions du Gouvernement de la République du Burundi ;  
Vu le Décret n°100/176 du 21 juillet 2021 portant Modification du Décret n°100/082 du 12 octobre 2020 portant Missions, Organisation et Fonctionnement du Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique ;  
Vu le dossier administratif et personnel de l'intéressé ;  
Sur proposition du Ministre de l'Intérieur, du

Développement Communautaire et de la Sécurité Publique ;

Décrète:

Article 1

Est mis en retraite anticipée pour des raisons de convenance personnelle, l'Officier de Police dont le grade, nom, prénom et matricule suivent :

**Major de Police NDAYISENGA Pierre Claver, OPN 1106 de la matricule.**

Article 2

Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Article 3

Le Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Gitega, le 27/6/2022

Evariste NDAYISHIMIYE (sé)

Par le Président de la République,

Le Premier Ministre,

Alain-Guillaume BUNYONI (sé)

Général de Police.

Gervais NDIRAKOBUCA (sé)

Lieutenant Général de Police.

**DECRET N°100/077 DU 27/6/2022 PORTANT  
DESTITUTION DU CONSEILLER DU  
GOUVERNEUR EN PROVINCE DE  
RUMONGE**

Le Président de la République,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;  
Vu la Loi n°1/09 du 17 mars 2005 portant Distinction des Fonctions Politiques des Fonctions Techniques ;  
Vu la Loi n°1/09 du 13 novembre 2020 portant Modification de la Loi n°1/08 du 28 avril 2011 portant Organisation Générale de l'Administration Publique ;  
Vu le Décret n°100/007 du 28 juin 2020 portant Révision du Décret n°100/03 7 du 19 avril 2018 portant Structure, Fonctionnement et Missions du Gouvernement de la République du Burundi ;  
Vu le Décret n°100/175 du 21 juillet 2021 portant Nomination d'un Conseiller du Gouverneur en Province de Rumonge ;  
Vu le Décret n°100/176 du 21 juillet 2021 portant Modification du Décret n°100/082 du 12 octobre 2020 portant Missions, Organisation et

Fonctionnement du Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique ;

Considérant que les actes de l'intéressé risquent de compromettre l'économie du pays et créent le climat de méfiance entre les administratifs et la population ;

Sur proposition du Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique ;

Décrète

Article 1

Est destitué de ses fonctions de Conseiller chargé du Développement en province de Rumonge :

**Monsieur Gilbert HORUGAVVE.**

Article 2

Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Article 3

Le Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Gitega, le 27/6/2022  
 Evariste NDAYISHIMIYE (sé)  
 Par le Président de la République,  
 Le Premier Ministre,  
 Alain-Guillaume BUNYONI (sé)  
 Le Ministre de l'Intérieur, du

Développement Communautaire  
 Et de la Sécurité Publique,  
 Gervais NDIRAKOBUCA (sé)  
 Lieutenant Général de Police.

---



---

## B. SOCIETES COMMERCIALES

---



---

### CRDB BANK BURUNDI S.A

#### PUBLICATION DES ETATS FINANCIERS EN VERTU DE LA CIRCULAIRE N°24/2019

#### RATIOS DE SOLVABILITE ET DE LEVIER

#### PERIODE : MARS 2022

Eléments	Pourcentage	Normes réglementaires minimal	Normes réglementaires minimal avec volant de conservation de 2,6%
Ratio de solvabilité de base du noyau dur	21,1%	8,5%	11,0%
Ratio de solvabilité de base	26,9%	10,0%	12,5%
Ratio de solvabilité global	27,3%	12,0%	14,5%
Ratio de levier	7,6%	5,0%	5,0%

Cet extrait provient des états financiers pour la période de Mars 2022, préparés dans le respect des normes IFRS et approuvés par le Conseil d'Administration le 18 mai 2022.

Ménard BUCUMI (sé)  
 Administrateur Général Adjoint  
 Fredrick SIWALE (sé)  
 Administrateur Directeur Général

#### ACTE DE DEPOT AU RANG DES MINUTES

L'an deux mille vingt-deux, le neuvième jour du mois de juin, devant Nous, Maître NTIBANGANA Jocelyne, Notaire à Bujumbura, 31, Boulevard de l'Uprona, ont comparu :

Monsieur Fredrick SIWALE, Administrateur Directeur Général et Monsieur Ménard BUCUMI, Directeur Général Adjoint

En présence de Messieurs NDUWIMANA Révérien et NIMPAGARITSE Didace; témoins instrumentaires à ce requis et réunissant les conditions exigées par la loi ;

Lesquels comparants nous ont requis de recevoir au rang des minutes de notre Office Notarial, pour qu'il en soit délivré tous extraits, grosses et expéditions l'original d'un acte sous seing privé portant la date du trente un mars deux mille vingt-deux et un comportant huit feuillets dont la teneur peut être ainsi résumée :

« **PUBLICATION DES ETATS FINANCIERS EN VERTU DE LA CIRCULAIRE N°24/2019** »

Lecture dudit acte faite par Nous, les comparants Nous ont déclaré qu'il renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi, Nous avons apposé Notre sceau et Notre signature, ainsi que les références du présent acte de dépôt, sur chacun des feuillets de l'acte déposé, puis avons annexé ce dernier au présent acte qui a été signé par Nous, par les comparants et par les témoins et revêtu du sceau de Notre Office.

Dont acte sur deux feuillets.

#### LES COMPARANTS

Monsieur Fredrick SIWALE (sé),  
 Administrateur Directeur Général  
 Monsieur Ménard BUCUMI,  
 Directeur Général Adjoint

#### LES TEMOINS

Mr NDUWIMANA Révérien (sé)  
 Mr NIMPAGARITSE Didace (sé)  
 Le Notaire (sé)

## CRDB BANK BURUNDI S.A

PUBLICATION DES ETATS FINANCIERS EN VERTU DE LA CIRCULAIRE N0.24/2019

## BILAN

## RUBRIQUE: ACTIF

PERIODE : DECEMBRE 2021

Intitulés	Numéro de référence de la note explicative	Montant en milliers de BIF	
		DECEMBRE 2021	DECEMBRE 2020
<b>Classe 1 : Comptes de trésorerie et d'opérations avec les banques et assimilées</b>		<b>106 236 428</b>	<b>23 235 376</b>
10 - Valeurs en caisse	1	5 792 283	3 518 564
11 - Banque de la République du Burundi	2	12 946 422	12 890 274
13 - Comptes ordinaires des banques et assimilés	3	23 255 415	622 507
14 - Valeurs reçues en pension, prêts et autres comptes débiteurs	4	64 242 307	6 204 031
16- Opérations internes au réseau doté d'un organe central		-	-
17- Opérations avec le siège, les succursales et les agences à l'étranger		-	-
18 - Valeurs à recevoir (banques et assimilées)		-	-
19 - Créances dépréciées nettes des dépréciations (banques et assimilées)		-	-
		-	-
<b>Classe 2 : Comptes d'opérations avec la clientèle</b>		<b>186 140 086</b>	<b>126 023 051</b>
20 - Comptes à vue et comptes débiteurs de la clientèle			
21 - Crédits de trésorerie	5	10 564 737	6 959 639
22 - Crédits à l'équipement	6	170 960 449	116 772 822
23 - Crédits à la consommation	7	82 097	85 667
24 - Crédits immobiliers	8	4 103 380	2 142 455
25 - Contrats de location-financement	9		
27 - Autres opérations avec la clientèle		-	-
28 - Valeurs à recevoir (clientèle)		-	-
29 - Créances dépréciées nettes des dépréciations (clientèle)	10	429 423	62 468
<b>Classe 3 : Comptes d'instruments financiers et divers</b>		<b>180 803 214</b>	<b>133 433 142</b>
30 - Placements financiers nets des dépréciations	11	175 913 865	127 090 416
32 - Débiteurs divers	12	471 002	521 589
34 - Comptes de régularisation	13	3 957 931	5 182 935
36 - Valeurs et emplois divers nets	14	460 416	638 203
37 - Impôt sur les bénéfices		-	-
		-	-
<b>Classe 4 : Comptes de valeurs immobilisées nets</b>		<b>11 434 270</b>	<b>10 716 945</b>
40 - Immobilisations incorporelles nettes	15	830 489	663 132
41 - Immobilisations corporelles nettes	16	10 503 781	9 953 813
42 - Immeubles de placement nets		-	-

46 - Titres de participation, de filiales et emplois assimilés nets	17	100 000	100 000
<b>TOTAL Actif</b>		<b>484 613 998</b>	<b>293 408 515</b>

Cet extrait provient des états financiers pour l'exercice 2021, préparés dans le respect des normes IFRS, audités par le Cabinet d'Audit FenRaj Conseil s.a et approuvés par le Conseil d'Administration le 25 Mars 2021.

Fredrick L. SIWALE (sé),  
Administrateur Directeur Général

Ernest NGENDAKUMANA (sé)  
Administrateur Directeur Général Adjoint a.i

**CRDB BANK BURUNDI S.A**  
**PUBLICATION DES ETATS FINANCIERS EN VERTU DE LA**  
**CIRCULAIRE N0.24/2019**

**BILAN**

**RUBRIQUE: PASSIF**

**PERIODE : DECEMBRE 2021**

	Numéro de référence de la note explicative	Montant en milliers de BIF	
		DECEMBRE 2021	DECEMBRE 2020
<b>Classe 1 : Comptes de trésorerie et d'opérations avec les banques et assimilées</b>		<b>168 159 023</b>	<b>101 691 277</b>
11 - Banque de la République du Burundi	18	8 100 000	
13 - Comptes ordinaires des banques et assimilés	19	34 507 151	6 887 228
15 - Valeurs données en pension, emprunts et autres comptes créditeurs	20	125 551 872	94 804 049
16- Opérations internes au réseau doté d'un organe central			
17- Opérations avec le siège, les succursales et les agences à l'étranger			
18 - Valeurs à payer (banques et assimilées)			
<b>Classe 2 : Comptes d'opérations avec la clientèle</b>		<b>267 250 076</b>	<b>154 107 965</b>
20 - Comptes à vue et comptes créditeurs de la clientèle	21	267 003 697	154 005 061
27 - Autres opérations avec la clientèle			
28 - Valeurs à payer (clientèle)	22	246 379	102 904
<b>Classe 3 : Comptes d'instruments financiers et divers</b>		<b>6 442 843</b>	<b>3 261 674</b>
30 – Placements financiers			
31 - Dettes représentées par un titre			
33 - Crédoeurs divers	23		184 419
34 - Comptes de régularisation	24	6 442 843	3 077 254
37 - Impôt sur les bénéfices			

<b>Classe 5 : Comptes de provisions pour risques et charges et de capitaux propres et assimilés</b>		<b>42 762 056</b>	<b>34 347 600</b>
50 - Provisions pour risque de crédit inscrites au passif	25	787 064	489 081
51- Provisions pour risques et charges (hors risque de crédit )	26	1 822 242	1 412 855
53 - Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie			
54 - Dettes subordonnées			
56 - Gains ou pertes latents ou différés	27		
57 - Primes liées au capital, réserves	28	9 571 537	3 537 446
58 - Capital	29	19 625 000	19 625 000
59 - Résultat net de l'exercice (avec signe négatif en cas de perte)	30	10 956 213	9 283 218
<b>Total Passif</b>		<b>484 613 998</b>	<b>293 408 515</b>

Cet extrait provient des états financiers pour l'exercice 2021, préparés dans le respect des normes IFRS, audités par le Cabinet d'Audit FenRaj Conseil s.a et approuvés par le Conseil d'Administration le 25 Mars 2021.

Fredrick L. SIWALE (sé),  
Administrateur Directeur Général  
Ernest NGENDAKUMANA (sé)  
Administrateur Directeur Général Adjoint a.i.

**CRDB BANK BURUNDI S.A**  
**PUBLICATION DES ETATS FINANCIERS EN VERTU DE LA CIRCULAIRE N0.24/2019**

**ETAT DU RESULTAT GLOBAL**  
**PERIODE : DECEMBRE 2021**

<b>Produits</b>	<b>Numéro de référence de la note explicative</b>	<b>Montant en milliers de BIF</b>	
		<b>DECEMBRE 2021</b>	<b>DECEMBRE 2020</b>
70 - Produits sur opérations avec les banques et assimilées	31	14 531 768	12 931 367
71 - Produits sur opérations avec la clientèle	32	17 739 516	14 997 986
72 - Produits sur opérations sur instruments financiers	33	2 147 720	2 380 101
74 - Commissions sur prestations de service	34	2 101 100	1 885 886
75 - Produits accessoires à l'activité bancaire		-	-
77 - Gains sur risque de crédit		-	-
78 - Gains sur actifs immobilisés		-	-

79 – Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
A. Total Produits		36 520 104	32 195 340

Charges			
60 - Charges sur opérations avec les banques et assimilées	35	6 435 759	6 422 858
61 - Charges sur opérations avec la clientèle	36	5 793 413	4 369 737
62 - Charges sur opérations sur instruments financiers	37	158 106	78 677,4
64 - Commissions sur prestations de service		-	-
65 - Charges accessoires à l'activité bancaire	38	642 971	581 068,97
66 - Charges générales d'exploitation	39	11 623 877	10 105 950
67 - Pertes sur risque de crédit	40	132 568	475 595
68 - Pertes sur actifs immobilisés	41	234 863	189 353
69 - Impôts sur les bénéfices	42	807 470	688 882
B.Total charges		25 563 892	22 912 122
C. RESULTAT NET (A-B)		10 956 213	9 283 218

Autres éléments de résultat Global			
81 - Gains ou pertes latents ou différés			
85 - Ajustements de reclassement			
89 - Impôts sur les autres éléments de résultat global			
D. Total Autres éléments de résultat Global			
E. TOTAL DU RESULTAT GLOBAL (C+D)		10 956 213	9 283 218

Cet extrait provient des états financiers pour l'exercice 2021, préparés dans le respect des normes IFRS, audités par le Cabinet d'Audit FenRaj Conseil s.a et approuvés par le Conseil d'Administration le 25 Mars 2021.

Fredrick L. SIWALE (sé),  
Administrateur Directeur Général

Ernest NGENDAKUMANA (sé)  
Administrateur Directeur Général Adjoint a.i.

## CRDB BANK BURUNDI S.A

PUBLICATION DES ETATS FINANCIERS EN VERTU DE LA CIRCULAIRE N0.24/2019

## ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE

PERIODE : DECEMBRE 2021

		Montant en milliers de BIF	
	Numéro de référence de la note explicative	DECEMBRE 2021	DECEMBRE 2020
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>11 763 682</b>	<b>9 972 100</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		890 185	792 434
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		205 426	858 115
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
Perte nette ou gain net des activités d'investissement			
Produits ou charges des activités de financement			
Autres mouvements			
<i>Éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant Impôts et des autres ajustements</i>			
Flux liés aux opérations avec les banques et assimilées			
Flux liés aux opérations avec la clientèle			
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers			
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers			
-Impôts versés			
<i>Diminution ou augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</i>		<b>6 385 466</b>	<b>(19 066 031)</b>
<b>Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)</b>		<b>(1 429 687)</b>	<b>(3 165 436)</b>
Flux liés aux actifs financiers et aux participations			
Flux liés aux immeubles de placement			
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(1 429 687)	(3 165 436)
<b>Total Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)</b>		<b>25 721 547</b>	<b>-</b>

Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires			
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		25 721 547	
<b>Total Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)</b>		<b>25 721 547</b>	<b>35 936 705</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>			
<b>Augmentation ou diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)</b>		<b>50 013 406</b>	<b>32 771 269</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture (E)</b>		<b>22 920 392</b>	<b>(2 407 496)</b>
Caisse, banques centrales (actif et passif)		16 408 838	16 878 433
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des banques et assimilées (actif et passif)		6 511 554	(19 285 929)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture (F)</b>		<b>66 457 011</b>	<b>22 920 392</b>
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)		18 738 706	16 408 838
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des banques et assimilées (actif et passif)		47 718 305	6 511 554
<b>Variation de la trésorerie nette (G)= F-E</b>		<b>43 536 619</b>	<b>25 327 888</b>

Cet extrait provient des états financiers pour l'exercice 2021, préparés dans le respect des normes IFRS, audités par le Cabinet d'Audit FenRaj Conseil s.a et approuvés par le Conseil d'Administration le 25 Mars 2021.

Fredrick L. SIWALE (sé),  
Administrateur Directeur Général

Ernest NGENDAKUMANA (sé)  
Administrateur Directeur Général Adjoint a.i.

## CRDB BANK BURUNDI S.A

PUBLICATION DES ETATS FINANCIERS EN VERTU DE LA CIRCULAIRE N0.24/2019

## ÉTAT DE VARIATION DE CAPITAUX PROPRES

PERIODE : DECEMBRE 2021

	Numéro de référence de la note explicative	Montant en milliers de BIF					
		Capital	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Gains latents	Résultat net	Total
		1	2	3	4	5	6
<b>Capitaux propres clôture 2019</b>		19 625 000	3 312 765	(7 281 199)	-	9 859 146	25 515 712
Changement de méthodes comptables ou correction d'erreurs							
<b>Capitaux propres d'ouverture 2020</b>		19 625 000	3 312 765	(7 281 199)	-	9 859 146	25 515 712
<b>Affectation du résultat 2019</b>							-
Dividendes, primes de bilan, tantièmes						(1 783 404)	(1 783 404)
Augmentation de capital							-
Incorporation des réserves			3 249 126	(3 249 126)			-
Résultat net de l'exercice				470 944			470 944
<b>Sous-total : Transactions entre actionnaires</b>						9 283 218	9 283 218
<b>Autres éléments du résultat global :</b>		19 625 000	3 249 126	-2 778 182	0	7 499 814	33 486 470
Gains ou pertes latents sur actifs disponibles à la vente							-
Écarts de réévaluation des immobilisations							-
Immobilisations							-
Autres							-

<b>Capitaux propres clôture 2020</b>		<b>19 625 000</b>	<b>3 249 126</b>	<b>(2 778 182)</b>	<b>-</b>	<b>7 499 814</b>	<b>33 486 470</b>
Changement de méthodes comptables ou correction d'erreurs							
<b>Capitaux propres ouverture 2021</b>		<b>19 625 000</b>	<b>3 249 126</b>	<b>(2 778 182)</b>	<b>-</b>	<b>7 499 814</b>	<b>33 486 470</b>
<b>Affectation du résultat 2020</b>							<b>-</b>
Dividendes, primes de bilan, tantièmes versés			(3 249 126)				(3 249 126)
Augmentation de capital							-
Incorporation des réserves			(3 834 674)	3 834 674			-
Autres						(240 198)	(240 198)
Résultat net de l'exercice						10 956 213	<b>10 956 213</b>
<b>Sous-total : Transactions entre actionnaires</b>		<b>19 625 000</b>	<b>-3 834 675</b>	<b>1 056 492</b>	<b>-</b>	<b>18 215 828</b>	<b>40 953 358</b>
<b>Autres éléments du résultat global :</b>							<b>-</b>
Gains ou pertes latents sur actifs disponibles à la vente							-
Écarts de réévaluation des immobilisations							-
Autres							-
<b>Capitaux propres clôture 2021</b>		<b>19 625 000</b>	<b>-3 834 675</b>	<b>1 056 492</b>	<b>-</b>	<b>18 215 828</b>	<b>40 953 358</b>

Cet extrait provient des états financiers pour l'exercice 2021, préparés dans le respect des normes IFRS, audités par le Cabinet d'Audit FenRaj Conseil s.a et approuvés par le Conseil d'Administration le 25 Mars 2021.

Fredrick L. SIWALE (sé),  
Administrateur Directeur Général

Ernest NGENDAKUMANA (sé)  
Administrateur Directeur Général Adjoint a.i

**CRDB BANK BURUNDI  
S.A**

**PUBLICATION DES ETATS FINANCIERS EN VERTU DE LA CIRCULAIRE N0.24/2019**

**RATIOS DE SOLVABILITE ET DE LEVIER  
PERIODE : DECEMBRE 2021**

Eléments	Pourcentage	Normes réglementaires minimales	Normes réglementaires minimales avec volant de conservation de 2,5 %
Ratio de solvabilité de base du noyau dur	20,9%	8,5%	11,0%
Ratio de solvabilité de base	24,4%	10,0%	12,5%
Ratio de solvabilité global	24,9%	12,0%	14,5%
Ratio de levier	7,0%	5,0%	5,0%

Cet extrait provient des états financiers pour l'exercice 2021, préparés dans le respect des normes IFRS, audités par le Cabinet d'Audit FenRaj Conseil s.a et approuvés par le Conseil d'Administration le 25 Mars 2021.

Fredrick L. SIWALE (sé),  
Administrateur Directeur Général

Ernest NGENDAKUMANA (sé)  
Administrateur Directeur Général Adjoint a.i.

**NOTES EXPLICATIVES DES  
ELEMENTS D'ACTIF**

<b>1 Valeur en caisse</b>	<b>DECEMBRE 2021</b>	<b>DECEMBRE 2020</b>
Billets et monnaie burundaises	3 012 485	1 970 134
Billets et monnaie étrangers	2 779 798	1 548 430
	<b>5 792 283</b>	<b>3 518 564</b>
<b>2 Banque de la République du Burundi</b>		
Compte ordinaire en BIF	6 321 757	10 863 880
Compte ordinaire en devises	6 624 665	2 026 394
	<b>12 946 422</b>	<b>12 890 274</b>
<b>3 Comptes ordinaires des banques et assimilés</b>		
Comptes ordinaires des banques au Burundi	3 450	3 450
Comptes ordinaires des banques à l'étranger	23 251 965	619 057
	<b>23 255 415</b>	<b>622 507</b>

**4 Valeurs reçues en pension, prêts et autres comptes débiteurs**

Prêts de trésorerie à terme	55 970 000	-
Prêts financiers	8 204 109	6 165 626
intérêts courus à recevoir	68 198	38 405
	<b>64 242 307</b>	<b>6 204 031</b>

**5 Crédits de trésorerie**

213 - Crédits à l'exportation	-	-
214 - Crédits de campagne et de financement de stocks	8 411 125	6 226 728,44
215 - Crédits de financement de marchés	895 707	323 710,41
217 - Autres crédits de trésorerie	1 104 824	409 200
219 - Intérêts courus à recevoir	153 081	-
	<b>10 564 737</b>	<b>6 959 639</b>

**6 Crédits à l'équipement**

222 - Crédits à l'équipement aux entreprises	50 674 380	7 150 437
223 - Crédits à l'équipement aux collectivités locales	-	69 419 444
226 - Autres crédits à l'équipement	117 376 168	37 373 164
229 - Intérêts courus à recevoir	2 909 901	2 829 777
	<b>170 960 449</b>	<b>116 772 822</b>

**7 Crédits à la consommation**

231 - Crédits à la consommation affectés	3 870	58 104
235 - Crédits à la consommation non affectés	74 431	24 250
239 - Intérêts courus à recevoir	3 796	3 313
	<b>82 097</b>	<b>85 667</b>

**8 Crédits immobiliers**

241 - Crédits à l'habitat	4 093 649	2 142 455
249 - Intérêts courus à recevoir	9 731	
	<b>4 103 380</b>	<b>2 142 455</b>

**9 Contrats de location-financement**

Contrats de location-financement sur biens immobiliers	-	-
	<b>-</b>	<b>-</b>

**10 Créances dépréciées nettes des dépréciations (clientèle)**

Créances pré-douteuse	261 647	38 518
Créances douteuse	440 211	63 308
Créances compromises	157 607	821 235
Dépréciation des créances (clientèle)	- 430 042	- 860 593
	<b>429 423</b>	<b>62 468</b>

**11 Placements financiers nets des dépréciations**

Bons du Trésor	17 674 895	106 998 858
Intérêts courus à recevoir	3 740 273	17 262 333
Titres du Trésor	154 498 697	2 829 225
	<b>175 913 865</b>	<b>127 090 416</b>

**12 Débiteurs divers**

Sommes dues par l'Etat	471 002	510 374
Divers autres débiteurs	-	11 215
	<b>471 002</b>	<b>521 589</b>

**13 Comptes de régularisation**

Produits à recevoir et charges constatées d'avance	2 906 948	3 062 045
Autres comptes de régularisation	1 050 983	2 120 891
	<b>3 957 931</b>	<b>5 182 936</b>

**14 Valeurs et emplois divers nets**

Autres Valeurs et emplois divers	3 045 782	1 724 582
Dépréciations des valeurs et emplois divers	- 2 585 366	- 1 086 379
	<b>460 416</b>	<b>638 203</b>

**15 Immobilisations incorporelles nettes**

Actifs immobilisés	3 267 325	2 764 222
Amortissements des immobilisations incorporelles	- 2 436 836	- 2 679 930
	<b>830 489</b>	<b>663 132</b>

**16 Immobilisations corporelles nettes**

Terrains et constructions	9 234 448	9 044 794
Travaux en cours	325 410	136 848
Véhicules	914 550	664 071
Mobiliers de bureau	1 503 987	1 446 763

Meubles et aménagements	325 880	302 201
Equipements informatiques	664 747	578 840
Equipements monétiques (DAB)	412 684	408 391
Amortissements des immobilisations corporelles	- 2 877 925	- 2 049 255
	<b>10 503 781</b>	<b>9 953 813</b>

#### 17 Titres de participation, de filiales et emplois assimilés

Titres de participation dans des entreprises associées	100 000	100 000
	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>

#### NOTES EXPLICATIVES D'ELEMENTS DU PASSIF

#### 18 Banque de la République du Burundi **DECEMBRE 2021** **DECEMBRE 2020**

Banque de la République du Burundi- Compte de refinancement	8 100 000	-
	<b>8 100 000</b>	<b>-</b>

#### 19 Comptes ordinaires des banques et assimilés

Comptes ordinaires des banques au Burundi	5 762	
Comptes ordinaires des établissements financiers au Burundi	183 697	242 770
Comptes ordinaires des établissements de microfinance au Burundi	5 628 936	3 226 309
Comptes ordinaires des banques centrales, des banques et établissements financiers	28 688 756	3 418 149
Intérêts courus	-	-
	<b>34 507 151</b>	<b>6 887 228</b>

#### 20 Valeurs données en pension, emprunts et autres comptes créditeurs

Emprunts financiers	108 542 030	84 487 644
Autres comptes créditeurs	13 797 034	7 832 609
intérêts courus	3 212 808	2 483 797
	<b>125 551 872</b>	<b>94 804 049</b>

#### 21 Comptes à vue et comptes créditeurs de la clientèle

Comptes à vue	196 847 325	95 158 663
Comptes d'épargne	39 375 638	27 076 978
Depôts et comptes à terme	30 076 342	31 033 210
intérêts courus	704 392	736 210
	<b>267 003 697</b>	<b>154 005 061</b>

**22 Valeurs à payer (clientèle)**

Chambre de compensation	246 379	102 904
	<b>246 379</b>	<b>102 904</b>

**23 Créiteurs divers**

Divers autres créiteurs	-	184 419
	-	<b>184 419</b>

**24 Comptes de régularisation**

Charges à payer et produits constatés d'avance	2 673 466	2 477 762
Comptes de liaison entre siège, succursales, et agences au Burundi	3 769 377	599 492
Autres comptes de régularisation	-	-
	<b>6 442 843</b>	<b>3 077 254</b>

**25 Provisions pour risque de crédits inscrites au passif**

Provisions pour créances saines et à surveiller	787 064	489 081
	<b>787 064</b>	<b>489 081</b>

**26 Provisions pour risques et charges (hors risque de crédit )**

Provisions pour pensions de retraite et autres avantages au personnel	337 994	382 520
Provisions pour litiges et autres charges (hors risque de crédit)	1 484 248	1 030 335
	<b>1 822 242</b>	<b>1 412 855</b>

**27 Gains ou pertes latents ou différés**

Autres écarts ou gains latents	-	-
	-	-

**28 Primes liées au capital, réserves**

Réserves légales	1 069 835	605 675
Report à nouveau	3 579 508	794 544
Réserves réglementaires pour risques de crédit (Article 18 de la circulaire n0.12/2018)	-	-
Diverses autres réserves	4 922 194	2 137 228
	<b>9 571 537</b>	<b>3 537 446</b>

**29 Capital**

Capital souscrit appelé et versé	19 625 000	19 625 000
	<b>19 625 000</b>	<b>19 625 000</b>

**30 Résultat net de l'exercice**

Bénéfice de l'exercice	10 956 213	9 283 218
	<b>10 956 213</b>	<b>9 283 218</b>

**NOTES EXPLICATIVES DES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL**

<b>PRODUITS</b>	<b>DECEMBRE 2021</b>	<b>DECEMBRE 2020</b>
<b>31 Produits sur opérations avec les banques et assimilées</b>		
Intérêts sur titres de créances émis par les banques et assimilés	14 531 768	12 931 367
Autres produits sur les banques et assimilés	-	-
	<b>14 531 768</b>	<b>12 931 367</b>
<b>32 Produits sur opérations avec la clientèle</b>		
Intérêts sur crédits de trésorerie	1 957 728	990 284
Intérêts sur crédits à l'équipement	15 781 787	14 007 702
	<b>17 739 516</b>	<b>14 997 986</b>
<b>33 Produits sur opérations sur instruments financiers</b>		
Gains sur opérations de change	2 147 720	2 380 101
	<b>2 147 720</b>	<b>2 380 101</b>
<b>34 Commissions sur prestations de service</b>		
Commissions sur fonctionnement de compte	759 106	688 756
Commissions sur moyens de paiement	829 875	649 879
Commissions de service sur crédits	232 571	532 223
Autres produits sur prestations de services	279 549	15 029
	<b>2 101 100</b>	<b>1 885 886</b>
<b>CHARGES</b>		
<b>35 Charges sur opérations avec les banques et assimilées</b>		
Autres charges d'intérêts sur opérations avec les banques et assimilées	6 435 759	6 422 858
	<b>6 435 759</b>	<b>6 422 858</b>

**36 Charges sur opérations avec la clientèle**

Intérêts sur comptes créditeurs de la clientèle	1 929 355	1 158 854
Intérêts sur comptes d'épargne	1 090 059	703 150
Intérêts sur dépôts à terme	2 773 999	2 507 733
	<b>5 793 413</b>	<b>4 369 737</b>

**37 Charges sur opérations de change**

Commissions sur opérations de change	158 106	78 677
	<b>158 106</b>	<b>78 677</b>

**38 Charges accessoires à l'activité bancaire**

Dotations aux provisions pour risques et charges (hors risque de crédit)	-	-
Diverses autres charges accessoires	642 971	581 069
	<b>642 971</b>	<b>581 069</b>

**39 Charges générales d'exploitation**

Salaires et appointements	4 086 756	3 619 025
Primes et gratifications	317 221	356 317
Autres rémunérations	505 027	539 728
Charges d'assurance sociales	21 171	10 512
Charges de retraites	165 206	157 413
Charges de formation	72 899	163 888
Dotations aux provisions pour engagement de retraite et autres avantages au personnel	355 227	318 528
Impôts et taxes	1 795	188 898
Autres charges de personnel	165 371	144 985
Charges liées aux locaux	198 781	208 362
Honoraires et prestations externes	562 120	583 096
Autres charges externes	423 539	410 123
Autres charges d'exploitation	4 144 657	2 820 527
Dotations aux amortissements des immobilisations	604 108	584 546
	<b>11 623 877</b>	<b>10 105 950</b>

**40 Pertes sur risque de crédit**

Dotations pour dépréciations des créances	- 132 568	475 595
	<b>- 132 568</b>	<b>475 595</b>

**41 Pertes sur actifs immobilisés**

Dotations aux dépréciations des immobilisations	234 863	189 353
---	---------	---------

234 863

189 353

**42 Impôts sur les bénéfices**

807 470

688 882

**807 470****688 882****ACTE DE DEPOT AU RANG DES MINUTES**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt unième jour du mois d'Avril, devant Nous, Maître NTIBANGANA Jocelyne, Notaire à Bujumbura, 31, Boulevard de l'Uprona, ont comparu :

Monsieur Fredrick L. SIWALE (sé),  
Administrateur Directeur Général et Monsieur  
Ernest NGENDAKUMANA , Administrateur  
Directeur Général Adjoint a.i.

En présence de Messieurs NDUWIMANA Révérien  
et NIMPAGARITSE Didace; Témoins  
instrumentaires à ce requis et réunissant les  
conditions exigées par la loi ; Lesquels comparants  
Nous ont requis de recevoir au rang des minutes de  
Notre Office Notarial, pour qu'il en soit délivré tous  
extraits, grosses et expéditions l'original d'un acte  
sous seing privé portant la date du trente septembre  
deux mille vingt et un comportant neuf feuillets dont  
la teneur peut être ainsi résumée :

« **PUBLICATION DES ETATS FINANCIERS  
DE LA CRDB BANK BURUNDI EN VERTU  
DE LA CIRCULAIRE N°24/2019** »

Lecture dudit acte faite par Nous, les comparants  
Nous ont déclaré qu'il renferme bien l'expression  
de leur volonté.

En foi de quoi, Nous avons apposé Notre sceau et

Notre signature, ainsi que les références du présent  
acte de dépôt, sur chacun des feuillets de l'acte  
déposé, puis avons annexé ce dernier au présent acte  
qui a été signé par Nous, par les comparants et par  
les témoins et revêtu du sceau de Notre Office.

Dont acte sur deux feuillets.

**LES COMPARANTS**

Monsieur Fredrick L.SIWALE (sé),  
Administrateur Directeur Général  
Ernest NGENDAKUMANA (sé)  
Administrateur Directeur Général Adjoint a.i.

**LES TEMOINS**

Mr NDUWIMANA Révérien (sé)  
Mr NIMPAGARITSE Didace (sé)

Le Notaire (sé)

Enregistré par Nous, Maître NTIBANGANA  
Jocelyne, Notaire à Bujumbura aux jour, mois et an  
que dessus, sous le numéro M/3866/2022 du Volume  
trente-cinq de Notre Office.

Etat des frais : Original : 7.000

Expédition 3.000 x 12 : 36.000  
43.000

Maître NTIBANGANA Jocelyne (sé)  
Le Notaire (sé)

## C. DIVERS

**SIGNIFICATION DE JUGEMENT A  
DOMICILE INCONNU RC 185/2008**

L'an deux mille vingt-deux, le 9<sup>ème</sup> jour du mois de juin ;

A la requête de MUKANGWIJE Goreth, résidant à Cibitoke ;

Je soussignée, MANIRAKIZA Graciose, Huissier assermenté près le Tribunal de Résidence Rugombo;

Ai signifié à KANA Frédéric, sans domicile connu, le jugement rendu par le Tribunal de Résidence Rugombo y siégeant en matière civile le 7/7/2017 dont le dispositif est ainsi libellé :

1. Irakiriye isubigwamwo (rectification) ry'urubanza RC 185/2008 ryashikirijwe na MUKANGWIJE Goreth aserukiwe na NGENDAKUMANA Mélance.
2. Sentare isanze ingingo z'urubanza RC 185/2008 zohinyanyugwa uku gukurikira :
  - a) Parcelle MUKANGWIJE Goreth aserukiwe na NGENDAKUMANA

Mélance yapfa na NDIKUBWAYO Sylvestre hamwe na KANA Frédéric igume mu minwe ya MUKANGWIJA Goreth.

- b) Amagarama y'urubanza atangwa na KANA Frédéric we arushijwe, 6.800 F

3. Urubanza RC 92/2017 rwandikwe iruhande y'urubanza RC 185/2008.

Uko niko ruciwe kandi ruvuzwe mu ntahe y'icese yo ku wa 7/7/2017.

Et pour que la signifiée n'en ignore, étant donné qu'il n'a ni domicile ni résidence connu dans ou hors de la République du Burundi, j'ai affiché la copie de mon présent exploit à la porte principale du Tribunal de Résidence Rugombo et en ai fait parvenir un extrait à la Direction du Centre d'Etudes et de Documentations Juridiques aux fins d'insertion au prochain numéro du Bulletin Officiel du Burundi.

Dont acte,  
L'Huissier (sé)

**ASSIGNATION A DOMICILE INCONNU  
RCF 11016**

L'an deux mille vingt-deux, le 14<sup>ème</sup> jour du mois de juin ;

A la requête de MANIRAKIZA Médiatrice, Colline Gisagara, Commune et Province Ngozi ;

Je soussignée, BARINDEVYA Venantie, Huissier assermenté près le Tribunal de Résidence Ngozi ;

Ai donné assignation à domicile inconnu à CITERETSE Valentin ;

A comparaître devant le Tribunal de Résidence de Ngozi et y siégeant en matière civile au premier

degré le 27/7/2022 au local ordinaire de ses audiences publiques à 9 heures du matin.

Du chef de : gusaba kugurisha igipande c'itongo

Et pour que l'assigné n'en ignore, attendu qu'il n'a ni domicile ni résidence connu dans ou hors de la République du Burundi, j'ai affiché une copie du présent exploit à la porte principale du Tribunal de Résidence Ngozi et envoyé une copie au Centre d'Etudes et de Documentations Juridiques pour insertion au journal Bulletin Officiel du Burundi au futur numéro.

Dont acte  
L'Huissier (sé)

**DECISION N°553/244/26/2022 DU 20/6/2022  
PORTANT AUTORISATION DE  
CHANGEMENT DE NOM**

Le Directeur des Affaires Juridiques et du Contentieux,

Vu le décret-loi n°1/024 du 28/4/1993 portant réforme du code des personnes et de la famille, spécialement en son article 17;

Vu la loi n°1/013 du 18/7/2000 portant réforme du code de la nationalité;

Vu le décret n°100/94 du 28 juin 1979 portant réglementation de changement de nom;

Vu l'ordonnance ministérielle n°530/060 du 27

mars 1978 instituant la carte nationale d'identité, spécialement en ses articles 2 à 5;

Vu l'ordonnance ministérielle n°550/264 du 27 novembre 1984 portant délégation de pouvoirs au Directeur des Affaires Juridiques et du Contentieux en matière de changement de nom ;

Vu la demande en changement de nom introduite par NTAMAVUKIRO Euphraïm ;

Décide

Article 1

Le nommé NTAMAVUKIRO Euphraïm, fils de NTAMAVUKIRO Gaspard et de NIJIMBERE Marie, né à Sororezo, Commune Mukaza, Province

Bujumbura-Mairie le 14/8/1993 de nationalité burundaise, est autorisé d'ajouter le nom de son père adoptif HEIDMANN sur son nom figurant sur son extrait d'acte de naissance, acte n°2, volume 177 (Bureau d'Etat-Civil Commune Mutimbuzi) pour porter les noms et prénom de HEIDMANN NTAMAVUKIRO Euphraïm qui figureront sur ses documents administratifs.

Article 2

Ce changement de nom sera publié aux frais de l'intéressé au Bulletin Officiel du Burundi.

Il n'aura son entier plein effet qu'après un délai de

six mois compté à partir du jour de cette publication et si aucune opposition aux fins de révocation de la présente autorisation de changement de nom n'aura été faite.

Article 3

La présente décision entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 20/6/2022

LE DIRECTEUR DES AFFAIRES JURIDIQUES  
ET DU CONTENTIEUX

Maître VYIZIGIRO Diomède (sé)

**ASSIGNATION A DOMICILE INCONNU  
RC 753/2022**

L'an deux mille vingt-deux, le 20<sup>ème</sup> jour du mois de juin ;

A la requête de IRANKUNDA Edyson, résidant à Kavumu ;

Je soussigné, NKURUNZIZA Désiré, Huissier près le Tribunal de Résidence Ruyaga ;

Ai assigné à domicile inconnu à HABONIMANA Nadia, ayant résidé à Kavumu ;

A comparaître devant le Tribunal de Résidence Ruyaga, siégeant en matière civile en date du

26/7/2022 0 9h au local ordinaire de ses audiences publiques.

Objet : divorce

Et pour que l'assignée n'en ignore, attendu qu'elle n'a ni domicile ni résidence connu dans ou hors de la République du Burundi, j'ai affiché une copie du présent exploit à la porte principale de l'auditoire du Tribunal de Résidence Ruyaga et en ai fait parvenir une copie de l'extrait au Bulletin Officiel du Burundi aux fins d'insertion au prochain numéro.

Dont acte

L'Huissier (sé)

**SIGNIFICATION A DOMICILE INCONNU  
DE L'ORDONNANCE N°15/2022 RC 788/2019**

L'an deux mille vingt-deux, le 22<sup>ème</sup> jour du mois de juin ;

A la requête de Groupe Solidaire (INSP), résidant à .....

Je soussigné NKURUNZIZA Claudine, Huissier près le Tribunal de Grande Instance Muha ;

Ai signifié à KAZOYISENGA Thérèse, l'expédition en forme exécutoire de l'ordonnance avec requête rendu entre parties par le Tribunal de Grande Instance Muha en Mairie de Bujumbura en date du 22/6/2022 fixant :

Article 1

Ordonnons la vente aux enchères de l'immeuble et terrain construit sur la parcelle non enregistrée, se trouvant à Gasekebuye (quartier non viabilisé), avenue Mbabazi, appartenant au couple NIYONSABA Philippe et KAZOYISENGA Thérèse.

**Article 2 :** Disons que cette ordonnance est exécutoire dès sa signification.

La présente signification se faisant pour son information et direction et à telles fins que de droit et dernier commandement qu'il reste devoir en principal et intérêts.

Pour un montant de vingt trois millions sept cent septante mille huit cent neuf francs burundais (23.770.809 F Bu). Le tour sans préjudice à tout autres droit, dus, actions et intérêts jusqu'à parfait paiement volontaire ou forcé.

Attendu que le signifié n'a ni adresse, ni résidence connu dans ou hors de la République du Burundi, j'ai fait publier le présent exploit dans le journal Bulletin Officiel du Burundi la signification d'ordonnance d'exécution ainsi à domicile inconnu et j'ai affiché la copie de mon exploit à la porte principale des audiences.

Dont acte,

L'Huissier (sé)

**ASSIGNATION A DOMICILE INCONNU  
RCF 1084/2022**

L'an deux mille vingt-deux, le 22<sup>ème</sup> jour du mois de juin ;

A la requête de BIGIRIMANA Yves, résidant en Zone Cibitoke ;

Je soussigné, NDABIRINDE Josué, Huissier assermenté près le Tribunal de Résidence Cibitoke;

Ai donné assignation à domicile inconnu à Estella Déborah ;

A comparaître devant le Tribunal de Résidence Cibitoke, séant à Cibitoke, siégeant en matière civile au premier degré le 25/7/2022 au local

ordinaire de ses audiences publiques à 9 heures du matin.

Du chef de : divorce

Et pour que l'assignée n'en ignore, attendu qu'elle n'a ni domicile ni résidence connu dans ou hors de la République du Burundi, j'ai affiché cette assignation à domicile inconnu à la porte principale du Tribunal de Résidence Cibitoke et envoyé une copie de cet exploit au Centre d'Etudes et de Documentations Juridiques pour insertion au journal Bulletin Officiel du Burundi.

Dont acte,

L'Huissier (sé)

**ASSIGNATION A DOMICILE INCONNU  
RCF 22/2020**

L'an deux mille vingt-deux, le 28<sup>ème</sup> jour du mois de juin ;

A la requête de NIJIMBERE Joël, résidant à Kanyosha ;

Je soussignée, HATUNGIMANA Severa, Huissier assermenté près le Tribunal de Résidence Kinindo ;

Ai donné assignation à domicile inconnu à NTUNGANE Chadia ;

A comparaître devant le Tribunal de Résidence

Kinindo, et y siégeant en matière civile au premier degré en date du 7/9/2022 au local ordinaire de ses audiences publiques à 9 heures du matin.

Objet de la demande : divorce

Et pour que l'assignée n'en ignore, attendu qu'elle n'a ni domicile ni résidence connu dans ou hors de la République du Burundi, j'ai affiché une copie au Tribunal de Résidence Kinindo et envoyé une copie de mon présent exploit au journal Bulletin Officiel du Burundi pour insertion.

Dont acte,

L'Huissier (sé)

**ASSIGNATION A DOMICILE INCONNU  
RC 1299/2020**

L'an deux mille vingt-deux, le 28<sup>ème</sup> jour du mois de juin ;

A la requête de KCB ;

Je soussignée, NDAYISABA Chantal, Huissier assermenté près le Tribunal de Grande Instance Mukaza;

Ai donné assignation à domicile inconnu à le nommé Jules NTIRURAGUMA ;

A comparaître devant le Tribunal de Grande Instance de Mukaza en matière civile en date du 23/9/2022 à 9 heures du matin au local ordinaire de ses audiences ;

Paiement de 46.671.637 F Bu + 6% d'I.J.

Pour y présenter ses dires et moyens de défenses et entendre statuer sur les faits lui reprochés dans l'affaire sous-rubrique.

Et pour que l'assigné n'en ignore, étant donné qu'il n'a ni domicile ni résidence connu dans ou hors de la République du Burundi, j'ai affiché une copie du présent exploit à la porte principale de l'auditoire du Tribunal de Grande Instance de Mukaza et en ai fait parvenir une copie de l'exploit au Bulletin Officiel du Burundi aux fins d'insertion au prochain numéro.

Dont acte,

L'Huissier (sé)

**ASSIGNATION A DOMICILE INCONNU  
RCF 249/2022**

L'an deux mille vingt-deux, le 28<sup>ème</sup> jour du mois de juin ;

A la requête de HABONIMANA Ramadhani et CIZA Juma ;

Je soussignée, NININHAZWE Séraphine, Huissier assermenté demeurant à Buyenzi ;

Ai assigné à domicile inconnu YAHAYA Jafari, demeurant à inconnu ;

A comparaître le 26/7/2022 à 9 heures du matin devant le Tribunal de Résidence Buyenzi, séant à Buyenzi au local ordinaire de ses audiences publiques à Buyenzi.

Objet de la demande : partage de la succession

Pour parcelle 10/43 pour présenter ses moyens de

défense et entendre prononcer le jugement à intervenir

Et pour que l'assigné n'en ignore, attendu qu'il n'a ni domicile ni résidence connu dans ou hors de la République du Burundi, j'ai affiché une copie de mon présent exploit à la porte principale du

Tribunal de Résidence Buyenzi et envoyé un extrait du même exploit au journal Bulletin Officiel du Burundi aux fins d'insertion.

Dont acte,  
Le Greffier titulaire  
NININHAZWE Séraphine (sé)

**ASSIGNATION A DOMICILE INCONNU  
RCF 249/2022**

L'an deux mille vingt-deux, le 28<sup>ème</sup> jour du mois de juin ;

A la requête de HABONIMANA Ramadhani et CIZA Juma ;

Je soussignée, NININHAZWE Séraphine, Huissier assermenté demeurant à Buyenzi ;

Ai assigné à domicile inconnu YUSSUF Jafari, demeurant à inconnu ;

A comparaître le 26/7/2022 à 9 heures du matin devant le Tribunal de Résidence Buyenzi, séant à Buyenzi au local ordinaire de ses audiences publiques à Buyenzi.

Objet de la demande : partage de la succession

Pour parcelle 10/43 pour présenter ses moyens de défense et entendre prononcer le jugement à intervenir

Et pour que l'assigné n'en ignore, attendu qu'il n'a ni domicile ni résidence connu dans ou hors de la République du Burundi, j'ai affiché une copie de mon présent exploit à la porte principale du Tribunal de Résidence Buyenzi et envoyé un extrait du même exploit au journal Bulletin Officiel du Burundi aux fins d'insertion.

Dont acte,  
Le Greffier titulaire  
NININHAZWE Séraphine (sé)

**ASSIGNATION A DOMICILE INCONNU  
RCF 249/2022**

L'an deux mille vingt-deux, le 28<sup>ème</sup> jour du mois de juin ;

A la requête de HABONIMANA Ramadhani et CIZA Juma ;

Je soussignée, NININHAZWE Séraphine, Huissier assermenté demeurant à Buyenzi ;

Ai assigné à domicile inconnu MOUSSA Jafari, demeurant à inconnu ;

A comparaître le 26/7/2022 à 9 heures du matin devant le Tribunal de Résidence Buyenzi, séant à Buyenzi au local ordinaire de ses audiences publiques à Buyenzi.

Objet de la demande : partage de la succession

Pour parcelle 10/43 pour présenter ses moyens de défense et entendre prononcer le jugement à intervenir

Et pour que l'assigné n'en ignore, attendu qu'il n'a ni domicile ni résidence connu dans ou hors de la République du Burundi, j'ai affiché une copie de mon présent exploit à la porte principale du Tribunal de Résidence Buyenzi et envoyé un extrait du même exploit au journal Bulletin Officiel du Burundi aux fins d'insertion.

Dont acte,  
Le Greffier titulaire  
NININHAZWE Séraphine (





## **Tarif de vente, d'abonnement et frais d'insertion au Bulletin Officiel du Burundi.**

### **A. Tarifs de vente**

- |                         |            |
|-------------------------|------------|
| 1° BOB ordinaire:       | 9.000 Fbu  |
| 2° BOB objet d'un code: | 15.000 Fbu |

### **B. Tarifs d'abonnement annuel**

- |   |             |
|---|-------------|
| 1° Au Burundi                                   |             |
| a) retrait par l'abonné lui-même:               | 120.000 Fbu |
| b) livraison à domicile ou au bureau:           | 150.000 Fbu |
| 2° Autres pays                                  |             |
| - livraison à l'agence ou au bureau de liaison: | 150.000 Fbu |

### **C. Insertion**

Outre les actes du Gouvernement, sont insérés au Bulletin Officiel du Burundi: les publications légales, les extraits et les modifications des actes ainsi que les communications ou avis des Cours et Tribunaux.

Les assignations et les significations à domicile inconnu des Cours et Tribunaux sont publiées à titre onéreux.

Les demandes d'insertion au Bulletin Officiel du Burundi doivent être adressées au Directeur du Centre d'Etudes et de Documentations Juridiques accompagnées du paiement du coût indiqué dans l'ordonnance Conjointe n°550/540/2306 du 30 décembre 2016.

Pour tout renseignement relatif au Bulletin Officiel du Burundi, adressez-vous au Centre d'Etudes et de Documentations Juridiques, Rohero I, Avenue Luxembourg n°5, B.P. 7379 Bujumbura, téléphone 22252637.